

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine

Plan Local d'Urbanisme



Toulouse

Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013

mise à jour par arrêté du 04/11/2013

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

**DOCUMENTS ANNEXÉS
au 5A1 – Liste des SUP**

toulouse
métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine

Plan Local d'Urbanisme



Toulouse

Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013

mise à jour par arrêté du 04/11/2013

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

Document annexé au 5A1 - Liste des SUP

SUP I3

toulouse
métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

| |
|--|
| PLAN LOCAL D'URBANISME COMMUNE DE TOULOUSE - 31 |
|--|

GENERALITES

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz prises au bénéfice de :

La Société TIGF, 49 avenue Dufau - BP 522 - 64010 PAU CEDEX, pour la conduite (et ses annexes):

- **CANALISATION DN 300 PORTET SUR GARONNE-TOULOUSE STATION**, catégorie B,
- **CANALISATION DN 200 TOULOUSE STATION-PURPAN SUD**, catégorie A, B et C
- **CANALISATION DN 150 TOULOUSE PURPAN NORD-RIVE GAUCHE**, catégorie B
- **CANALISATION DN 150 TOULOUSE RIVE GAUCHE-RIVE DROITE**, catégorie B et C,
- **BRANCHEMENT DN 200 GrDF TOULOUSE PURPAN**, catégorie B
- **BRANCHEMENT DN 200 GDF TOULOUSE BRAQUEVILLE**, catégorie B,
- **BRANCHEMENT DN 150 KNAUF PACK SO TOULOUSE**, catégorie B
- **BRANCHEMENT DN 100 ISOCHER TOULOUSE**, catégorie B et C
- **BRANCHEMENT DN 080 SANOFI SYNTHELABO TOULOUSE**, catégorie C
- **BRANCHEMENT DN 050 KNAUF PACK SO TOULOUSE**, catégorie C
- **BRANCHEMENT DN 050 SANOFI SYNTHELABO RECHERCHE TOULOUSE**, catégorie B,
- **BRANCHEMENT DN 050 JOB SCHEUFELN TOULOUSE**, catégorie B et C

Arrêté Ministériel du 4 juin 2004 (JO du 11 juin 2004)

Autorisations d'exploiter octroyées par le Ministre Délégué à l'Industrie et du Commerce Extérieur,

Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur des terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes.

TEXTES REGLEMENTAIRES

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (article 298) et du 4 juillet 1935, les décrets du 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938, et n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi n° 46 628 du 8 avril 1946.

Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustible.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement d'édites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 pour l'application du décret précité.

Circulaire « porter à connaissance » n° 2006-55 du 4 août 2006 relative à la construction dans les secteurs affectés par le passage de canalisations de transport de gaz.

Article 81 de la loi de finances rectificative pour 2001 n°2001-1276 du 28 décembre 2001.

Article 62 de la loi du 3 janvier 2003.

PROCEDURE D'INSTITUTION

A. Procédure

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis, non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes bénéficient aux ouvrages déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) à savoir :

- canalisations de transport de gaz et installations de stockage souterrain de gaz combustible,
- canalisations de distribution de gaz et installations de stockage en surface annexes de la distribution.

La déclaration d'utilité publique en vue de l'exercice des servitudes, sans recours à l'expropriation, est obtenue conformément aux dispositions du chapitre III du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985. Elle est prononcée soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés, soit par arrêté du ministre chargé du gaz ou par arrêté conjoint du ministre chargé du gaz et du ministre chargé de l'urbanisme, selon les modalités fixées par l'article 9 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II.

A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet, par l'intermédiaire de l'ingénieur chargé du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires intéressés donnent avis de l'ouverture de l'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés (art. 13 du décret du 11 juin 1970).

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1970 et visées ci-dessous en C.

Remarque : dans la plupart des cas, il est passé entre le titulaire de l'autorisation d'exploiter et les propriétaires intéressés des conventions de servitudes amiables. Ces conventions remplacent les formalités mentionnées ci-dessus et produisent les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du projet de détail des tracés (art. 1er du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967).

B. Indemnisation

Des indemnités ne sont dues que s'il y a eu préjudice. Elles sont versées au propriétaire ou à l'exploitant pour le dédommager des troubles temporaires qu'il doit subir pendant l'exécution des travaux de pose. Si le propriétaire, lorsqu'il est distinct de l'exploitant, ou l'exploitant lui-même, peut faire valablement état d'un préjudice permanent, une indemnité lui sera également versée. En fait, les canalisations de gaz une fois posées n'entraînent pratiquement aucun dommage permanent en dehors d'un droit de surveillance dont dispose le transporteur ou le distributeur (qui s'exerce environ une fois par an).

Les indemnités sont versées en une seule fois.

En cas de litige, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation, conformément aux articles 2 et 3 du décret du 6 octobre 1967 (art. 20 du décret du 11 juin 1970).

Elles sont à la charge du transporteur ou du distributeur.

C. Publicité

Se référer à la même rubrique de la fiche "électricité".

EFFETS DE LA SERVITUDE

A. Prérogatives de la puissance publique.

1. Prérogatives exercées directement par la puissance publique.

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Droit pour le bénéficiaire de procéder à des abattages d'arbres ou à des élagages de branches lors de la pose des conduites.

2. Obligations de faire imposées au propriétaire.

Néant.

B. Limitations au droit d'utiliser le sol.

1. Obligations passives.

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

2. Droits résiduels du propriétaire.

Les propriétaires dont les terrains sont traversés par une canalisation de transport de gaz (servitude de passage) conservent le droit de les clore ou d'y élever des immeubles à condition toutefois d'en avertir l'exploitant. Ces constructions devront respecter les règles d'implantation (servitude non aedificandi) applicables aux bâtiments pouvant être construits à proximité de canalisations de transport de gaz naturel.

| | |
|------------------------------------|-----------------|
| Servitude "non aedificandi" | 4 mètres |
|------------------------------------|-----------------|

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux à proximité des conduites de transport (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc..) leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

- Articles R. 554-1 à R. 554-38 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux
- Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement

En application desdits textes les déclarations devront être adressées au :

TIGF - Secteur de TOULOUSE
16 bis, rue Alfred Sauvy 31270 CUGNAUX
Tél: 05 61 56 22 44 - Fax: 05 61 56 99 51

T I G F

TABLEAU DES SERVITUDES

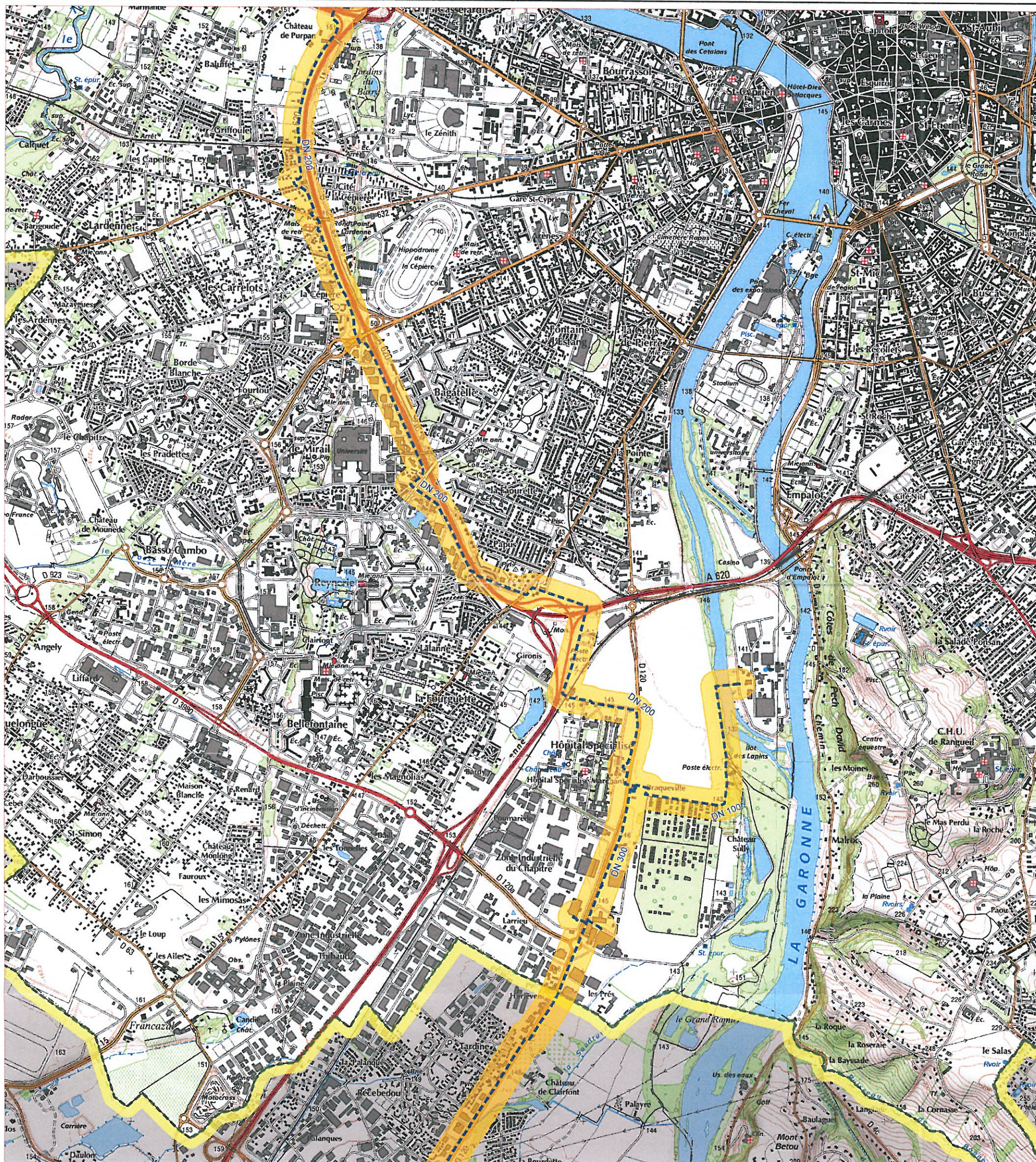
| NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE | REFERENCE DU TEXTE QUI PERMET D'INSTITUER LA SERVITUDE | DETAIL DE LA SERVITUDE | DATE DE L'ACTE INSTITUANT LA SERVITUDE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL | SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE |
|---|--|---|---|--|
| I.3 - Etablissement des canalisations de transport et de distribution de gaz CANALISATION DN 300 PORTET SUR GARONNE-TOULOUSE STATION, cat B BRANCHEMENT DN 150 KNAUF PACK SO TOULOUSE, cat. B BRANCHEMENT DN 050 SANOFI SYNTHELABO RECHERCHE TOULOUSE, cat. B BRANCHEMENT DN 050 KNAUF PACK SO TOULOUSE, cat. C BRANCHEMENT DN 080 SANOFI SYNTHELABO TOULOUSE, cat. C BRANCHEMENT DN 200 GrDF TOULOUSE BRAQUEVILLE, cat B CANALISATION DN 200 TOULOUSE STATION-PURPAN SUD, cat A, B et C | Article 12 modifié de la loi du 15/06/1906 Article 298 de la loi de finances du 13/07/1925 Article 35 de la loi n° 46.628 du 08/04/1946 modifiée Article 25 du décret n° 85.1108 du 15/10/1985 Décret n° 85.1109 du 15/10/1985 modifiant le décret n° 70.492 du 11/06/1970 | Ancrage, appui, passage abattage d'arbres ou élagages | Arrêté Ministériel du 4 juin 2004 (JO du 11 juin 2004) | TIGF - Secteur de TOULOUSE 16 bis, rue Alfred Sauvy 31270 CUGNAUX Tél: 05 61 56 22 44 - Fax: 05 61 56 99 51 |

GAZ I3 – page 5

| NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE | REFERENCE DU TEXTE QUI PERMET D'INSTITUER LA SERVITUDE | DETAIL DE LA SERVITUDE | DATE DE L'ACTE INSTITUANT LA SERVITUDE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL | SERVICE RESPONSABLE DE LA SERVITUDE |
|--|---|---|---|--|
| BRANCHEMENT DN 200 GrDF TOULOUSE PURPAN, cat B | Article 12 modifié de la loi du 15/06/1906 | Ancrage, appui, passage abattage d'arbres ou élagages | Arrêté Ministériel du 4 juin 2004 (JO du 11 juin 2004) | TIGF - Secteur de TOULOUSE 16 bis, rue Alfred Sauvy 31270 CUGNAUX Tél: 05 61 56 22 44 - Fax: 05 61 56 99 51 |
| CANALISATION DN 150 TOULOUSE PURPAN NORD- RIVE GAUCHE, cat B | Article 298 de la loi de finances du 13/07/1925 | | | |
| CANALISATION DN 150 TOULOUSE RIVE GAUCHE-RIVE DROITE, cat B et C | Article 35 de la loi n° 46.628 du 08/04/1946 modifiée | | | |
| BRANCHEMENT DN 050 JOB SCHEUFELLEN TOULOUSE, cat. B et C | Article 25 du décret n° 85.1108 du 15/10/1985 | | | |
| BRANCHEMENT DN 100 ISOCEM TOULOUSE, cat. B et C | Décret n° 85.1109 du 15/10/1985 modifiant le décret n° 70.492 du 11/06/1970 | | | |

**PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL
AVEC ZONES DE DANGERS SIGNIFICATIFS - EFFETS IRREVERSIBLES - IRE
ET ZONE DES 200m POUR DN<300**

TIGF



SCAN25 © IGN PARIS 2010 - N°2010CISO21-140

ECHELLE : 1/25000

EDITION : 05/2011

Tout dossier d'urbanisme dans les zones IRE doit faire l'objet d'une consultation :

REGION DE TOULOUSE**16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux**

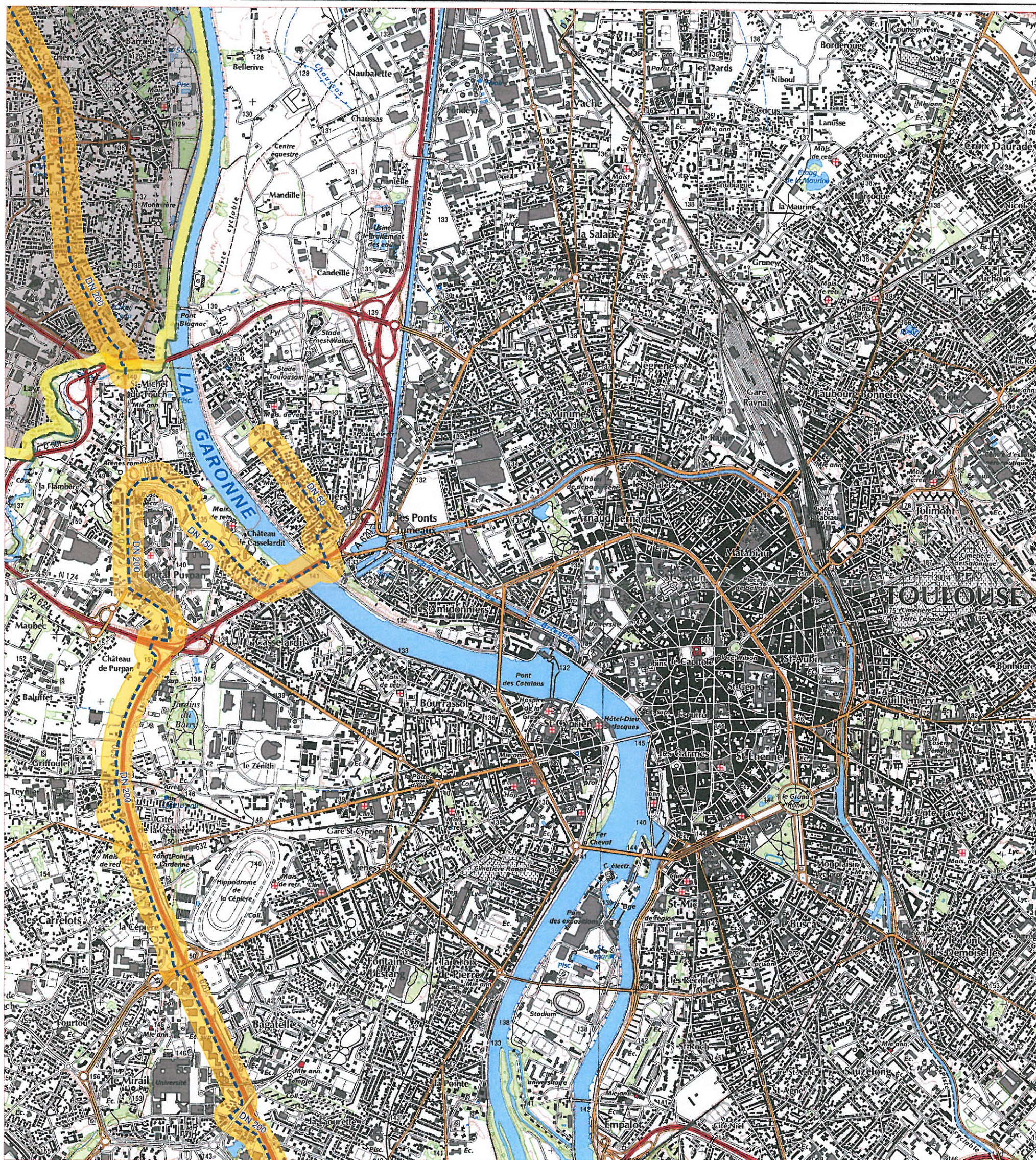
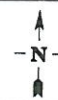
Tél : +33 (0)5 61 16 26 10

Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

PLAN A USAGE EXCLUSIF DES
INSTRUCTEURS DE DOSSIERS D'URBANISME
POUR DECLARATION DR/DICT CONSULTER
LE PLAN DE ZONAGE TIGF

Cette édition et les informations qu'elle contient sont indicatives et ne sauraient permettre la réalisation de travaux à proximité du réseau de canalisations de TIGF, ni de s'affranchir des dispositions prévues articles R. 554-1 à R. 554-38 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux ainsi que l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.

**PLAN DE SITUATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL
AVEC ZONES DE DANGERS SIGNIFICATIFS - EFFETS IRRÉVERSIBLES - IRE
ET ZONE DES 200m POUR DN<300**

TIGF

SCAN25 © IGN PARIS 2010 - N°2010CISO21-140

ECHELLE : 1/25000

EDITION : 05/2011

Tout dossier d'urbanisme dans les zones IRE doit faire l'objet d'une consultation :

REGION DE TOULOUSE
16 bis, rue Alfred Sauvy
31270 Cugnaux

Tél : +33 (0)5 61 16 26 10

Fax: +33 (0)5 61 78 51 12

PLAN A USAGE EXCLUSIF DES
INSTRUCTEURS DE DOSSIERS D'URBANISME
POUR DECLARATION DR/DICT CONSULTER
LE PLAN DE ZONAGE TIGF

Cette édition et les informations qu'elle contient sont indicatives et ne sauraient permettre la réalisation de travaux à proximité du réseau de canalisations de TIGF, ni de s'affranchir des dispositions prévues articles R. 554-1 à R. 554-38 du code de l'environnement relatifs au guichet unique et à l'exécution de travaux à proximité des réseaux ainsi que l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine

Plan Local d'Urbanisme



Toulouse

Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013

mise à jour par arrêté du 04/11/2013

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

Document annexé au 5A1 - Liste des SUP

SUP PM2 (EPR)

toulouse
métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures

affaire suivie par Christine Cami
Téléphone : 05 61 10 60 26
Courriel : christine.cami@haute-garonne.gouv.fr

Toulouse, le

- 5 AVR. 2013

RECOMMANDÉ A.R.

LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES
TERRITOIRES

à

Monsieur le Maire de TOULOUSE
Direction générale du développement urbain et durable
Service écologie urbaine, eau et pollutions des sols

OBJET : institution de servitudes d'utilité publique sur le site anciennement exploité par EPR –
95/97 rue de Fenouillet à TOULOUSE.

P.J. : 1 arrêté

Je vous transmets, sous ce pli, après avis favorable du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologique, copie de l'arrêté qui vient d'être signé, en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement, afin d'instituer des servitudes d'utilité publique à la demande de la société EPR, sur le site 95/97 rue de Fenouillet à Toulouse.

Je vous signale qu'il vous appartient, en application de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme, d'annexer ces servitudes au plan local d'urbanisme dans le délai de trois mois (article 14 de l'arrêté).

Pour le Préfet, par délégation,
Le Chef de bureau

Nadia BAZRI-LAMOUR





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
DDT/SEEF/BCP/CC

N° - 42

A R R E T E

instituant la mise en place de servitudes
d'utilité publique sur le site de la société
ENTREPOTS PETROLIERS REGIONAUX
(EPR), 95/97 rue de Fenouillet à TOULOUSE.

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Titre I du livre V du Code de l'Environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, en particulier les articles L.515-12 et R.515-24 à R.515-31;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le dernier arrêté préfectoral ayant encadré les activités industrielles exercées par la société EPR sur le site 95-97 rue de Fenouillet à TOULOUSE, daté du 16/08/1991;

Vu le courrier du 26/08/1996 de la société EPR annonçant à Monsieur le Préfet la cessation définitive du dépôt de carburant à compter du 20/09/1996;

Vu l'ensemble des études de dépollution, la proposition de réhabilitation des terrains et les analyses des risques résiduels réalisées de 1997 à 2011;

Vu la lettre du 28/06/2001 référencé CE/2001/332 de l'inspection des installations classées qui a fixé les seuils de dépollution à atteindre :

- excavation et traitement des terres contenant des hydrocarbures de manière à obtenir des teneurs inférieures à 1000 mg/kg MS dans les 2 premiers mètres de profondeur et 5000 mg/kg au delà sur la totalité du site,
- résorption des hydrocarbures flottants dans l'eau de la nappe souterraine,

- traitement des hydrocarbures en phase dissoute dans la nappe afin d'en améliorer la qualité générale.

Vu le procès-verbal de récolement de l'ancien dépôt de carburant du 20/04/2012 établi par l'inspection des installations classées qui a constaté l'exécution des travaux de réhabilitation au regard des engagements pris au titre de la législation des installations classées ;

Vu la demande de mise en place de servitudes d'utilité publique formulée par la société EPR par courrier référencé LOG/DEP/RDP 75-2011 du 01/08/2011 modifié le 02/02/2012 ;

Vu la notice de présentation des servitudes et les plans parcellaires fournis dans ce dossier ;

Vu les avis émis par la Direction Départementale des Territoires le 04/05/2012 et le 09/11/2012 ;

Vu les avis émis par le Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile le 09/05/2012 et le 16/10/2012 ;

Vu l'avis émis le 02/08/2012 par courrier électronique de l'un des propriétaires des terrains concernés, la société TOTAL RAFFINAGE MARKETING, dans le cadre de la consultation écrite des propriétaires réalisée en application de l'article L.515-12 3^{ème} alinéa du Code de l'environnement ;

Vu l'avis émis le 20/07/2012 par courrier de l'un des propriétaires des terrains concernés, la société BERGES & Cie, dans le cadre de la consultation écrite des propriétaires réalisée en application de l'article L.515-12 3^{ème} alinéa du Code de l'environnement ;

Vu l'avis émis le 08/08/2012 par courrier électronique de l'un des propriétaires des terrains concernés, les Voies Navigables de France - Subdivision de Haute Garonne dans le cadre de la consultation écrite des propriétaires réalisée en application de l'article L.515-12 3^{ème} alinéa du Code de l'environnement ;

Vu la consultation des autres propriétaires des terrains concernés, la société BRITISH PETROLEUM FRANCE, la société RIVES DICOSTANZO, la société SOCIETE IMMOBILIERE TOULOUSE ENTREPOTS, dans le cadre de la consultation écrite des propriétaires réalisée en application de l'article L.515-12 3^{ème} alinéa du Code de l'environnement ;

Vu la communication du projet d'arrêté préfectoral faite au maire de Toulouse ;

Vu la consultation du Conseil Municipal de la ville de Toulouse du 06/07/2012 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17/01/2013 ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 05/02/2013 ;

Considérant que les études de dépollution, les travaux de réhabilitation des terrains et les analyses des risques résiduels réalisés à ce jour sur le site 95-97 rue de Fenouillet à Toulouse ont permis d'apprécier la nature, la répartition et les teneurs en composés liés aux activités industrielles arrêtées, dans les sols et dans les eaux, ainsi que les risques susceptibles d'être générés par ces substances sur la santé humaine et sur les eaux;

Considérant que les travaux de réhabilitation consécutifs à la cessation de l'ensemble du dépôt de carburants ont été réalisés pour un usage d'activités et de service;

Considérant qu'il convient de préserver l'accès au réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit de l'ensemble du site et à son aval immédiat;

Considérant que l'appartenance des terrains à un nombre limité de propriétaires et le périmètre envisagé des servitudes, restreint aux terrains du site et à des parcelles proches situées en aval

hydraulique, permettent, en application de l'article L.515-12 3^{ème} alinéa du Code de l'environnement, de procéder à la consultation écrite des propriétaires par substitution à la procédure d'enquête publique prévue par l'article L.515-9, et que cette consultation a été réalisée ;

Considérant qu'afin de garder en mémoire les impacts résiduels identifiés en hydrocarbures pour les activités industrielles arrêtées, et d'assurer dans le temps la compatibilité entre les travaux de réhabilitation et les usages des terrains définis au présent arrêté, ainsi que la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, le Préfet peut instituer des servitudes d'utilité publique, par arrêté préfectoral pris après avis du Conseil départemental de l'environnement, et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

ARTICLE 1 :Domaine d'application

Des restrictions d'usage sont instituées sur les parcelles anciennement exploitées aux 95-97 rue de Fenouillet à Toulouse par la société ENTREPOTS PETROLIERS REGIONAUX S.A.S. (EPR), société par actions simplifiées au capital de 1 444 626 euros, dont le siège social est sis Immeuble SPAZIO, 562 avenue du Parc de l'Ile, 92029 NANTERRE CEDEX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 672 026 630, représentée par Madame Monique MATHIEU, en qualité de chef du service réhabilitation des dépôts passifs, parcelles appartenant à :

- la société TOTAL RAFFINAGE-MARKETING, société anonyme au capital de 318 822 302 euros, dont le siège social est 24 Cours Michelet 92800 PUTEAUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 542 034 921, représentée par Madame Monique MATHIEU, en qualité de chef du service réhabilitation des dépôts passifs, et propriétaire des parcelles 25, 320, 321 et 454,
- la société BP France, société anonyme au capital de 244 373 561,60 euros, dont le siège social est sis Bâtiment Le Cervier 12 avenue des Béguines 95866 CERGY PONTOISE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pontoise sous le numéro 542 034 327 représenté par monsieur Remy DELPHIN, en qualité de président directeur général, et propriétaire de la parcelle 247.

Les parcelles numérotées 25, 247, 320, 321 et 454 situées sur le territoire de la commune de Toulouse, section 829 AL01 sont concernées par les restrictions d'usage des sols et des eaux et représentent une superficie totale de 4,2 hectares.

Des restrictions d'usage des eaux souterraines sont instaurées également sur une partie des parcelles section 829 AL01 n°455 et 232, 31 et 322 mitoyennes à EPR appartenant à :

- La société RIVES DICOSTANZO société par actions simplifiées au capital de 150 000 euros, dont le siège social est sis 37 Chemin du Prat Long 31200 TOULOUSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro B403 583 842, représentée par M. François DICOSTANZO, en qualité de directeur et propriétaire de la parcelle 455,

- Madame BERGES Nicole, demeurant 104 rue du général de Gaulle 65700 MAUBOURGUET propriétaire des parcelles 232 et 31,
- La société SOCIETE IMMOBILIERE TOULOUSE ENTREPÔTS (S.I.T.E.) société anonyme au capital de 1 188 000,00 euros, dont le siège social est sis 22 rue Henri Barbusse 92110 CLICHY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro B550 800 965, représentée par M. Nicolas ROUSSELET Président du Conseil d'Administration et Mme Marie BIAIS en qualité de directeur et propriétaire de la parcelle 322,
- Au domaine public, pour Les Voies Navigables de France, sis 2 Port Saint Etienne BP 7204 31073 TOULOUSE CEDEX7, représenté par M. Patrick BUTTE, directeur inter régional du Sud Ouest et propriétaire du chemin de halage le long du canal latéral à la Garonne.

Ces restrictions d'usage sont destinées à garder la mémoire des travaux de réhabilitation effectués, à assurer la pérennité des restrictions d'usages du site concerné et à l'aval immédiat, et la protection des personnes en cas d'occupation des terrains.

ARTICLE 2 :Détermination des usages au moment de la mise en place de la restriction d'usage

Les terrains figurant sur le plan joint en annexe 1 ont été placés dans un état tel qu'ils puissent accueillir les usages suivants : usage de type industriel et tertiaire.

Tout usage d'habitation y est interdit y compris l'habitation affectée au logement des personnes dont la présence est nécessaire au bon fonctionnement des activités présentes sur site.

ARTICLE 3 :Situation environnementale du site

Les terrains visés par la présente restriction d'usage contiennent des pollutions résiduelles qui ont été traitées et confinées dans les conditions décrites en annexe 2 du présent arrêté. Les cartographies des concentrations résiduelles de 0 à 2 m et 2 à 5m de profondeur figurent en annexe 3.

ARTICLE 4 :Travaux sur les terrains EPR dans le cadre de l'usage défini

S'agissant d'intervention, d'affouillements ou de creusements des terrains ne remettant pas en cause l'usage du terrain, les terres et matériaux extraits doivent être caractérisés, si nécessaire traités avant évacuation du site.

Si ces terres et matériaux présentent des teneurs en hydrocarbures supérieures aux seuils de réhabilitation fixés en annexe 2 du présent arrêté :

- les terres et matériaux excavés doivent être évacués du site et éliminés selon les filières autorisées, en fonction de leur caractérisation. Les analyses réalisées, ainsi que les justifications, le cas échéant, de leur élimination, sont tenues à la disposition des autorités compétentes ;
- les excavations sont comblées par des matériaux dont les caractéristiques n'engendreront pas un impact supplémentaire sur l'environnement.

Dans l'éventualité de la mise en place de canalisations souterraines pour l'approvisionnement en eau potable, ces canalisations seront conçues de manière à empêcher tout transfert de pollution résiduelle vers l'eau des canalisations via les parois ou les joints (canalisations métalliques ou autre matériau anti-contaminant).

Les végétaux susceptibles d'être présents à proximité de la membrane de confinement (figurant en annexe 1) ancrée dans les marnes à 128,3 m NGF de profondeur implantée en limite avec le terrain voisin sur une longueur de 180 m, ne doivent pas être susceptibles de la détériorer. Toute excavation est interdite sur une bande de terrain de 2,5 m de largeur de part et d'autre de la membrane de confinement et sur un linéaire de 180m. Au delà, en cas de travaux à proximité, le porteur de projet devra mettre en œuvre une technique adaptée pour ne pas l'endommager.

ARTICLE 5 :Servitudes relatives aux usages des eaux souterraines

Sont interdits au droit de l'ensemble du site et à l'aval immédiat, comme figurant en annexe 1, tous les usages des eaux souterraines, exceptés les prélèvements à des fins de surveillance de leur qualité.

Toute personne susceptible de manipuler les eaux souterraines devra être informée des règles d'usage des eaux par le propriétaire.

ARTICLE 6 :Servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillance des eaux souterraines

L'accès aux puits de contrôle visés par le programme de surveillance arrêté par le service de l'Inspection des Installations Classées (plan d'implantation des puits en annexe 1) devra être assuré à tout moment au représentant de l'Etat et à la société EPR ou à toute personne mandatée par ceux-ci.

La liste des parcelles cadastrales grevées de ces servitudes, et la localisation des puits de contrôle, est la suivante :

| Puits de contrôle | Parcelle concernée | Propriétaire actuel | Coordonnées Lambert III Sud (m) | | | Repère *PE polyéthylène |
|-------------------|--|------------------------|---------------------------------|---------------------|------------------------------|----------------------------|
| | | | X (haut tube métal) | Y (haut tube métal) | Z (NGF) (haut tube métal) | |
| PZ124 | Chemin de halage du canal latéral à la Garonne | Domaine public fluvial | 526026,30 | 1848033,59 | 132,00 | Dessus plaque PE |
| PZ125 | Chemin de halage du canal latéral à la Garonne | Domaine public fluvial | 526024,54 | 1848015,89 | 132,97 | Dessus plaque PE |
| PZ126 | 322 partie | S.I.T.E. | 526033,20 | 1848022,67 | 131,67 | Dessus plaque PE |

| Puits de contrôle | Parcelle concernée | Propriétaire actuel | Coordonnées Lambert III Sud (m) | | | Repère *PE polyéthylène |
|-------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|---------------------|------------------------------|----------------------------|
| | | | X (haut tube métal) | Y (haut tube métal) | Z (NGF) (haut tube métal) | |
| PZ127 | 322 partie | S.I.T.E. | 526031,70 | 1848011,33 | 131,68 | Dessus plaque PE |
| PZ101bis | 247 | BP France | 526044,694 | 1848002,854 | 131,91 | Dessus plaque métal |
| PZ117 | 247 | BP France | 526123,300 | 1847971,390 | 132,08 | Tube acier |
| PZ114 | 247 | BP France | 526212,84 | 1847968,78 | 132,86 | Dessus plaque métal |
| PZ103 | 247 | BP France | 526223,594 | 1847999,926 | 132,79 | Dessus plaque métal |
| PZ108 | 247 | BP France | 526026,64 | 1847925,47 | 131,95 | Dessus plaque métal |
| PZ107 | 321 | Total Raffinage-Marketing | 526020,98 | 1847823,32 | 131,33 | Dessus plaque métal |
| PZ116 | 25 | Total Raffinage-Marketing | 526062,808 | 1847859,581 | 132,04 | Dessus plaque métal |
| PZ106bis | 25 | Total Raffinage-Marketing | 526114,572 | 1847842,823 | 132,18 | Dessus plaque métal |
| PZ105 | 25 | Total Raffinage-Marketing | 526194,876 | 1847854,979 | 133,13 | Dessus plaque métal |
| PZ104 | 25 | Total Raffinage-Marketing | 526268,945 | 1847894,257 | 133,65 | Dessus plaque métal |
| PZ121 | 455 | Rives Dicostanzo | 526083,640 | 1847793,500 | 131,27 | Dessus plaque PE |

| Puits de contrôle | Parcelle concernée | Propriétaire actuel | Coordonnées Lambert III Sud (m) | | | Repère *PE polyéthylène |
|-------------------|--------------------|---------------------|---------------------------------|---------------------|------------------------------|----------------------------|
| | | | X (haut tube métal) | Y (haut tube métal) | Z (NGF) (haut tube métal) | |
| PZ122 | 232 | Me Nicole BERGES | 526143,200 | 1847812,390 | 131,71 | Dessus plaque métal |

Un droit permanent de passage, d'accès, d'équipement et d'entretien des puits de contrôle visés ci-dessus doit être assuré au représentant de l'Etat, au représentant de la société EPR, à son ayant-droit, ou à toute autre personne ou société mandatée par ceux-ci.

En cas de détérioration, tout ouvrage rendu inexploitable devra être remplacé à l'identique.

En cas de modification de la conception ou de l'emplacement de puits de contrôle, le nouvel ouvrage doit être implanté à proximité du point de prélèvement initial et garantir la représentativité des résultats. Une mise à jour du plan de localisation des ouvrages devra être réalisée par le propriétaire concerné. La personne physique ou morale qui a en charge la surveillance des eaux souterraines devra être informée des modifications réalisées, et un nouvel accès devra lui être garanti si nécessaire.

ARTICLE 7 :Précautions pour les tiers intervenant sur le site

Compte tenu de la présence de polluants dans les sols et la nappe souterraine, la réalisation de travaux sur ces terrains n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et des employés du site au cours des travaux.

Notamment, le personnel d'entretien, et de manière générale toute personne amenée à réaliser des travaux susceptibles de toucher les sols, doit être sensibilisé aux règles de préservation des sols et aux règles de préservation des puits de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

ARTICLE 8 :Encadrement des modifications d'usage

Tout type d'intervention remettant en cause la membrane de confinement, tout changement d'usage des terrains, toute utilisation de la nappe, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la levée ou la modification de ces restrictions. Cela ne sera possible, aux frais et sous la responsabilité du propriétaire, qu'après réalisation d'un plan de gestion garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

ARTICLE 9 :Historique du site et Accès aux terrains

Le propriétaire des terrains, ou son ayant-droit, doit conserver en mémoire l'historique du site, respecter les limitations portées par le présent arrêté à l'utilisation des sols et des eaux souterraines, et assurer l'intégrité des aménagements réalisés dans le cadre de la réhabilitation ainsi que les accès à ceux-ci.

Le propriétaire est tenu d'assurer, en toutes circonstances, aux représentants des autorités compétentes et à ceux de la société EPR, ou aux personnes mandatées par celle-ci, l'accès aux parcelles concernées par l'exécution des opérations fixées par le présent arrêté ou par le contrôle de leur exécution.

ARTICLE 10 : Levée des servitudes

Les servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur établissement, ou d'études particulières, et après instruction du dossier par l'autorité compétente.

ARTICLE 11 : Information des tiers

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées par le présent arrêté en les obligeant à les respecter.

ARTICLE 12 : Cession

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées en application du présent arrêté, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

En cas de cession, le vendeur doit également informer l'acquéreur dans les conditions de l'article L.514-20 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 13 : Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 14 : Les servitudes d'utilité publique font l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques.

Une ampliation du présent arrêté sera portée à la connaissance du maire de Toulouse pour être intégrée aux documents d'urbanisme en vigueur.

ARTICLE 15 : Si l'institution des servitudes d'utilité publique mentionnées au présent arrêté entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits directs et de leurs ayants droit. Les modalités d'indemnisation sont prévues par l'article L.515-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 16 : La présente décision d'institution de servitudes d'utilité publique peut être déférée devant le Tribunal administratif de Toulouse. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 17 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Toulouse pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les services du maire. Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Toulouse pour y être consultée par tout intéressé.

ARTICLE 18 :Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de la société EPR dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département de la Haute-Garonne.

ARTICLE 19 :Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires indiqués à l'article 1 du présent arrêté, aux titulaires de droits réels ou à leurs ayants droit, au maire concerné et au demandeur.

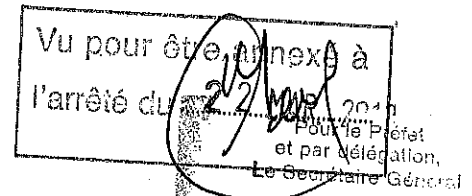
ARTICLE 20 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Garonne, le maire de Toulouse, le Président de la Communauté Urbaine du Grand Toulouse, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées et le directeur des services fiscaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société EPR.

Toulouse, le

22 MAR. 2013

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER



Liste des annexes :

- **Annexe 1 :** Plan du site localisant les terrains grevés de servitudes sur les sols et les eaux souterraines, positionnant la membrane de confinement, les deux bandes de terrains ayant des teneurs en hydrocarbures supérieures à 1000 mg/kg et le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines
- **Annexe 2 :** Travaux réalisés et seuils de réhabilitation dans les sols et la nappe au droit du site EPR
- **Annexe 3 :** Cartographie 0 - 2 mètres des teneurs résiduelles en hydrocarbures dans les sols sur les terrains EPR
 - Cartographie 2 - 5 mètres des teneurs résiduelles en hydrocarbures dans les sols sur les terrains EPR

Vu pour être annexé à

l'arrêté du 22 MAR. 2013

Pour le Préfet
et par déléguation

Le Secrétaire Général

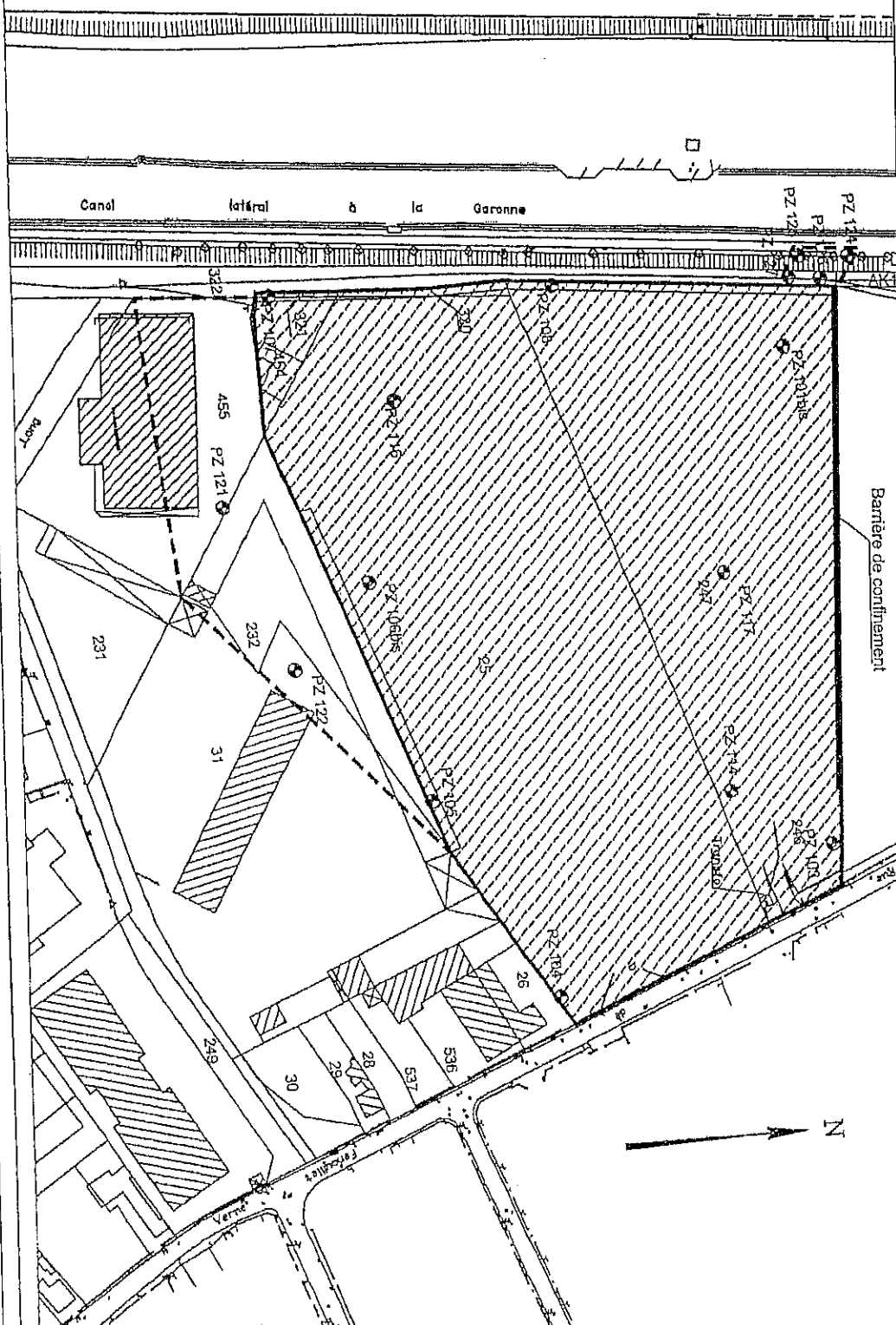
Thierry BONNIN

COMMUNE DE TOULOUSE

95 - 97 Rue de Fenouillet
Olivier Gineprous section AL

ZONE DE SERVITUDES ET LOCALISATION DES PIEZOMETRES

12 avril 2012
R4/C11300-00



Barrière de confinement

- ☐ Emprise des parcelles concernant la SUP pour la nappe
- ☐ Emprise des parcelles concernant la SUP pour les sols
- ☐ > seuil de pollution (1000 mg/kg MS)
- ☐ piézomètre
- ☐ 450
- ☐ limite cadastrale

Annexe n°1

Thierry BONNIER

Annexe 2 : Travaux de réhabilitation réalisés et seuils de réhabilitation dans les sols

Les opérations de réhabilitation des sols et de la nappe ont débuté en 2002 pour s'achever en 2005. Une estimation a évalué à 46 000 m³ le volume de terres à traiter sur place en biopile. La société EPR a confié la mission d'exécution des travaux de dépollution à la société BIOGENIE EUROPE. Les différentes étapes de la réhabilitation du site ont été :

- le défrichage du site le 19/08/2002,
- la campagne de sondages complémentaires dans les sols et la nappe en août 2002,
- la mise en place d'une membrane de confinement en limite avec le terrain voisin SHELL, d'une longueur de 180 m entre avril 2003 et juin 2003 : cette membrane en PEHD est ancrée dans les marnes à 128,3 m NGF, soit entre 2 et 5 m par rapport au terrain situé entre 130 et 133 m NGF avec une pente de la rue de Fenouillet vers le Canal,
- l'excavation et le tri des terres impactées en hydrocarbures en fonction des sondages complémentaires de juillet 2003 à décembre 2003 : les hydrocarbures étant triés et excavés jusqu'à l'atteinte des marnes saines autour de 128 m NGF,
- l'évacuation des bétons encore présents et découverts lors des excavations : ces bétons provenaient de fondations profondes ou de réseaux enterrés. 3250 tonnes ont été évacuées après vérification de l'absence d'amiante dans leurs constituants vers des filières de recyclage locales : Remblais Toulousain et Gravier Garonnais. Environ 20 m³ de bétons souillés en hydrocarbures ont été concassés sur place et introduits dans la biopile,
- l'installation de deux biopiles sur site pour ramener la teneur à moins de 1000 mg/kg dans les sols entre juillet 2003 et août 2005 : environ 105 000 m³ ont été terrassés et 52 000 m³ mis en traitement. De l'air a été injecté à débit contrôlé à 50 cm sous le niveau de la nappe afin d'apporter l'oxygène nécessaire à la biodégradation des polluants présents dans la nappe et les sols. 3 retournements des terres ont été opérés.

| Paramètres | Seuils (mg/kg) |
|---|----------------|
| Hydrocarbures totaux de 0 -2 mètres de profondeur | <1000 |
| Hydrocarbures totaux de 2 -5 mètres de profondeur | <5000 |

- le traitement des eaux souterraines couplé aux 2 biopiles ainsi qu'un pompage localisé sur le puits Pz101 en décembre 2004 : 4 tonnes de flottants ont été pompés dans la nappe à l'avancement des excavations et les hydrocarbures écrémés. L'eau de décantation était injectée pour humidifier les biopiles. Pendant le traitement des sols, la surveillance de la nappe a été mensuelle puis à partir de 2005 semestrielle.

• Objectif à atteindre : Absence de flottants dans la nappe souterraine

| Paramètres | Seuils (µg/l) |
|---------------|---------------|
| Hydrocarbures | <1000 |

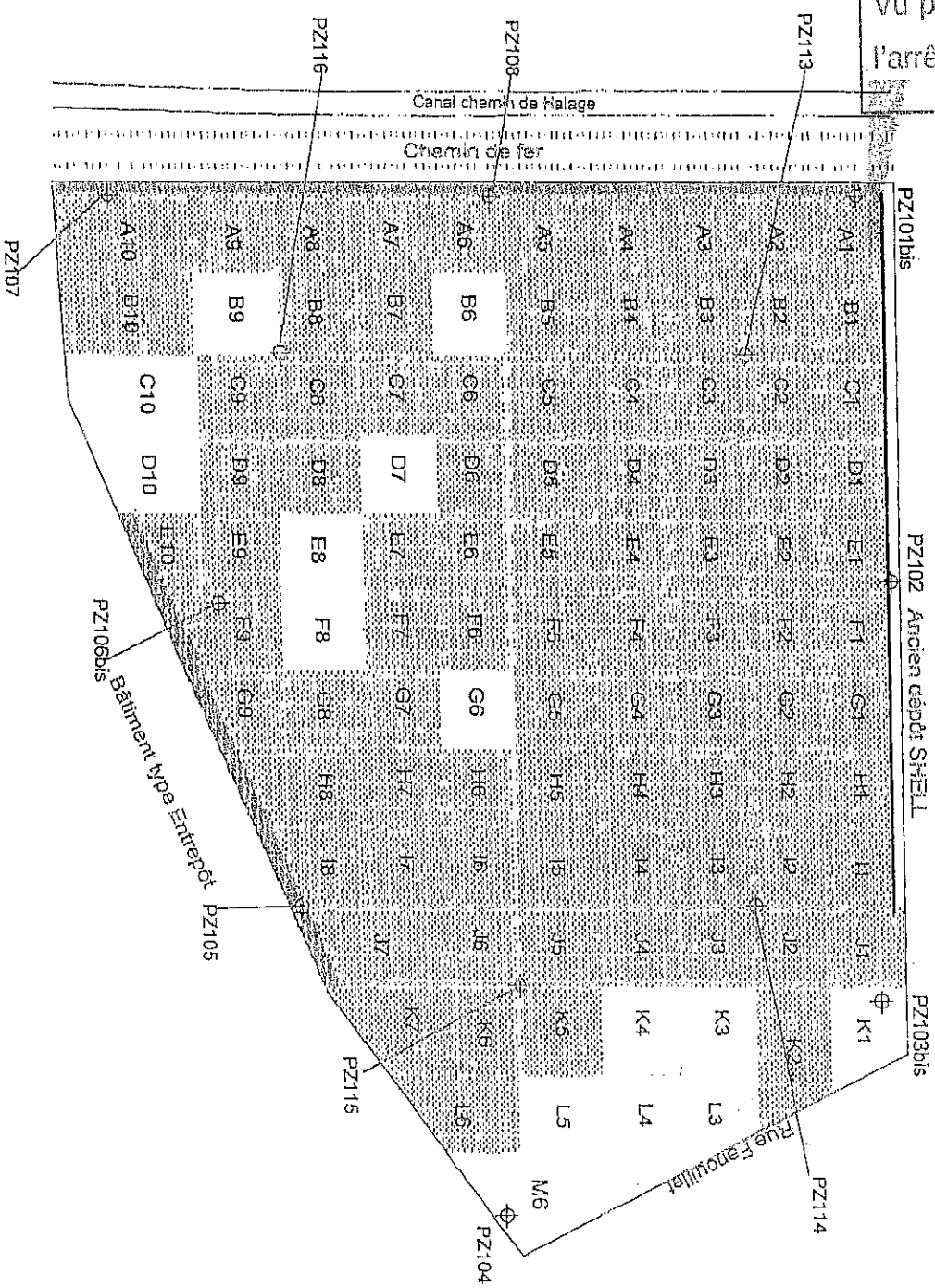
- une campagne de rejets atmosphériques des biopiles en composés organiques volatiles méthaniques et non méthaniques en avril 2004 : les résultats ont été satisfaisants,

- *le démantèlement des installations* : l'ensemble du chantier a été démantelé entre mai et juin 2005,
- *l'élimination des déchets* vers des centres spécialisés en fonction du type de déchets dont l'évacuation d'une cuve de 3 m³, d'environ 40 tonnes de ferrailles, 10 bigs bags d'amiante ciment soit 4,7 tonnes et 68,52 tonnes de flottants du puits Pz101, 9 tonnes de boues et 135 tonnes de mélange eau/hydrocarbures.

Vu pour être annexé à
l'arrêté du 12-2-MAR-20
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER

CARTOGRAPHIE 0 - 2 mètres (Zone non saturée)



Légende

Echelle
0 25 50

N

Piézomètre
 Barrière de confinement
 Limite du site

**Teneur en hydrocarbures
(échantillon moyen de la zone)**

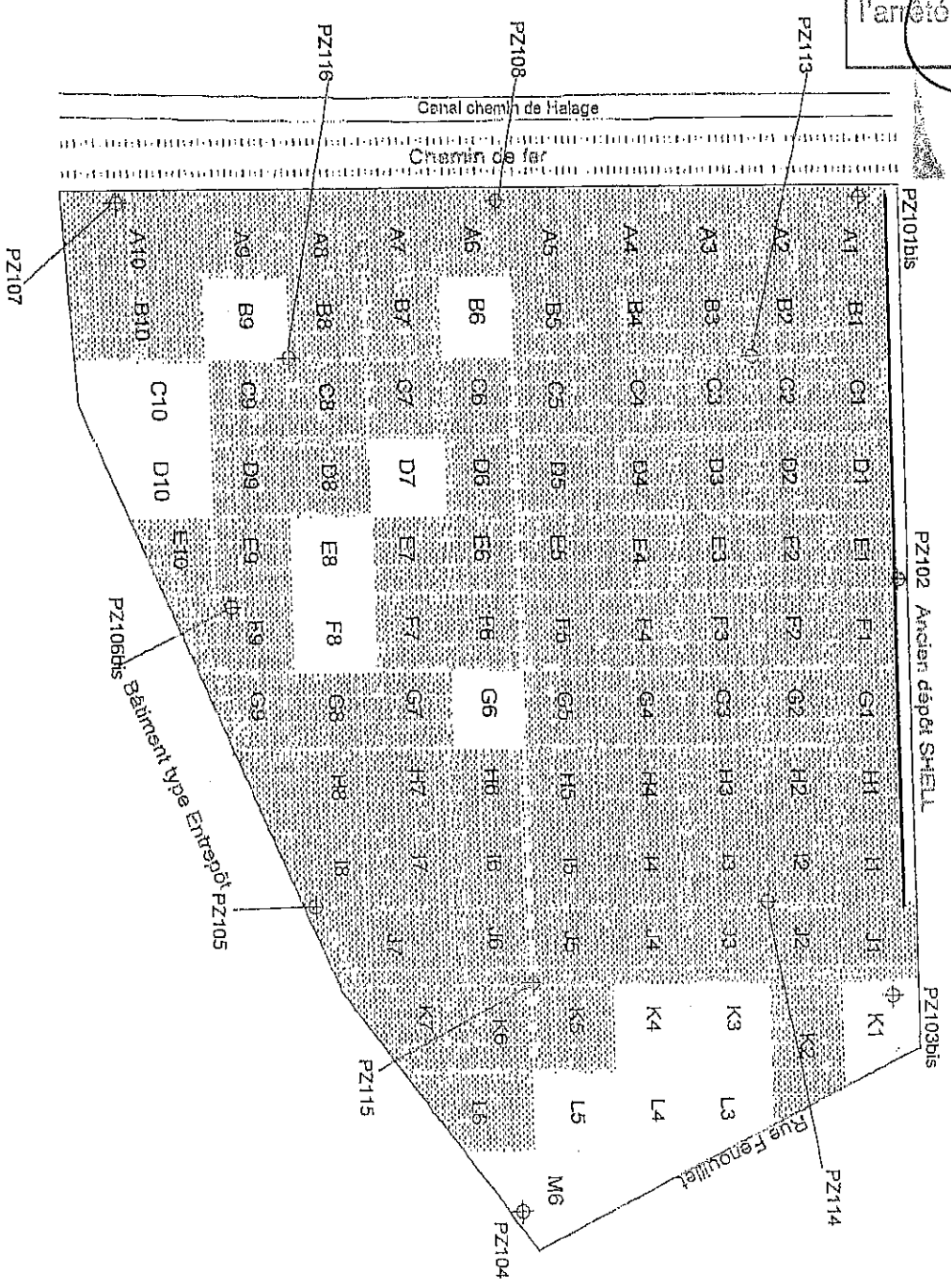
H6
< seuil de pollution (1000 mg/kg M.S.)
< limite de quantification
F8
> seuil de pollution (1000 mg/kg M.S.)

Annexe n° 3 - 1^{er} partie

Vu pour être annexé à
l'arrêté du 202 MAR 201
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER

CARTOGRAPHIE 2 - 5 mètres



Légende

Echelle
0 25 50

N

⊕ Piezomètre

— Barrière de confinement

— Limite du site

**Teneur en hydrocarbures
(échantillon moyen de la zone)**

F8 < limite de quantification

F15 < seuil de pollution (5000 mg/kg MS)

> seuil de pollution (5000 mg/kg MS)

Annexe n° 3 - 2^e partie

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine

Plan Local d'Urbanisme



Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013

mise à jour par arrêté du 04/11/2013

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

Document annexé au 5A1 - Liste des SUP

SUP PM2 (LANGLADE)

toulouse
métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures
DDT/SEEF/BCP/CC

N° 38

A R R E T E

instituant des servitudes d'utilité publique sur
le site de « Langlade » à TOULOUSE
anciennement exploité par les sociétés CIGEP,
SEPSO et SEMVAT.

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1 du livre V du Code de l'Environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, en particulier les articles L515.12 et R.515-24 à R.515-31 ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1995 autorisant le groupement d'intérêts économiques CIGEP (Centre d'Industrialisation en Génie des Procédés) à exploiter un dépôt de substances et préparations toxiques,

Vu le dossier de cessation d'activité déposé le 26 juillet 2005 par le groupement d'intérêts économiques CIGEP (Centre d'Industrialisation en Génie des Procédés) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 1976 autorisant la société SEMVAT à exploiter un dépôt de bus ;

Vu le dossier de cessation d'activité déposé le 22 juillet 2005 par la société CONNEX pour le compte de la société SEMVAT ;

Vu la lettre du 29 septembre 2005 de TISSEO SMTC (syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine) déclarant reprendre à son compte le dossier de cessation d'activité déposé par la société CONNEX ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 1975 autorisant la société SEPSO (Société des Emballages Plastiques du Sud-Ouest) à exploiter un atelier de fabrication de gaines, film et sacs divers ;

Vu le dossier de cessation d'activité déposé le 22 septembre 2005 par la société COFIRA pour le compte de la société SEPSO ;

Vu la convention signée entre TISSEO SMTC et les sociétés COFIRA et GRANDE PAROISSE qui précise que TISSEO SMTC prend en charge l'ensemble des travaux de réhabilitation, de traitement et de surveillance des terrains objet de l'implantation du futur dépôt de bus de Langlade ;

Vu la convention signée entre TISSEO SMTC et le groupement d'intérêt économique CIGEP qui précise que TISSEO SMTC prend en charge l'ensemble des travaux de réhabilitation, de traitement et de surveillance des terrains objet de l'implantation du futur dépôt de bus de Langlade ;

Vu les arrêtés préfectoraux n°8, 9, 10 du 30 janvier 2006 relatifs à la cessation d'activité et à la réhabilitation des sites SEPSCO, CIGEP et SEMVAT ;

Vu les dossiers de récolement remis par la société TISSEO en juillet 2007 et complété en avril 2008 et juillet 2009 (dossiers référencés respectivement VBX-4-0-0110, B0610-0008 et 81215) ;

Vu le dossier de servitudes déposé par TISSEO SMTC le 4 avril 2008 concernant les parcelles référencées au cadastre sous les références La fourguette section BO n° 12, 23, 24 et 25 au lieu-dit « Langlade » (dossier référencé B0610-0008) ;

Vu l'avis du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile en date du 15 octobre 2009 ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires de la Haute Garonne du 17 mai 2010 ;

Vu la consultation des sociétés CIGEP et SEPSCO et de la maire de TOULOUSE ;

Vu l'avis de TISSEO SMTC propriétaire des terrains objets du présent arrêté en date du 20 août 2010 ;

Vu l'avis du conseil municipal de la mairie de Toulouse en date du 17 décembre 2010 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de la séance du 15 mars 2011 ;

Considérant que les travaux de réhabilitation fixés par les arrêtés préfectoraux du 30 janvier 2006 relatifs à la cessation d'activité et à la réhabilitation ont été établis pour des usages du site industriel bien définis : un dépôt de bus ;

Considérant que le préfet peut fixer, par arrêté préfectoral pris après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, toute prescription additionnelle que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

Considérant que les dossiers de récolement remis par TISSEO SMTC suite aux travaux de réhabilitation permettent d'établir une cartographie des pollutions résiduelles acceptables pour les usages définis pour ces terrains ;

Considérant que l'occupation des sols et l'utilisation de l'eau doivent être limités aux usages définis compte tenu des pollutions résiduelles identifiées et qu'il convient de mettre en place des servitudes d'utilité publique pour rendre pérennes les restrictions d'usages ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

ARTICLE 1. - Parcelles concernées

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles figurant sur le plan n°1 annexé au présent arrêté, situées à Langlade, à Toulouse, appartenant à TISSEO SMTC et référencées au cadastre sous les références La fourguette section BO n° 12, 23, 24 et 25 au lieu-dit « Langlade » ;

ARTICLE 2. - Types de servitudes instaurées

Trois types de servitudes d'utilité publique sont institués par le présent arrêté :

- des servitudes de restriction d'usages des sols et du sous-sol dans l'enveloppe des zones dépolluées en application des arrêtés préfectoraux de réhabilitation n° 8, 9 et 10 du 30 janvier 2006 susvisés ;
- des servitudes de restriction d'usages des eaux souterraines sur site ;
- des servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillance des eaux souterraines sur site.

Ces servitudes sont destinées à assurer la pérennité des restrictions d'usages du site concerné, et la protection des personnes en cas d'occupation des terrains.

Elles ont été établies en fonction de l'usage industriel futur connu des terrains aux dates de remise des différentes évaluations des risques et études de réhabilitation réalisées par TISSEO SMTC, à savoir un dépôt de bus.

Le plan n°2 présente la cartographie résiduelle des zones polluées et le plan n°3 présente les aménagements autorisés.

Toute construction ou aménagement différent de ceux mentionnés dans le plan n°3 joint au présent arrêté ne sera possible qu'après réalisation d'une étude, aux frais du porteur du projet et sous la responsabilité du propriétaire, garantissant l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés, conformément à la méthodologie en vigueur. Si nécessaire, la révision des présentes servitudes doit être menée.

ARTICLE 3. Dispositions générales

Les servitudes ne pourront être levées que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur établissement, ou d'études particulières, et après instruction du dossier par les autorités compétentes.

L'utilisation des terrains par quelque personne que ce soit, physique ou morale, publique ou privée, devra toujours être compatible avec :

- l'usage prévu pour le site dans le cadre de la réhabilitation,
- les limitations au droit d'occuper le sol, décrites ci-après, instaurées compte tenu de la nature des substances présentes sur le site et de la pollution résiduelle après réhabilitation.

Les propriétaires sont tenus d'assurer, en toutes circonstances, aux représentants des autorités compétentes et à ceux de TISSEO SMTC ou aux personnes mandatées par celle-ci, l'accès aux parcelles concernées par l'exécution des opérations de surveillance et d'entretien définies par le présent arrêté ou par le contrôle de leur exécution.

Les propriétaires des terrains doivent conserver en mémoire l'historique du site, respecter les limitations portées par le présent arrêté à l'utilisation des sols, du sous-sol et des eaux souterraines et assurer l'intégrité des aménagements réalisés dans le cadre de la réhabilitation et les accès à ceux-ci.

Chaque propriétaire s'engage à dénoncer à tout ayant droit, notamment en cas de cession ou de mise à disposition à titre gratuit ou onéreux de tout ou partie de la zone concernée, les servitudes dont elle est grevée, en obligeant expressément ledit ayant droit à les respecter en lieu et place.

Toute personne susceptible d'être en contact avec les sols et sous-sols (personnel d'entretien des terrains et espaces verts par exemple) devra être informée par la société exploitant le dépôt de bus ou par le propriétaire de la zone concernée ou par la personne physique ou morale à laquelle les terrains ont été mis à disposition, des risques présentés par les pollutions résiduelles et devra être sensibilisée aux règles de préservation des puits de contrôle et de la qualité des eaux souterraines.

ARTICLE 4. - Servitudes de restriction d'usages des sols et du sous-sol dans la zone enveloppe des zones dépolluées

Article 4.1 – Parcelles concernées

Les zones concernées par des servitudes de restriction d'usage des sols et des sous-sols sont représentées sur le plan n°1 joint au présent arrêté ; elles sont situées sur les parcelles suivantes :

| Parcelles concernées | SUPERFICIE | Propriétaire actuel |
|--|------------|---------------------|
| La fourquette section BO n° 12 au lieu-dit « Langlade » | 0a25 | TISSEO SMTC |
| La fourquette section BO n° 23 au lieu-dit « Langlade » | 9ha42a92 | TISSEO SMTC |
| La fourquette section BO n° 24 au lieu-dit « Langlade » | 93a10 | TISSEO SMTC |
| La fourquette section BO n° 25 au lieu-dit « Langlade » | 53a48 | TISSEO SMTC |

Article 4.2 – Servitudes applicables dans les zones grevées de servitudes figurant sur le plan n°1 annexé

Sont autorisés les usages industriels futurs suivants : un dépôt de bus, comme le mentionne le plan n° 3 annexé au présent arrêté dans la mesure où les prescriptions particulières ci-après sont respectées.

Sont notamment interdits :

- toutes constructions à usage d'habitat collectif ou individuel et assimilé,
- les crèches, écoles, collèges et lycées ;
- les puits et forages, exceptés ceux destinés à la surveillance des eaux et des sols, notamment les bassins d'agrément alimentés par la nappe d'eau souterraine ;
- les plantations d'arbres fruitiers ou à baies et tous végétaux consommables.

Prescriptions particulières :

- Recouvrement : les zones grevées de servitudes figurant sur le plan n°1 joint au présent arrêté doivent être recouvertes d'une couche protectrice permettant de supprimer l'existence d'un risque sanitaire lié à la présence de remblais contaminés sur le site et telle que prescrite dans les arrêtés préfectoraux n° 8, 9 et 10 du 30 janvier 2006 susvisés ou équivalente.
- Les matériaux des bâtiments et des réseaux doivent être compatibles avec la qualité chimique des terrains dans lesquels ils se trouvent.
- Le personnel d'entretien du site et de manière générale toute personne amenée à réaliser des travaux susceptibles de toucher les sols, devra être sensibilisé aux règles de préservation des sols et du sous-sol.
- Le propriétaire du site, ou son ayant droit, procède régulièrement à un contrôle de l'état des couches protectrices des zones grevées de servitudes ; pour cela, un droit permanent de passage et d'accès lui est institué. Ces contrôles donneront lieu à une traçabilité.
- En cas de dommage, le propriétaire du site, ou l'ayant droit, devra réaliser ou faire réaliser les travaux visant à remettre en état dans les meilleurs délais possibles la couche protectrice décrite précédemment.

ARTICLE 5. - Servitudes relatives aux usages des eaux souterraines au droit du site

Sont interdits sur les parcelles listées ci-dessous tous les usages des eaux souterraines au droit du site (dont les bassins d'agrément alimentés par la nappe), exceptés les prélèvements à des fins de surveillance des eaux.

| Parcelles concernées | SUPERFICIE | Propriétaire actuel |
|---|------------|---------------------|
| La fourquette section BO n° 12 au lieu-dit « Langlade » | 0a25 | TISSEO SMTC |
| La fourquette section BO n° 23 au lieu-dit « Langlade » | 9ha42a92 | TISSEO SMTC |
| La fourquette section BO n° 24 au lieu-dit « Langlade » | 93a10 | TISSEO SMTC |
| La fourquette section BO n° 25 au lieu-dit « Langlade » | 53a48 | TISSEO SMTC |

Toute personne susceptible de manipuler les eaux souterraines devra être informée de l'interdiction d'usage de ces eaux par la société exploitant le dépôt de bus ou par le propriétaire de la zone concernée ou par la personne physique ou morale à laquelle les terrains ont été mis à disposition.

ARTICLE 6. - Servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillance des eaux souterraines

Article 6.1 – Parcelles concernées

Les parcelles concernées par des servitudes d'accès et de préservation du réseau de surveillance des eaux souterraines sur site et hors site sont les suivantes :

| Parcelles concernées | Puits de contrôle | Propriétaire actuel |
|--|--------------------|---------------------|
| La fourquette section BO n°23 au lieu-dit « Langlade » | PZ A, C, D, E et F | TISSEO SMTC |
| La fourquette section BO n°24 au lieu-dit « Langlade » | PZ B | TISSEO SMTC |
| La fourquette section BO n°25 au lieu-dit « Langlade » | | TISSEO SMTC |

La localisation du réseau de surveillance est représenté sur le plan n° 4 joint en annexe du présent arrêté.

Article 6.2 – Servitudes applicables

Un droit permanent de passage, d'accès, d'équipement et d'entretien des piézomètres est institué au profit de la société exploitant le dépôt de bus ou de la société qu'elle aura mandatée pour réaliser la surveillance des eaux souterraines situées au droit des terrains de la zone concernée.

Tout acte de nature à nuire au bon état de l'ouvrage ou à son utilisation ou susceptible de dégrader la qualité des eaux souterraines est interdit. Tout ouvrage rendu inexploitable devra être remplacé à l'identique par le propriétaire de la zone concernée ou la personne physique ou morale à laquelle les terrains ont été mis à disposition.

En cas de modification de la conception ou de l'emplacement du puit de contrôle, le nouvel ouvrage devra être implanté à proximité du point de prélèvement initial et garantir la représentativité des résultats. Une mise à jour du plan de localisation des ouvrages devra être réalisée par le propriétaire concerné. La personne physique ou morale qui a en charge la surveillance des eaux souterraines au droit de la zone concernée devra être informée des modifications réalisées. Un nouvel accès devra être garanti à cette personne si nécessaire.

ARTICLE 7.

En cas de cession, l'acquéreur doit être informé dans les conditions de l'article L.514-20 du Code de l'Environnement, et notamment de l'existence de servitudes d'utilité publique.

ARTICLE 8.

Le droit des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 9.

Les servitudes font l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques et sont intégrées aux documents d'urbanisme en vigueur.

ARTICLE 10.

Si l'institution des servitudes d'utilité publique mentionnées au présent arrêté entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits directs ou de leurs ayants droit. Les modalités d'indemnisation sont prévues par l'article L.515-11 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 11.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Toulouse pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les services du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de TISSEO SMTC, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département de la Haute-Garonne.

ARTICLE 12.

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 13.

Le présent arrêté sera notifié au maire concerné, à l'exploitant et à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit listés dans le présent arrêté.

ARTICLE 14.

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le maire de Toulouse, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, le directeur des services fiscaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à TISSEO SMTC, propriétaire du site.

Toulouse, le

8 JUIL 2011

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet chargé de Mission
auprès du Préfet de la Haute-Garonne

Yann LUDMANN

.8 JUIL. 2011 N° - 8 8

Annexes de l'arrêté préfectoral du .8 JUIL. 2011
instaurant des servitudes d'utilité publique (SUP)
sur les anciens sites CIGEP, SEPSON et SEMVAT de Languade à TOULOUSE

- 1- Plan n°1 : Plan cadastral localisant les parcelles concernées par les servitudes.
- 2- Plan n°2 : Cartographie résiduelle des zones polluées.
- 3- Plan n° 3 : Plan des aménagements autorisés.
- 4- Plan n°4 : Plan de localisation du réseau de surveillance des eaux souterraines concerné par des servitudes.
- 5- Pièce n°5 : Arrêtés préfectoraux N° 8 , 9, 10 du 30 janvier 2006.

Plan n°1

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Toulouse Le Fourgette - Section B0

| SECTION | N° | CONTENANCE |
|---------|----|-------------|
| B0 | 12 | 0a 25 |
| B0 | 14 | 82a 55 |
| B0 | 15 | 91a 56 |
| B0 | 20 | 17a 58 |
| B0 | 21 | 118a 32a 21 |
| B0 | 25 | 91a 42a 92 |
| B0 | 24 | 28a 10 |
| B0 | 25 | 53a 48 |

8 JUL. 2011

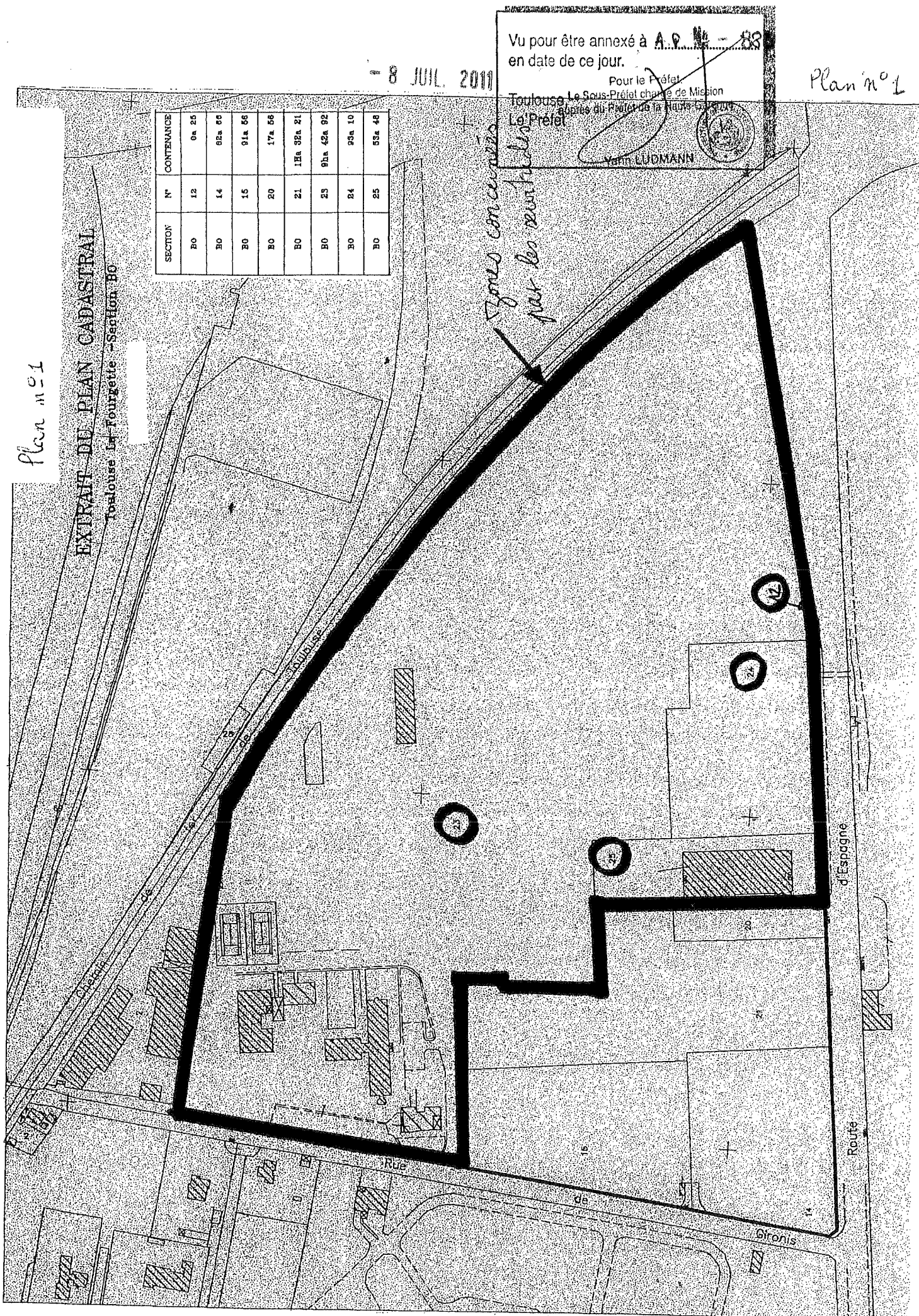
Vu pour être annexé à A.P. n° 83
en date de ce jour.

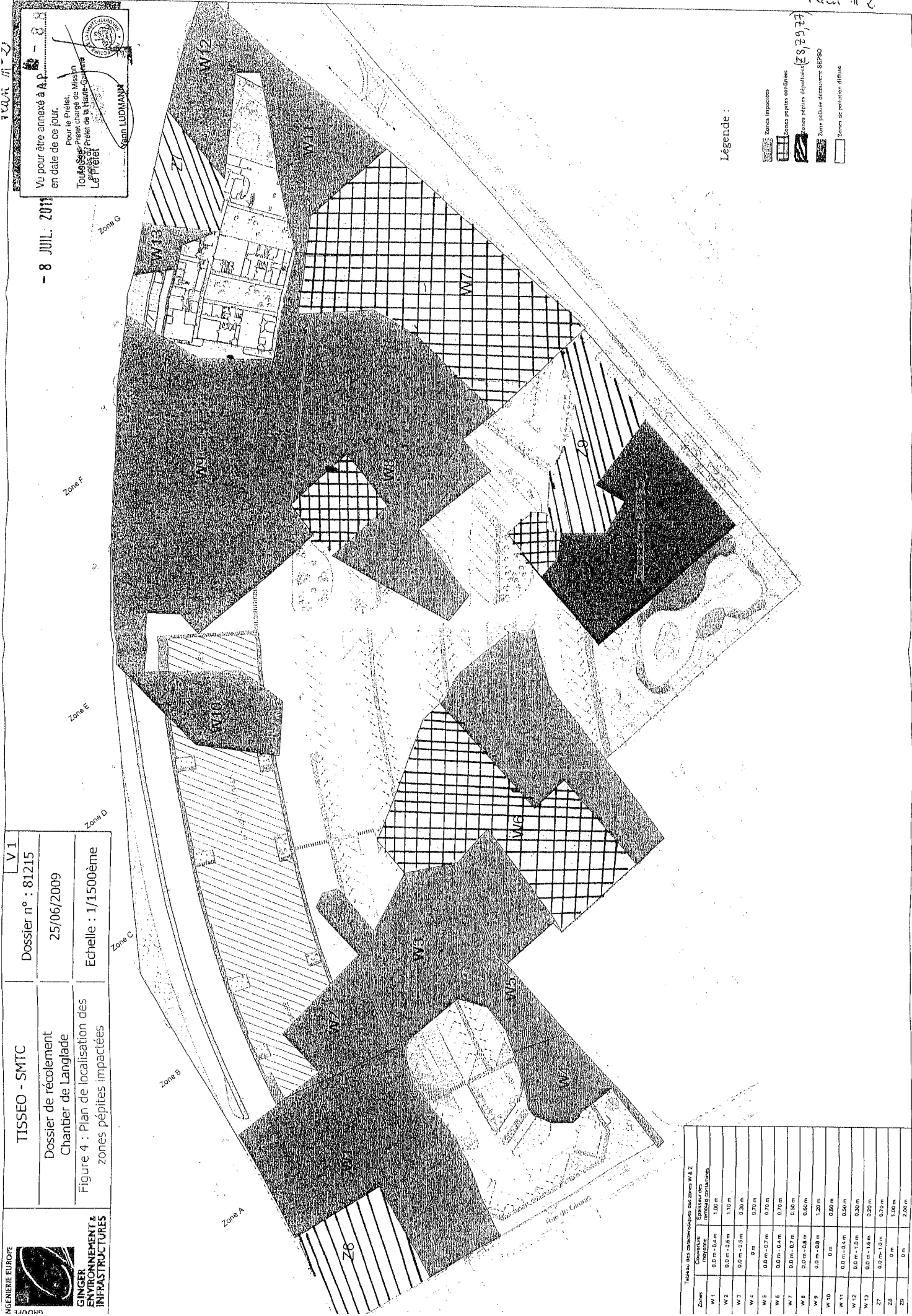
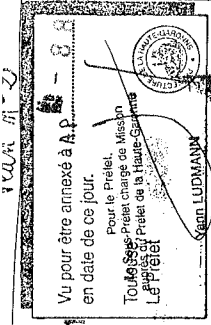
Pour le Préfet
Toulouse Le Sous-Préfet chargé de Mission
Le Préfet

Yann LUDMANN

Plan n°1

Zones concernées
par les restructurations





Légende :

- Zones impactées
- Zones pépites confuses
- Zones pépites dépolluées
- Zones pépites dépolluées SEPSO
- Zones de pollution diffuse

Tableau des caractéristiques des zones W & Z

| Zones | Superficie mètres | Superficie mètres |
|-------|----------------------|----------------------|
| W 1 | 0,0 m - 0,4 m | 1,00 m |
| W 2 | 0,0 m - 0,8 m | 1,10 m |
| W 3 | 0,0 m - 0,8 m | 0,30 m |
| W 4 | 0,0 m - 0,7 m | 0,70 m |
| W 5 | 0,0 m - 0,4 m | 0,10 m |
| W 6 | 0,0 m - 0,7 m | 0,50 m |
| W 7 | 0,0 m - 0,8 m | 0,60 m |
| W 8 | 0,0 m - 0,8 m | 1,20 m |
| W 9 | 0,0 m - 0,4 m | 0,50 m |
| W 10 | 0,0 m - 0,4 m | 0,50 m |
| W 11 | 0,0 m - 1,0 m | 0,30 m |
| W 12 | 0,0 m - 1,0 m | 0,20 m |
| W 13 | 0,0 m - 1,0 m | 0,70 m |
| Z 1 | 0 m | 1,00 m |
| Z 2 | 0 m | 2,00 m |

Plan n°3

Maitre de l'ouvrage :
PM&S
 2, Impasse Orange Calvaire - BP 81
 33025 Toulon Cedex 4
 Tél. : 06 72 72 00 77 Fax : 06 87 71 80 01

Architecte :
 100 CARRIERS INDUSTRIELS DU REMPLACEMENT DES MARCHÉS
 100, rue de la République - 13001 Marseille
 Tél. : 06 82 46 34 37 Fax : 06 82 46 34 38
 architecture@100carrers.com

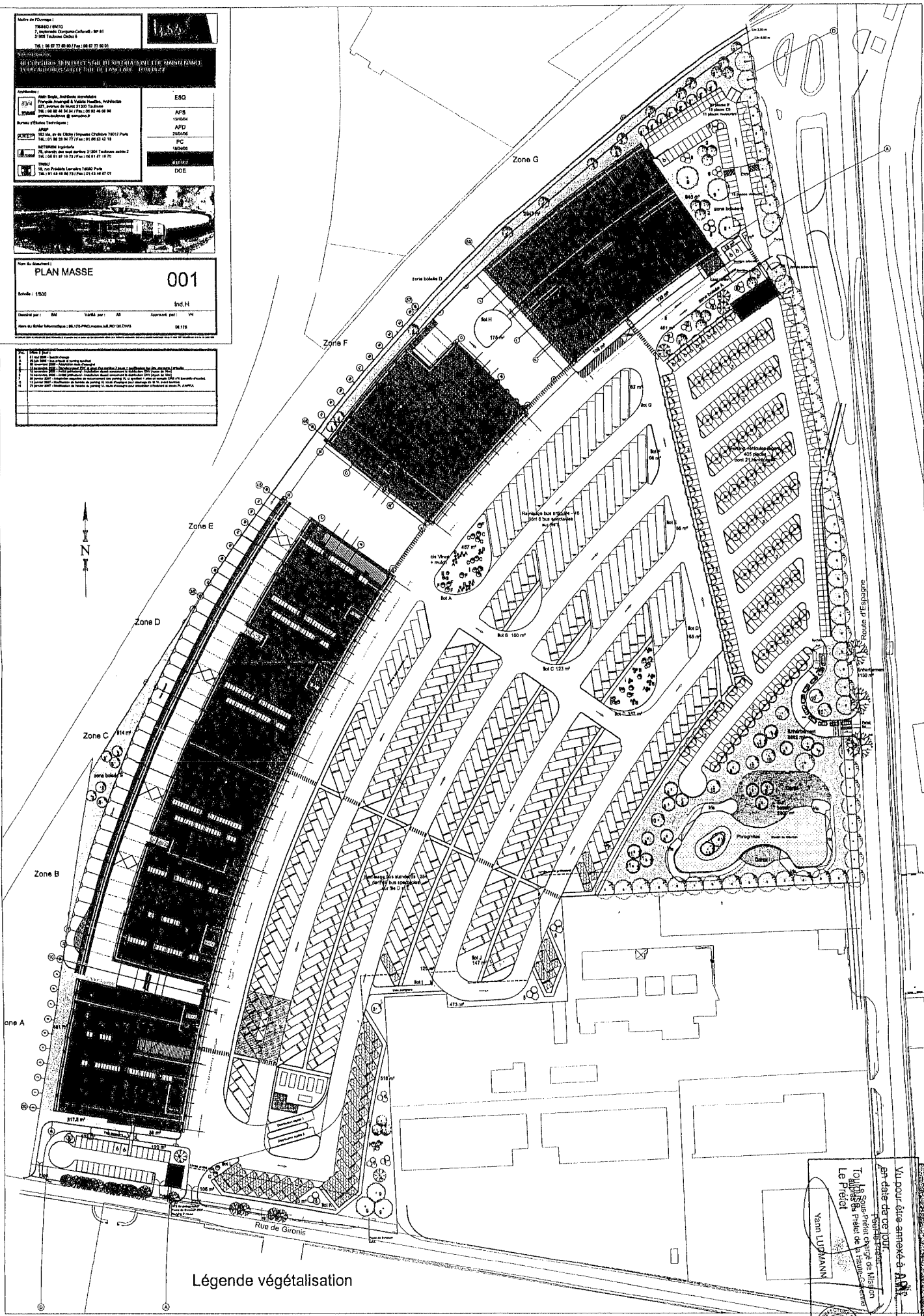
Architecte :
 100 CARRIERS INDUSTRIELS DU REMPLACEMENT DES MARCHÉS
 100, rue de la République - 13001 Marseille
 Tél. : 06 82 46 34 37 Fax : 06 82 46 34 38
 architecture@100carrers.com

Bureau d'études techniques :
 100 CARRIERS INDUSTRIELS DU REMPLACEMENT DES MARCHÉS
 100, rue de la République - 13001 Marseille
 Tél. : 06 82 46 34 37 Fax : 06 82 46 34 38
 architecture@100carrers.com

ESQ
 APS
 CDD
 APD
 250,00
 PC
 100,00
 DCE

Plan Masse
 001
 Echelle : 1/500
 Ind.H
 Date de mise à jour : 08/07/2011
 Version : 01
 Approuvé par : 100

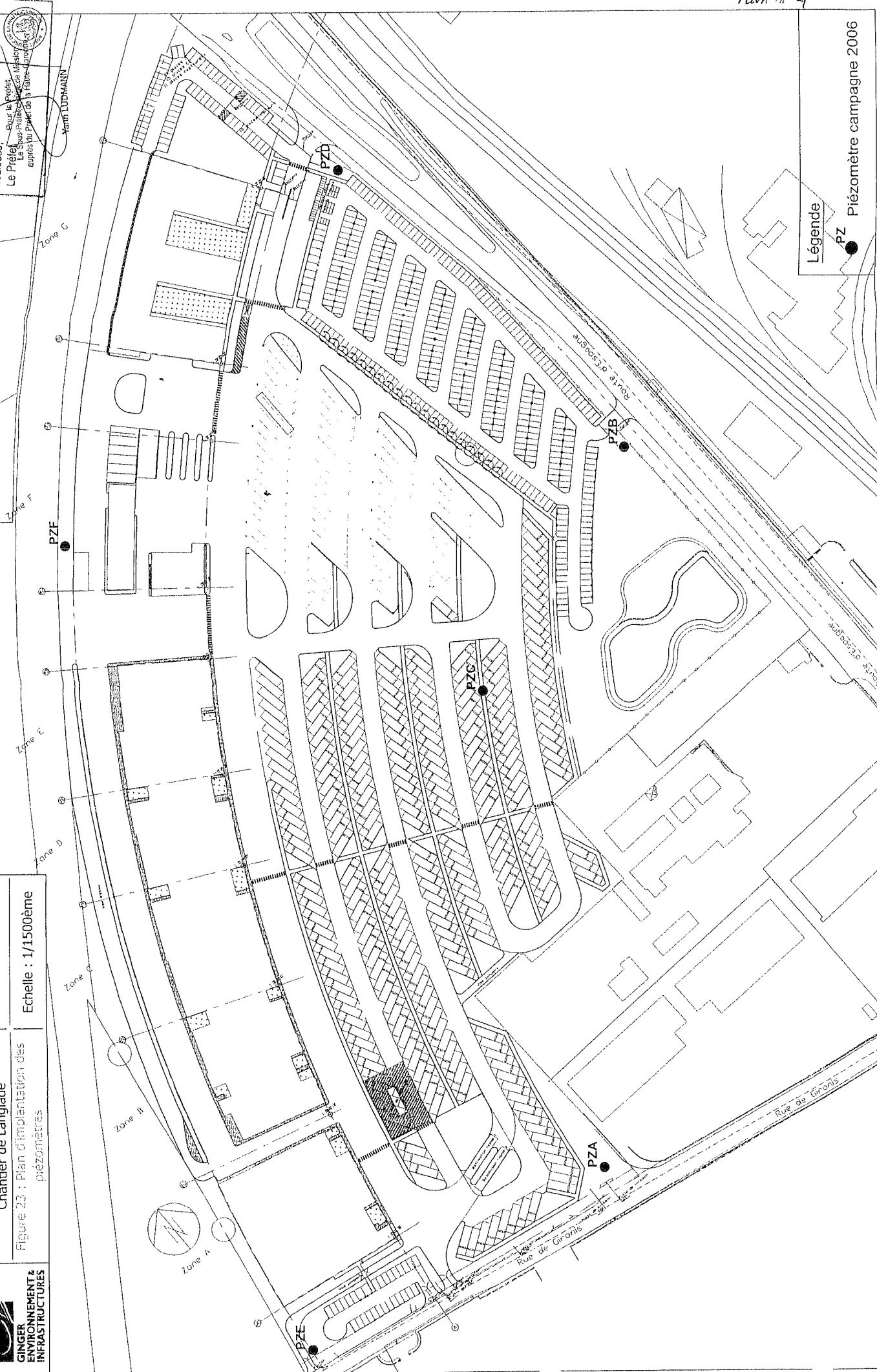
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| 1. Plan de situation | 2. Plan de masse | 3. Plan de masse | 4. Plan de masse | 5. Plan de masse | 6. Plan de masse | 7. Plan de masse | 8. Plan de masse | 9. Plan de masse | 10. Plan de masse | 11. Plan de masse | 12. Plan de masse | 13. Plan de masse | 14. Plan de masse | 15. Plan de masse | 16. Plan de masse | 17. Plan de masse | 18. Plan de masse | 19. Plan de masse | 20. Plan de masse | 21. Plan de masse | 22. Plan de masse | 23. Plan de masse | 24. Plan de masse | 25. Plan de masse | 26. Plan de masse | 27. Plan de masse | 28. Plan de masse | 29. Plan de masse | 30. Plan de masse | 31. Plan de masse | 32. Plan de masse | 33. Plan de masse | 34. Plan de masse | 35. Plan de masse | 36. Plan de masse | 37. Plan de masse | 38. Plan de masse | 39. Plan de masse | 40. Plan de masse | 41. Plan de masse | 42. Plan de masse | 43. Plan de masse | 44. Plan de masse | 45. Plan de masse | 46. Plan de masse | 47. Plan de masse | 48. Plan de masse | 49. Plan de masse | 50. Plan de masse | 51. Plan de masse | 52. Plan de masse | 53. Plan de masse | 54. Plan de masse | 55. Plan de masse | 56. Plan de masse | 57. Plan de masse | 58. Plan de masse | 59. Plan de masse | 60. Plan de masse | 61. Plan de masse | 62. Plan de masse | 63. Plan de masse | 64. Plan de masse | 65. Plan de masse | 66. Plan de masse | 67. Plan de masse | 68. Plan de masse | 69. Plan de masse | 70. Plan de masse | 71. Plan de masse | 72. Plan de masse | 73. Plan de masse | 74. Plan de masse | 75. Plan de masse | 76. Plan de masse | 77. Plan de masse | 78. Plan de masse | 79. Plan de masse | 80. Plan de masse | 81. Plan de masse | 82. Plan de masse | 83. Plan de masse | 84. Plan de masse | 85. Plan de masse | 86. Plan de masse | 87. Plan de masse | 88. Plan de masse | 89. Plan de masse | 90. Plan de masse | 91. Plan de masse | 92. Plan de masse | 93. Plan de masse | 94. Plan de masse | 95. Plan de masse | 96. Plan de masse | 97. Plan de masse | 98. Plan de masse | 99. Plan de masse | 100. Plan de masse |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|



Légende végétalisation

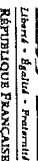
Vu pour être annexé à l'arrêté
 en date de ce jour
 Le Préfet
 M. LUPMANN

8 JUL. 2011
 Plan n°3



Légende

● PZ Piézomètre campagne 2006



800
No
doc

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,

e de l'environnement,

code d

Vu la circulaire de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 10 décembre 1999 relative aux principes de fixation des objectifs de réhabilitation des sites et sols pollués ;

Considérant que les activités exercées sur le site susvisé sont susceptibles d'avoir été l'origine de pollutions ponctuelles ou diffuses des sols qu'il convenait d'identifier pour préserver les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le diagnostic approfondi et l'évaluation détaillée des risques ont permis d'apprécier la nature, la répartition et les teneurs en composés liés aux activités industrielles dans les sols et dans les eaux ainsi que les risques susceptibles d'être générés par ces substances sur la santé humaine et sur les eaux ;

Considérant que suite à la déclaration de cessation d'activité de la société COFIRA et aux conclusions de l'évaluation détaillée des risques réalisée par la société GRANDE PAROISSE S.A., propriétaire des terrains, il est nécessaire de prescrire des travaux de remise en état du site de manière à ce que les terrains, une fois réhabilités, soient adaptés aux usages définis dans le projet de reconversion du site susvisé et que les sols ne présentent plus aucun des dangers ou inconvénients visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient également de surveiller la qualité des eaux souterraines circulant sous le site exploité précédemment par la société COFIRA, route d'Espagne à Toulouse et d'interdire leur utilisation au droit du site ;

Considérant que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu des connaissances actuelles ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

ARTICLE 1 - CESSATION D'ACTIVITES

Le présent arrêté prend acte de la cessation définitive d'activité du site de la société COFIRA venue aux droits de la société SEPSCO (Société des Emballages plastiques du Sud-Ouest) exploitant un atelier de fabrication de gaines, films et sacs divers en polyéthylène, route d'Espagne à Toulouse, dans l'enceinte de la société Grande Paroisse sur la parcelle cadastrée sous la référence Section BO n° 24 (conformément au procès-verbal n° 1412 en date du 11 février 1999 publié au deuxième bureau des hypothèques de Toulouse le 15 février 1999 – référence 99P1547 –, regroupant les parcelles anciennement numérotées 7, 8, 9 et 13), d'une superficie totale de 93a10ca, dénommée « SEPSCO ».

Les terrains figurant sur le plan n° 1 annexé au présent arrêté sont réhabilités de façon telle que les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement soient préservés. Cette réhabilitation doit être effectuée conformément aux dispositions décrites dans les articles 2 à 5, avec pour objectif l'achèvement des travaux **au plus tard un an** après la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - PROJET DE REHABILITATION

Le projet de réhabilitation du site est défini sur la base d'une utilisation des terrains pour un usage industriel uniquement.

La remise en état du site consiste à accueillir, à terme, un dépôt de bus dans un environnement boisé et paysager. Les terrains réaménagés doivent respecter les cotes altimétriques figurant dans le plan n° 2 représentant le futur dépôt de bus de LANGLADE.

Le projet d'urbanisation du futur dépôt de bus de LANGLADE qui intègre la parcelle « SEPSCO » comprend :

- des zones constructibles destinées à recevoir de l'activité économique à caractère industriel, et des locaux annexes liés à ces activités,
- des dessertes par voiries internes et des parkings,
- des zones d'espaces verts dont des parties boisées,

- Des réseaux aériens et enterrés de gaz naturel et des réseaux enterrés d'eau, d'électricité et de télécommunications,
- un bassin d'eaux pluviales étanche.

Les constructions à usage d'habitation, même celles qui seraient liées aux activités du lotissement (logements de fonction ou de gardiennage), sont interdites.

Dans le cadre de l'usage industriel ci-dessus défini, le projet de réhabilitation prend en compte les différentes modalités d'utilisation du site SEPSCO, déterminées en fonction des ouvrages et des aménagements ci-après :

- ✓ des bassins d'eaux pluviales,
- ✓ des ouvrages de voiries et de parkings,
- ✓ des espaces verts privatifs,
- ✓ des réseaux.

Après démolition des ouvrages encore présents et l'évacuation des débris végétaux et déchets pouvant être présents sur le site SEPSCO, les zones de pollution identifiées à l'issue du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques ainsi que les terres issues des travaux de construction du dépôt de bus de LANGLADE doivent être traitées suivant les modalités fixées aux articles 2.1 à 2.4 du présent arrêté.

Toute terre ou matériau excavé et exporté du site devra faire l'objet d'un envoi dans une filière de traitement ou d'élimination autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'utilisation de la nappe souterraine au droit du site est interdite quel que soit son usage.

Tout changement substantiel des modalités d'utilisation du site SEPSCO telles que mentionnées aux alinéas 11 à 14 ci-dessus fera l'objet d'une déclaration préalable auprès de la préfecture du département de la Haute Garonne. Cette déclaration doit *a minima* comporter le descriptif des nouvelles modalités d'utilisation envisagées et l'éventuelle mise à jour de l'évaluation détaillée des risques du secteur concerné. Si nécessaire, les servitudes mentionnées à l'article 7 ci-dessous devront être actualisées.

Les frais résultant des opérations de traitement des pollutions, de réhabilitation, et de surveillance du site SEPSCO sont à la charge de la société COFIRA sans préjudice de dispositions contractuelle répartissant ultérieurement, la charge financière entre la société COFIRA et d'autres tiers.

2.1 ZONES AYANT VOCATION A ACCUEILLIR DES BASSINS D'EUX PLUVIALES

L'emplacement des bassins d'eaux pluviales du futur dépôt de bus de Langlade est défini sur le plan n° 3 joint au présent arrêté, sur une zone exempte de pollution métallique. La cote inférieure des bassins est fixée à 141 m NGF. Un contrôle du fond de fouille et des parois sera réalisé pour vérifier les objectifs fixés à l'article 4 du présent arrêté. Ces résultats doivent figurer dans le rapport final de réhabilitation du site.

Les matériaux utilisés doivent tenir compte de l'agressivité du sol vis à vis des bétons et être compatibles avec les sulfates et l'ammonium susceptibles d'être présents dans les sols et les eaux. Des précautions particulières doivent être prises : respect de la norme AFNOR P18-011 relative à la classification des environnements agressifs pour les bétons et de la norme A05-251 relative à l'évaluation de la corrosivité vis à vis des ouvrages en acier enterrés ou tous textes s'y substituant.

2.2 ZONES AVANT VOCATION A ACCUEILLIR LES OUVRAGES DE VOIRIES ET DE PARKINGS

Les zones qui répondent à ce critère sont définies sur un plan n° 3 joint au présent arrêté et représentent 69481 mètres carrés. On distinguera les voiries destinées aux bus et celles destinées aux véhicules légers. Les aménagements des voiries ont pour objectif de garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes pour les modalités d'utilisation visées à l'article 2, alinéa 12 (des ouvrages de voiries et de parkings) du présent arrêté.

Le profil des voiries pour les bus en circulation et des zones de stationnement des bus sera constitué au minimum du bas vers le haut :

- d'un enrobé à nodule élevé d'épaisseur minimale de 15 cm,
- d'un enrobé d'épaisseur minimale de 6 cm.

Le profil des zones de stationnement des véhicules légers sera constitué au minimum du bas vers le haut :

- d'une couche de forme d'épaisseur minimale de 25 cm de graves non traitées et de matériaux inertes concassés rapportés de l'extérieur répondant aux règles de l'art,
- d'un enrobé d'épaisseur minimale de 5 cm.

L'intégrité physique des recouvrements à long terme devra être vérifiée régulièrement. La société COFIRA doit, dans une procédure écrite, lister la nature, la fréquence, les modalités du contrôle. Les procès-verbaux de contrôle doivent être consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3 ZONES AVANT VOCATION A ACCUEILLIR DES ESPACES VERTS PRIVATIFS

Les zones qui répondent à ce critère sont définies sur un plan n° 3 joint au présent arrêté et représentent 19619 mètres carrés. Les aménagements des espaces verts ont pour objectif de garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes selon les modalités d'utilisation visées à l'article 2, alinéa 13 (des espaces verts privés) du présent arrêté.

Ils comprennent à partir du terrain naturel du bas vers le haut d'au minimum :

- un dispositif grillagé avertisseur s'ils ne sont pas implantés sur une dalle en béton ou des anciennes structures du type enrobés ou s'ils sont implantés sur une zone présentant des sols chargés en métaux à des teneurs supérieures au fond géochimique en profondeur,
- une couche de terres végétales d'une épaisseur minimale de 30 cm permettant la revegetalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Les zones vertes implantées sur une ancienne dalle en béton ou une ancienne structure du type enrobés seront repérées sur le plan joint avec le rapport de synthèse final.

Lors de la mise en place de végétaux afin de créer des plantations d'alignements dans des sols dont la profondeur investirait le terrain original, les précautions suivantes sont prises selon la chronologie suivante :

- réalisation de tranchées continues, excavation complète de la couche polluée en profondeur dans les sols en place et évacuation dans des filières autorisées,
- vérification que la teneur résiduelle en métaux des sols en fond de fouille est voisine du fond géochimique local,

- mise en place d'un géotextile sur les parois de l'excavation sur une profondeur minimale de 1,5 m,
- plantation des arbres,
- comblement de la tranchée de plantation par de la terre végétale d'origine hors site,
- mise en place d'une couche de terre d'une épaisseur minimale de 30 cm en surface permettant la revegetalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Lors de la mise en place de végétaux en dehors des plantations d'alignements, par création de poquets de plantation dont la profondeur investirait le terrain original en profondeur, les précautions suivantes sont prises selon la chronologie suivante :

- extraction des sols en place jusqu'à 1,5 m de profondeur et évacuation dans des filières autorisées,
- plantation des arbres en poquet,
- mise en place d'un géotextile sur les parois de l'excavation,
- comblement du poquet de plantation par de la terre végétale d'origine hors site,
- mise en place d'un dispositif grillagé avertisseur,
- mise en place d'une couche de terre d'une épaisseur minimale de 30 cm permettant la revegetalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Les arbres fruitiers ou à baies sont interdits.

En cas de création d'un sentier piétonnier dans les espaces ouverts, celui-ci doit être réalisé au-dessus de la couche de terres rapportées.

Lors du remplacement des végétaux ou lors des travaux d'entretien, des précautions décrites dans une consigne écrite doivent être rappelées au personnel intervenant vis à vis de l'état du sous-sol. La création de tout nouvel espace vert sur l'ensemble du site devra respecter les modalités décrites ci-dessus.

2.4 ZONES AVANT VOCATION A ACCUEILLIR DES RESEAUX

Les différents réseaux doivent être implantés sur des zones respectant les objectifs de réhabilitation figurant à l'article 4 du présent arrêté. De plus, après mise en place des réseaux, une des structures définie aux articles 2.2 à 2.3 ci-dessus doit être ajoutée pour garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes selon les modalités d'utilisation telles que mentionnées à l'article 2, alinéa 14 (des réseaux) du présent arrêté. Des contrôles de fond de fouille et des parois seront réalisés régulièrement sur le tracé des réseaux pour vérifier le respect des paramètres fixés à l'article 4 du présent arrêté. Ces résultats doivent figurer dans le rapport final de réhabilitation du site.

La surveillance de l'intégrité de la couverture est vérifiée périodiquement afin de garantir à long terme l'absence de risques pour les populations présentes selon les modalités d'utilisation telles que mentionnées à l'article 2, alinéa 14 (des réseaux) du présent arrêté. Les modalités de surveillance sont fixées dans une consigne tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les procès-verbaux de contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 - PHASES TRAVAUX

3.1 MISE EN SECURITE DU CHANTIER

Afin d'en interdire l'accès, les terrains en cours de réhabilitation ou de construction doivent être efficacement clôturés sur 2 mètres de hauteur. L'interdiction de pénétrer pour toute personne non habilitée est affichée de manière visible. Toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'activité.

Un gardiennage sera mis en place pour contrôler les accès pendant les heures d'ouverture du chantier. Les accès seront limités aux seules personnes chargées de la surveillance et de l'exécution des travaux de réhabilitation. Des dispositions sont prises pour interdire le contact cutané, l'ingestion ou l'inhalation des sols pollués en métaux pour le personnel intervenant. En particulier, le personnel doit se laver les mains et ne pas manger sur place. En dehors des heures d'exploitation, les grilles d'accès doivent être fermées et des rondes de surveillance du chantier seront assurées.

Les terrains non dépollués doivent être interdits d'accès à toute personne étrangère au chantier de réhabilitation tant que les travaux de dépollution mentionnés au présent arrêté ne sont pas achevés.

La construction des aménagements prévus dans le cadre de dépôt de bus de Langlade ne pourra débuter qu'après achèvement des travaux de dépollution. Toutefois, dans le cas où certains travaux de construction – notamment les voiries et réseaux divers – doivent être réalisés de manière concomitantes avec les travaux de réhabilitation, l'exploitant est tenu d'appliquer les dispositions de l'article 3.3.3, alinéa 3 ci-après.

3.2 DESTRUCTION DES DALLES DES ANCIENS BATIMENTS, MATERIELS PRESENTS ET VOIRIES - VALORISATION DES MATERIAUX DE DEMOLITION

3.2.1 Principes

Les anciennes canalisations (réseaux d'égouts, etc.) et les cavités souterraines présentes sur le site (de type regards, fosses, rétentions, etc.) doivent être à minima curées et nettoyées. Sur les emplacements des zones constructibles, toutes les canalisations enterrées, les cavités souterraines, etc. présentes sur le terrain, devront être de plus enlevées si la stabilité de l'ouvrage ne peut être garantie.

Un récapitulatif des travaux de destruction des ouvrages cités ci-dessus et des filières utilisées pour l'évacuation des matériaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces éléments doivent être intégrés dans le rapport final d'achèvement des travaux prévu ci-après.

Les enrobés bitumineux contenant du goudron ne peuvent être valorisés sur site que s'ils respectent les seuils fixés à l'article 3.2.2 du présent arrêté.

Préalablement à toute nouvelle construction ou nouvelles voiries dans un secteur identifié comme suspect dans l'étude historique du site, une recherche magnétométrique doit être menée pour vérifier l'absence d'objets pyrotechniques (bombes, etc.). Si cette recherche est positive, des mesures de prévention doivent être prévues dans un permis de travail et/ou de fouille.

3.2.2 Valeurs limites

Les matériaux de démolition ne peuvent être valorisés sur le site que s'ils respectent les valeurs limites suivantes :

| Paramètres pris en compte | Sur états (Norme X 30 402-2) | Sur brut | Seuils |
|---------------------------|------------------------------|-----------------|--------------------------|
| Fraction soluble | X | | < 5000 mg/kg |
| COT | X | | < 500 mg/kg |
| Cr total | X | | < 0.5 mg/kg |
| Pb | X | X < 8 200 mg/kg | < 0.5 mg/kg |
| Zn | X | | < 4 mg/kg |
| Cd | X | | < 0.04 mg/kg |
| Ni | X | | < 0.4 mg/kg |
| As | X | X < 145 mg/kg | < 0.5 mg/kg sur lixiviat |
| Hg | X | | < 0.01 mg/kg |
| Ba | X | | < 20 mg/kg |
| Cu | | | < 2 mg/kg |
| Mo | X | | < 0.5 mg/kg |
| Sb | X | | < 0.06 mg/kg |
| Se | X | | < 0.1 mg/kg |
| Indice phénol | X | | < 1 mg/kg |
| Sulfates | X | | < 1 000mg/kg |
| Chlorures | X | | < 800 mg/kg |
| Fluorures | X | | < 10 mg/kg |
| COT | | X | < 30 000 mg/kg |
| HAP | | X | < 50 mg/kg |
| Hydrocarbures (C10-C40) | | X | < 500 mg/kg |
| BTEX (somme) | | X | < 6 mg/kg |
| Benzène | | X | |
| Toluène | | X | |
| Ethylbenzène | | X | |
| xylènes totaux | | X | |
| Styrène | | X | |
| PCB-PCT | | X | < 1 mg/kg |

Les bétons de démolition doivent être analysés à raison d'une analyse *a minima* par 1500 m3 pour les bétons de superstructures et par 500 m3 pour les bétons en contact avec le sol .

3.2.3 Utilisation des matériaux de démolition

Les matériaux de démolition considérés comme inertes au sens du paragraphe précédent peuvent être concassés dans une installation implantée temporairement sur le site. Ces matériaux de granulométrie 0/80 mm peuvent être utilisés après déferraillage et concassage :

- pour le remblaiement des zones de pollution excavées lors des travaux de dépollution,
- comme matériaux inertes pour remblayer des tranchées,
- et sous réserve qu'ils soient recouverts d'une des structures citées aux articles 2.2 à 2.4.

De plus, l'exploitant doit justifier de l'absence de matériaux à base d'amiante dans les remblais existants laissés en place sur le site.

3.2.4 Contraintes de réutilisation

Les matériaux de démolition ne répondant pas aux caractéristiques du § 3.2.2 doivent être évacués dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

3.3 NUISANCES ET RISQUES

3.3.1 Prescriptions générales d'hygiène et de sécurité

Le chantier de réhabilitation doit disposer des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Les travaux de réhabilitation ne doivent pas générer de pollution des sols, d'incendie, d'odeurs, d'émission de poussières, de gênes ou de nuisances pour les populations riveraines.

Des dispositions seront prévues pour limiter les envois de poussières en cas de fort vent (arrobage, couverture, etc.).

Les opérations de chantier et l'entreposage et la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à ces opérations (notamment les opérations de ravitaillement des engins de chantier) s'effectuent dans des conditions prévenant les risques de pollution des eaux.

Toute modification substantielle du chantier ou de son mode d'exploitation doit, avant sa réalisation, être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

3.3.2 Tri et stockage provisoire

Le stockage des terres et matériaux issus des chantiers sur le site ne doit pas excéder **6 mois** à compter de leur excavation. Le traitement ultérieur de ces terres peut être réalisé sur site en respectant la réglementation des installations classées. Le devenir des terres traitées pouvant rester sur le site SEPSO doit être défini précisément.

Les matériaux et terres pollués qui sont excavés doivent être triés par catégorie de façon à éviter le mélange avec des matériaux propres. L'échantillonnage des terres excavées lors des travaux de réhabilitation doit être représentatif. Une aire de tri et de stockage temporaire des terres et des matériaux de démolition doit être créée. La zone est constituée d'aires spécifiques à chaque nature de polluant, implantées sur une surface étanche, en rétention et permettant de recueillir et traiter les eaux météoriques conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

3.3.3 Gestion des incidents

Lors des travaux de réhabilitation du site, il appartient à la société COFIRA en cas de découverte de nouveaux produits ou déchets non identifiés dans l'évaluation détaillée des risques du site SEPSO, mais susceptibles, en revanche, de présenter des risques ou des nuisances pour l'environnement de prendre toutes dispositions appropriées pour les supprimer ou les limiter. Une information systématique de l'inspection des installations classées doit être faite dans les meilleurs délais.

La société COFIRA doit prendre toute disposition pour éviter lors des travaux de réhabilitation, la survenue d'incident pouvant être lié au contact cutané, à l'inhalation ou à l'ingestion de poussières ou de terres provenant des pollutions historiques identifiées lors de l'évaluation détaillée des risques établie par la société GRANDE PAROISSE S.A., actuel propriétaire des terrains.

Si des travaux de réhabilitation sont concomitants avec des travaux de construction, ils ne doivent pas entraîner de risques pour le personnel présent sur les différents chantiers. Pour cela, des dispositions spécifiques doivent être établies dans une consigne écrite et mises en œuvre sur le terrain.

Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de dépollution et susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

ARTICLE 4 - TRAITEMENT DES ZONES POLLUEES IDENTIFIEES DANS L'EDR ET GESTION DES TERRES ISSUES DES TRAVAUX

Après démantèlement des structures visées au § 3.2, les zones de pollution identifiées dans la stratégie de réhabilitation du site doivent être traitées selon les modalités suivantes :

- Inertage, dégrazage puis excavation de toutes les cuves enterrées et des distributeurs de carburant laissés par l'ancien dépôt de carburant ainsi que les anciennes cuves enterrées d'huiles. Toute découverte d'anciennes fosses de stockage de carburants ou huiles sur le site doit impérativement être excavée et éliminée conformément à la réglementation.
- Extraction et traitement des terres souillées en hydrocarbures totaux à proximité des anciennes cuves de stockage de carburant jusqu'à l'obtention d'une teneur inférieure à 500 mg/Kg.
- Extraction et élimination, dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées, des terres polluées à une teneur en arsenic supérieure à 145 mg/Kg et non recouvertes par l'un des dispositifs prévus précédemment aux articles 2.2 à 2.3.
- Les remblais de type mâchefers et scories identifiables visuellement rencontrés au cours des travaux de réhabilitation devront être découpés sélectivement et caractérisés selon les critères fixés au tableau de l'article 3.2.2, puis traités dans des filières autorisées.
- Excavation et élimination dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées des terres issues de la réalisation des tranchées des futurs réseaux si la teneur en arsenic est supérieure à 145 mg/Kg.

De plus, les trois zones (2 sur la parcelle SMTC et 1 sur la parcelle SEPSO) référencées sur le plan n° 4 joint au présent arrêté font l'objet du traitement suivant :

- Extraction des terres polluées en arsenic et plomb sur une profondeur minimale de 60 cm,
- Remblaiement avec des matériaux répondant aux critères de l'article 3.2.2 du présent arrêté sur 40 cm d'épaisseur.

- Remblaiement avec des matériaux inertes concassés rapportés de l'extérieur sur *a minima* 20 cm d'épaisseur,
- Mise en place d'une des structures définies aux articles 2.2 à 2.3.

Lors des travaux de démolition et de réhabilitation du site, la société COFIRA en cas de découvertes de nouvelles zones susceptibles d'être polluées doit procéder à de nouveaux prélèvements et analyses en vue de délimiter la nature et l'extension géographique de ces zones. Ces zones doivent être traitées comme celles identifiées ci-dessus. Une information systématique de l'inspection des installations classées doit être faite **dans les meilleurs délais** et cette découverte doit figurer dans le rapport final de réhabilitation visé ci-après.

ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VALORISATION OU D'ELIMINATION DES DECHETS, DES MATERIAUX DE DEMOLITION, DES TERRES POLLUEES ET DES BOUES DE CURAGE

5.1 Traçabilité

La société COFIRA tient, pour chaque matériau (déchet, matériau de démolition, terres polluées, boues de curage des égouts) un dossier contenant :

- la fiche d'identification du matériau considéré comportant notamment :
 - le code du matériau selon la nomenclature déchets,
 - ses caractéristiques physiques et chimiques,
 - son mode de conditionnement,
 - le traitement d'élimination prévu,
 - les risques présentés par ce matériau,
 - les réactions possibles du matériau au contact d'autres matières,
 - les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.
- les résultats des analyses effectuées sur le matériau considéré,
- les bordereaux de suivi de déchets renseignés par les centres éliminateurs.

Un dossier spécifique précisant la quantité et les modalités d'élimination doit être constitué pour les matériaux ayant contenu de l'amiante. La société COFIRA doit être en mesure d'attester de leur élimination pour l'ensemble du site conformément aux règles en vigueur : fibrociment, joints, tresses, calorifuges, etc.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, etc.) et conservé par l'exploitant :

- code du matériau selon la nomenclature déchets,
- dénomination du matériau considéré,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du matériau (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La production des déchets, des matériaux de démolition, des terres polluées et des boues de curage des égouts dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'une déclaration semestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspection des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5.2 Contrôle qualité

Les modalités de réhabilitation du site en fonction des usages précités font l'objet d'un plan d'assurance qualité tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend *a minima* :

- un descriptif des travaux de réhabilitation à effectuer (quantification des zones à traiter, excavation des zones à traiter, modalités de contrôle et de stockage des matériaux extraits, devenir de ces matériaux),
- un descriptif des travaux à réaliser sur le réseau d'égouts et les cavités (volume à évacuer, etc.),
- les modalités prévues pour empêcher ou limiter les envois de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs, de fumées,
- les modalités prévues pour empêcher les pollutions accidentelles des eaux souterraines,
- les modalités de contrôle envisagé pour vérifier le taux de contamination résiduelle des terres et des matériaux valorisés sur le site (contrôles réalisés par la société COFIRA et par un organisme compétent),
- les modalités de contrôle du respect des contraintes de réhabilitation selon les usages définis.

Une convention doit être établie entre la société COFIRA et un organisme indépendant afin que ce dernier effectue de manière inopinée et sur demande de l'inspection des installations classées, des analyses sur la contamination résiduelle des sols en fonction de l'usage prévu et des aménagements réalisés.

Les modalités techniques sont précisées dans cette convention (type d'analyses selon la nature du matériau à analyser, etc.). Cette convention doit être adressée à l'inspection des installations classées **avant le démarrage des travaux de réhabilitation**.

5.3.1 SUIVI DU CHANTIER

5.3.1.1 Registre

Un registre des travaux de réhabilitation sera ouvert, dans lequel seront consignées journalièrement, avec une précision suffisante, la nature des travaux, les actions de contrôle réalisés ainsi que toutes informations relatives à la sécurité ou aux événements pouvant porter atteinte à la protection de l'environnement.

La nature et les quantités de déchets éliminés hors du site y seront mentionnées, avec l'indication de l'installation d'élimination.

5.3.2 Rapport de synthèse

A l'issue de la dépollution et de la réhabilitation finale du site, un rapport de synthèse doit être établi au plus tard **un mois** après la fin des travaux et remis au préfet en 4 exemplaires. Il doit comprendre au minimum :

- les travaux de dépollution réalisés accompagnés de photographies et d'une estimation chiffrée du coût global des opérations,
- l'estimation quantitative et qualitative des matériaux inertes valorisés sur le site et des dispositifs de recouvrement mis en place,
- le bilan du contrôle d'assurance qualité, en particulier les quantités de matériaux ou d'effluents évacués hors du site avec leurs filières d'élimination, une synthèse des analyses et des contrôles réalisés,
- le rapport des actions de surveillance réalisées par l'assistance à maître d'ouvrage,
- les bilans quantitatifs et qualitatifs des déchets et des terres polluées traitées à l'extérieur de l'établissement,
- les modalités de curage et de nettoyage du réseau d'égouts de l'ensemble du site,
- un plan topographique du site dressé par un géomètre expert faisant apparaître le contour exact des zones réaménagées et les emplacements des dispositifs de recouvrement,
- une cartographie en trois dimensions présentant les zones laissées en place avec un recouvrement et présentant une teneur supérieure à 145 mg/kg en arsenic,
- un bilan de la surveillance des eaux souterraines,
- un bilan des éventuels incidents survenus lors du chantier.

ARTICLE 6 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Un réseau de contrôle et de suivi des eaux souterraines est mis en place. Il est constitué conformément au plan n° 5 annexé au présent arrêté de 6 points de contrôle, à savoir :

- un réseau de 2 piézomètres destiné à la surveillance de l'amont hydrogéologique du site,
- un réseau de 4 piézomètres destiné à la surveillance de la qualité des eaux souterraines en aval du site.

L'annexe 1 au présent arrêté établit la liste des piézomètres et précise les paramètres à analyser pour chacun desdits piézomètres.

Le sens d'écoulement de la nappe souterraine est mentionné sur le plan précité et doit figurer sur chaque rapport de synthèse présentant les résultats des campagnes de contrôle et de suivi.

La société COFIRA doit dans un **délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, fournir à l'inspection des installations classées, pour chacun des points du dispositif de contrôle et de suivi, ses caractéristiques techniques et notamment coordonnées (X, Y et Z) exprimées dans le système de coordonnées Lambert utilisé pour le secteur d'implantation ; l'altitude (Z) est ramenée au référentiel NGF. A cet effet, il est procédé au nivellement préalable des points de contrôle.

Les prélèvements sont réalisés semestriellement sur chaque piézomètre une campagne de prélèvements lors d'une période de hautes eaux et une autre en période de basses eaux.

Au vu des résultats, la périodicité de ces analyses, les substances et le nombre de piézomètres concernés par la campagne de surveillance pourront être revus à l'issue d'une première période de **deux ans minimum**.

Les prélèvements sont effectués par un organisme indépendant de la société COFIRA. Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des rapports d'analyses. Ces résultats sont assortis :

- des hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF),
- de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons,
- pour chacun des paramètres analysés, de l'indication de la norme en vigueur utilisée, qui doit être conforme à une norme EN, ISO ou NF,
- pour chacun des paramètres analysés, d'une comparaison des valeurs des différents paramètres aux résultats des campagnes précédentes et aux valeurs limites réglementaires.

Si les résultats des analyses mettent en évidence une détérioration de la qualité des eaux souterraines, la société COFIRA doit proposer des mesures correctives à engager pour limiter, voire supprimer cette dérive.

ARTICLE 7 - SERVITUDES

Afin d'assurer dans le temps la compatibilité entre l'usage industriel tel que défini à l'article 2, alinéa 1^{er} du présent arrêté et les travaux de réhabilitation prescrits dans le cadre du présent arrêté ainsi que de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement doivent être instituées.

Pour ce faire, la société COFIRA doit élaborer un dossier de demande d'institution de servitudes qui doit être adressé au préfet **avant le 30 juin 2007**. A minima, ce dossier comportera :

- un résumé de l'historique du site, des résultats du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques,
- les objectifs de réhabilitation des terrains,
- l'identification des propriétaires des terrains à court et moyen terme,
- les plans parcellaires des différents secteurs selon les usages considérés,
- la justification du périmètre d'interdiction d'utilisation des eaux souterraines,
- les objectifs de l'institution de servitudes,
- les critères ayant présidé à la définition des servitudes,
- la définition des servitudes (sols, eaux souterraines),
- un ou plusieurs plans sur lesquels seront reportées les servitudes,
- les modalités de surveillance des recouvrements mis en place selon les usages,
- les modalités de surveillance des eaux souterraines,
- les modalités de surveillance à long terme mises en place pour garantir la pérennité des servitudes (entretien, clôture, vérification des dispositifs de recouvrement, accès au dispositif de surveillance des eaux souterraines, etc.).

ARTICLE 8 - Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de la société COFIRA.

ARTICLE 9 - Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de TOULOUSE (Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs ainsi que dans les mairies de PECHBUSQUE, PORTET-SUR-GARONNE, RAMONVILLE-SAINT-AGNE et VIEILLE-TOULOUSE pour y être consultée par tout intéressé.

ARTICLE 10 - Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de le consulter sur place. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11 - Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 12 - Délai et voie de recours.

La société COFIRA dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, si elle le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

Le Maire de TOULOUSE,

Le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement
inspecteur des installations classées,

Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation
Professionnelle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le 30 JAN. 2006

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Haute-Garonne

Hervé SADOUL

La présente décision peut être déferée à la juridiction administrative par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.



Liste des plans et annexe :

Plan n° 1 : Plan de situation des parcelles objet d'une déclaration de cessation d'activité au titre de la législation sur les installations classées

Plan n° 2 : Plan présentant le futur dépôt de bus de L'ANGLADE

Plan n° 3 : Plan présentant l'emplacement des aménagements du projet : bâtiments et utilités, bassin d'eaux pluviales du futur dépôt de bus de Langlade, voies, parkings et des espaces verts.

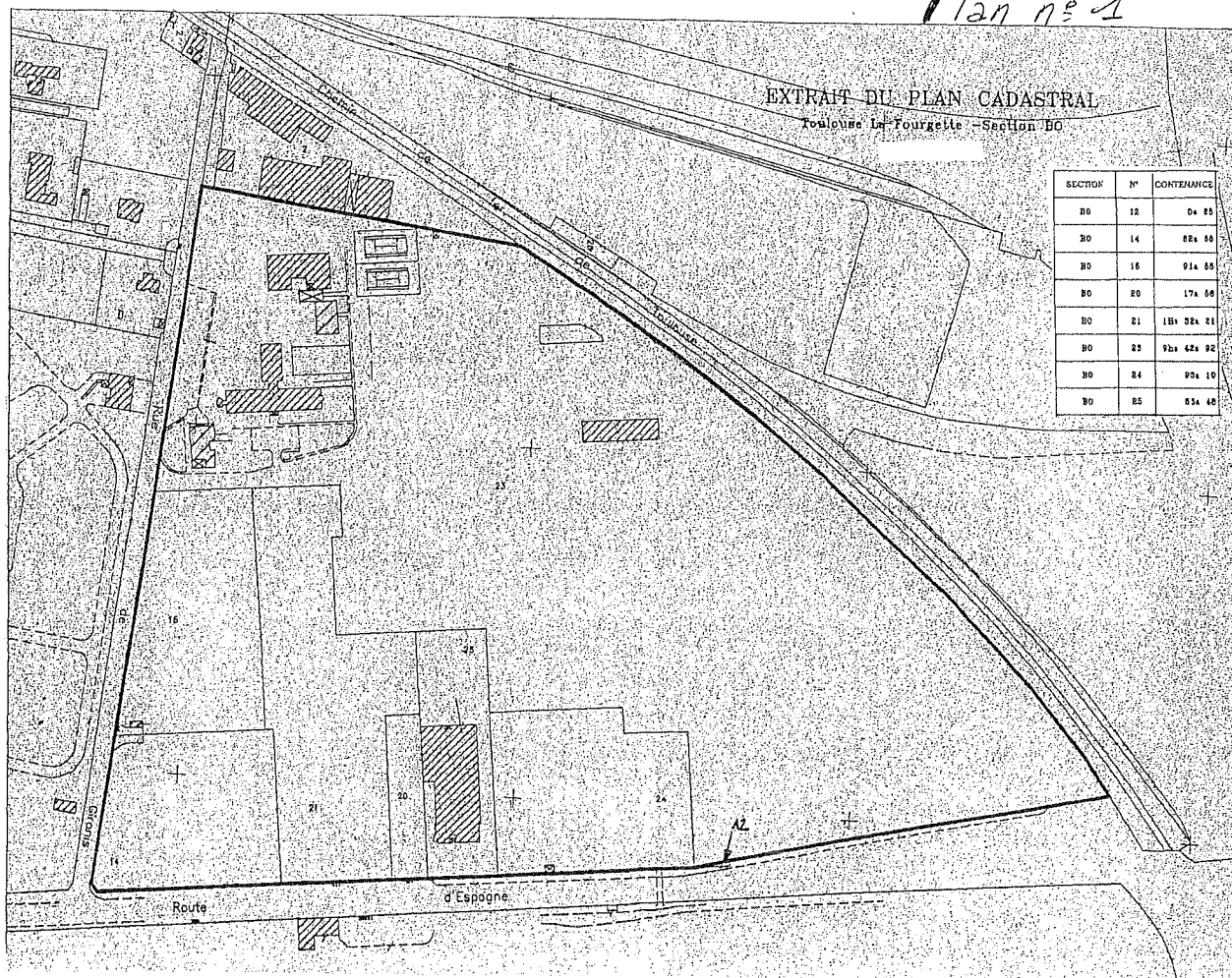
Plan n° 4 : Plan présentant trois zones polluées en métaux au niveau de la couche superficielle des sols

Plan n° 5 : Localisation du réseau de surveillance des eaux souterraines

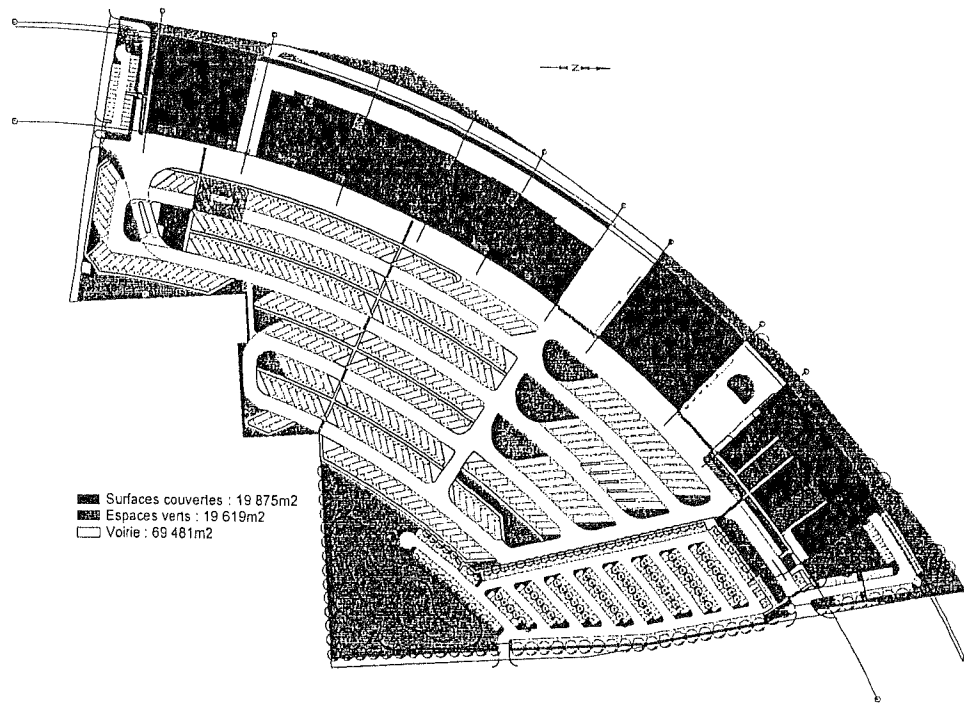
Annexe 1 : liste des paramètres à analyser dans les eaux souterraines

| Dénomination Pédomètres | Critères de potabilité | | Aval | | | | |
|------------------------------|---------------------------|---|------|---|---|---|---|
| | 1 | 3 | 5 | 2 | 4 | 6 | |
| Paramètres | | | | | | | |
| Oxygène dissous | X | X | X | X | X | X | X |
| Eh | X | X | X | X | X | X | X |
| Température | X | X | X | X | X | X | X |
| pH | X | X | X | X | X | X | X |
| conductivité | X | X | X | X | X | X | X |
| Niveau d'eau | X | X | X | X | X | X | X |
| NO ₃ ⁻ | 50 mg/l | X | X | X | X | X | X |
| NH ₄ ⁺ | 100 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| NO ₂ ⁻ | 0,5 mg/l | X | X | X | X | X | X |
| Arsenic | 10 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| Plomb | 25 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| Mercur | 1 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| Cadmium | 5 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| Chrome | 50 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| Nickel | 20 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| Cuivre | 2 mg/l | X | X | X | X | X | X |
| HCT (IR) | 10 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| HAP totaux | 0,1 µg/l | X | X | X | X | X | X |
| COHV | | X | X | X | X | X | X |

Plan n° 1

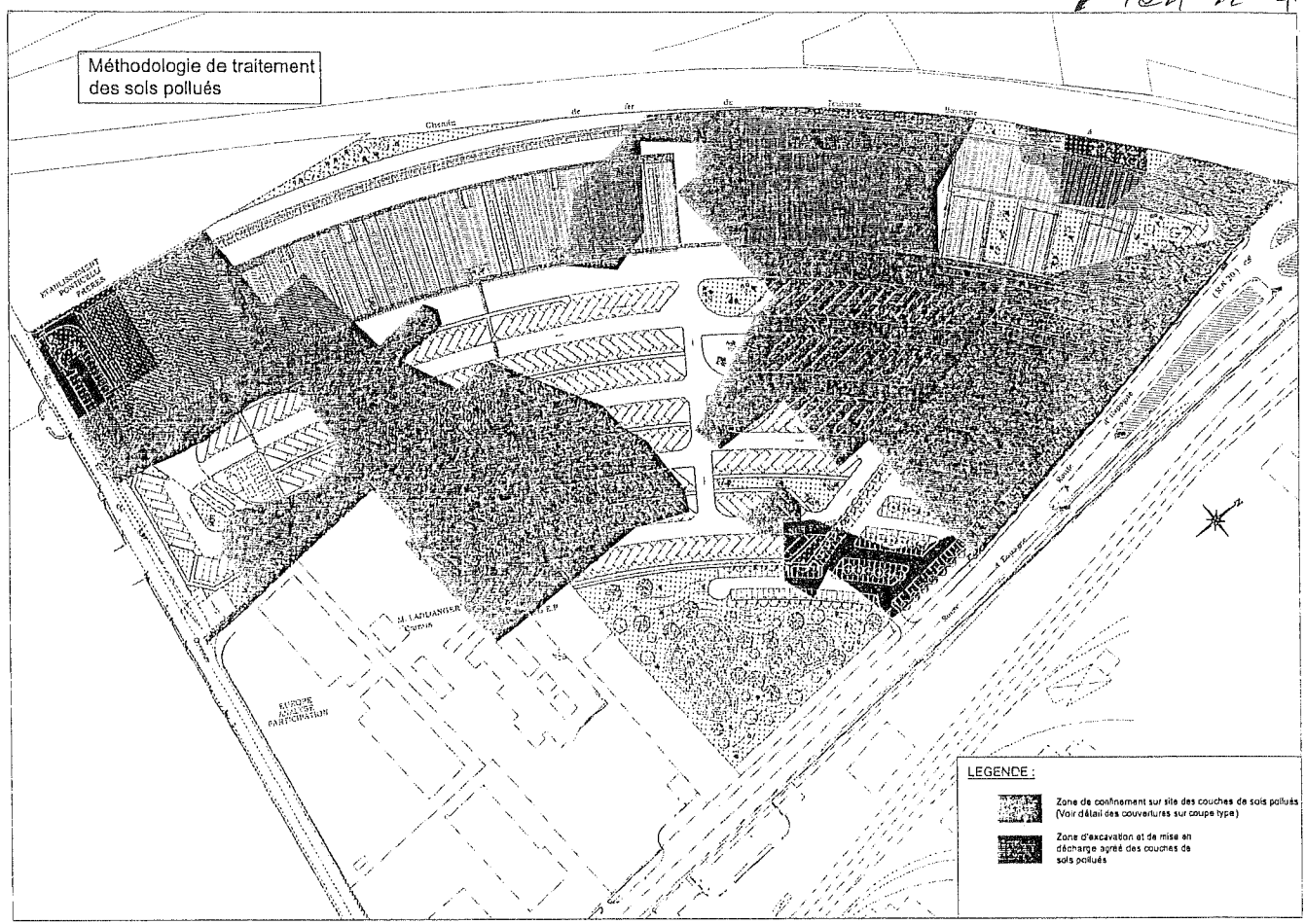


Plan n° 3



Plan n°4

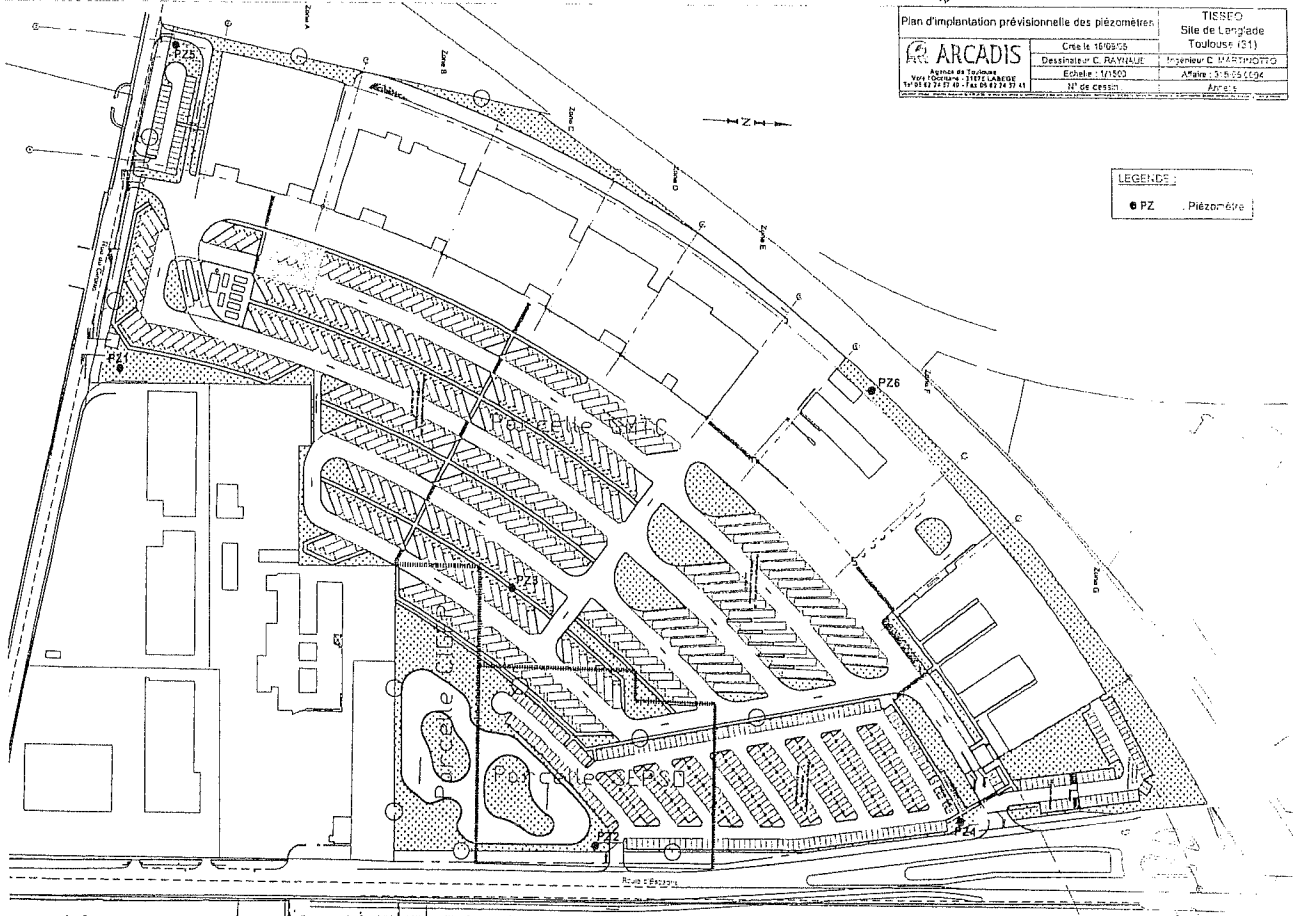
Méthodologie de traitement
des sols pollués



Plan n° 5

| | | |
|---|--|------------------------|
| Plan d'implantation prévisionnelle des piézo-mètres | | TIESFO |
| ARCADIS | | Site de Longlade |
| Créé le 10/09/05 | | Toulouse (31) |
| Dessinateur C. RAYNAUD | | Ingénieur C. MARTIGNOT |
| Echelle : 1/1500 | | Altitude : 5.5.05 (CG) |
| N° de cession | | Appr. 1 |

| | |
|----------|-------------|
| LEGENDES | |
| ● PZ | Piézo-mètre |



PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de l'Environnement
Réf : DADIBDSV-M04-02
C/urbanisme-M/Com CIGEP/Date
N° 0 0 9

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la
cessation totale d'activité et à la réhabilitation
du site exploité par le groupement d'intérêt
économique CIGEP (Centre
d'Industrialisation en Génie des Procédés)
132, route d'Espagne à TOULOUSE

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations
classées ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19
juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi
qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de
l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du
2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création
de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à
L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature
annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu la circulaire du ministre de l'environnement du 3 avril 1996 relative à la réalisation de
diagnostics initiaux et à l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité ;

Vu la circulaire du ministre de l'environnement du 7 juin 1996 relative à la procédure
administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation de sites pollués ;

Vu la circulaire de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du
10 décembre 1999 relative aux principes de fixation des objectifs de réhabilitation des sites et
sols pollués ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 1995 autorisant le CIGEP à exploiter un dépôt de
substances et préparations toxiques, 132 route d'Espagne à TOULOUSE ;

Reçu n° 5
Vu le dossier de cessation d'activité adressé au préfet de la Haute-Garonne le 26 juillet 2005
par le groupement d'intérêt économique CIGEP (Centre d'Industrialisation en Génie des
Procédés) ;

Vu la convention signée entre le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération
toulousaine TISSEO-SMTC et le groupement d'intérêt économique CIGEP (Centre
d'Industrialisation en Génie des Procédés) qui précise que le syndicat mixte des transports en
commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC prend en charge l'ensemble des
travaux de réhabilitation de traitement et de surveillance des terrains objet de l'implantation
du futur dépôt de bus de Langlade ;

Vu l'évaluation détaillée des risques établie par le cabinet ARCADIS sous le n° 315.05.004 E.
datée du 08/09/05, version C référencée n° 23C04.0610.E.01.C incluant la parcelle CIGEP ;

Vu le projet de reconversion du site repris dans l'évaluation détaillée des risques, en
particulier l'implantation d'un dépôt de bus par le syndicat mixte de transport en commun de
l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC ;

Vu l'étude détaillée des risques commune aux parcelles dénommées « SERSO », « SMTC » et
« CIGEP », établie le 15 septembre 2005 par le cabinet ARCADIS sous le
n° 23C04.0610.E.01.C définissant la stratégie de réhabilitation du site de Langlade et portant
l'avant projet détaillé de sécurisation et réhabilitation dudit site, transmise à l'inspection des
installations classées le 16 septembre 2005 ;

Vu les documents définissant la stratégie de réhabilitation du site transmis à l'inspection des
installations classées les 1^{er} et 27 septembre 2005 constitués de l'avant projet détaillé de
sécurisation et réhabilitation du site de Langlade englobant les parcelles objet du présent
arrêté ;

Vu l'avis du maire de TOULOUSE du 18 novembre 2005 ;

Vu les avis de l'inspection des installations classées des 30 septembre et 19 décembre 2005 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 18 octobre 2005 ;

Attendu que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du CIGEP le 30 novembre 2005 ;

Considérant que les activités exercées sur le site susvisé sont susceptibles d'avoir été à
l'origine de pollutions ponctuelles ou diffuses des sols qu'il convenait d'identifier pour
préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le diagnostic approfondi et l'évaluation détaillée des risques ont permis
d'apprécier la nature, la répartition et les tenues en composés liés aux activités industrielles
dans les sols et dans les eaux ainsi que les risques susceptibles d'être générés par ces
substances sur la santé humaine et sur les eaux ;

Considérant que suite à la déclaration de cessation d'activité du groupement CIGEP et aux
conclusions de l'évaluation détaillée des risques, il est nécessaire de prescrire des travaux de
remise en état du site de manière à ce que les terrains, une fois réhabilités, soient adaptés aux
usages définis dans le projet de reconversion du site et que les sols ne présentent plus aucun
des dangers ou inconvénients visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient également de surveiller la qualité des eaux souterraines circulant
sous le site exploité précédemment par le CIGEP, 132 route d'Espagne à Toulouse et
d'interdire leur utilisation au droit du site ;

Considérant que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu des connaissances actuelles,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

ARTICLE -I - CESSATION D'ACTIVITES

Le présent arrêté prend acte de la cession définitive d'activité du groupement d'intérêt économique « Centre d'industrialisation en Génie des Procédés », dénommé CIGEP au 132 route d'Espagne sur la parcelle référencée La Fourquette 840 section BO n° 25, au lieu-dit « Langlade ».

Les terrains figurant sur le plan n° 1 annexé au présent arrêté sont réhabilités de façon telle que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement soient préservés. Les terrains représentent une superficie de 5548 m². Cette réhabilitation doit être effectuée conformément aux dispositions décrites dans les articles 2 à 5, avec pour objectif que les travaux soient achevés au plus tard un an après la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 -PROJET DE REHABILITATION

Le projet de réhabilitation du site est défini sur la base d'une utilisation des terrains pour un usage industriel uniquement.

La remise en état du site consiste à accueillir, à terme, un dépôt de bus dans un environnement boisé et paysager. Les terrains réaménagés doivent respecter les côtes altimétriques figurant dans le plan n° 2 représentant le futur dépôt de bus de LANGLADE .

Le projet d'urbanisation du futur dépôt de bus de LANGLADE qui intègre les parcelles SEPISO et CIGEP comprend :

- des zones constructibles destinées à recevoir de l'activité économique à caractère industriel, et des locaux annexes liés à ces activités,
- des dessertes par voiries internes et des parkings,
- des zones d'espaces verts dont des parties boisées,
- Des réseaux aériens et enterrés de gaz naturel et des réseaux enterrés d'eau, d'électricité et de télécommunications,
- un bassin d'eaux pluviales étanche.

Les constructions à usage d'habitation, même celles qui seraient liées aux activités du lotissement (logements de fonction ou de gardiennage), sont interdites.

Dans le cadre de l'usage industriel ci-dessus défini, le projet de réhabilitation décrit sur le plan n° 3 prend en compte les différentes modalités d'utilisation du site CIGEP, déterminées en fonction des ouvrages et des aménagements ci-après :

- ✓ des bassins d'eaux pluviales,
- ✓ des ouvrages de voiries et de parkings,
- ✓ des espaces verts privatifs,
- ✓ des réseaux.

Après démolition des ouvrages encore présents et l'évacuation des débris végétaux et déchets pouvant être présents sur le site, les zones de pollution identifiées à l'issue du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques ainsi que les terres issues des travaux de construction du dépôt de bus de LANGLADE doivent être traitées suivant les modalités fixées aux articles 2.1 à 2.4 du présent arrêté.

Toute terre ou matériau excavé et exporté du site devra faire l'objet d'un envoi dans une filière de traitement ou d'élimination autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'utilisation de la nappe souterraine au droit du site est interdite quel que soit son usage.

Tout changement substantiel des modalités d'utilisation du site CIGEP telles que mentionnées aux alinéas 11 à 14 ci-dessus fera l'objet d'une déclaration préalable auprès de la préfecture du département de la Haute Garonne. Cette déclaration doit a minima comporter le descriptif des nouvelles modalités d'utilisation envisagées et l'éventuelle mise à jour de l'évaluation détaillée des risques du secteur concerné. Si nécessaire, les servitudes mentionnées à l'article 7 ci-dessous devront être actualisées.

Les frais résultant des opérations de traitement des pollutions, de réhabilitation, et de surveillance du site sont à la charge du CIGEP sans préjudice des clauses contractuelles régissant au titre du code civil, du code du commerce et des autres codes éventuellement concernés, la répartition ultérieure interne des frais engagés entre cette société et d'autres tiers.

2.1 ZONES AYANT VOCATION A ACCUEILLIR DES BASSINS D'EAUX PLUVIALES

L'emplacement des bassins d'eaux pluviales du futur dépôt de bus de Langlade est défini sur le plan n° 3 joint au présent arrêté, sur une zone exempte de pollution métallique. La cote inférieure des bassins est fixée à 141 m NGF. Un contrôle du fond de fouille et des parois sera réalisé pour vérifier les objectifs fixés à l'article 4 du présent arrêté. Ces résultats doivent figurer dans le rapport final de réhabilitation du site.

Les matériaux utilisés doivent tenir compte de l'agressivité du sol vis à vis des bétons et être compatibles avec les sulfates et l'ammonium susceptibles d'être présents dans les sols et les eaux. Des précautions particulières doivent être prises : respect de la norme AFNOR P18-011 relative à la classification des environnements agressifs pour les bétons et de la norme A05-251 relative à l'évaluation de la corrosivité vis à vis des ouvrages en acier enterrés ou tous textes s'y substituant.

2.2 ZONES AYANT VOCATION A ACCUEILLIR LES OUVRAGES DE VOIRIES ET DE PARKINGS

Les zones qui répondent à ce critère sont définies sur un plan n° 3 joint au présent arrêté et représentent 69481 mètres carrés. On distinguera les voiries destinées aux bus et celles destinées aux véhicules légers. Les aménagements des voiries ont pour objectif de garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes pour les modalités d'utilisation visées à l'article 2, alinéa 12 (des ouvrages de voiries et de parkings) du présent arrêté.

Le profil des voiries pour les bus en circulation et des zones de stationnement des bus sera constitué au minimum du bas vers le haut :

- d'un enrobé à module élevé d'épaisseur minimale de 15 cm,
- d'un enrobé d'épaisseur minimale de 6 cm.

Le profil des zones de stationnement des véhicules légers sera constitué au minimum du bas vers le haut :

- d'une couche de forme d'épaisseur minimale de 25 cm de graves non traitées et de matériaux inertes concassés rapportés de l'extérieur répondant aux règles de l'art,
- d'un enrobé d'épaisseur minimale de 5 cm.

L'intégrité physique des recouvrements à long terme devra être vérifiée régulièrement. Le CIOEP doit, dans une procédure écrite, lister la nature, la fréquence, les modalités du contrôle. Les procès-verbaux de contrôle doivent être consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3 ZONES AVANT VOCATION A ACCUEILLIR DES ESPACES VERTS PRIVATIFS

Les zones qui répondent à ce critère sont définies sur le plan n° 3 joint au présent arrêté et représentent globalement 19619 m². Les aménagements des espaces verts ont pour objectif de garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes pour les modalités d'utilisation visées à l'article 2, alinéa 13 (des espaces privés) du présent arrêté.

Ils comprennent à partir du terrain naturel du bas vers le haut d'un minimum :

- un dispositif grillagé avertisseur s'ils ne sont pas implantés sur une dalle en béton ou des anciennes structures du type enrobés ou s'ils sont implantés sur une zone présentant des sols chargés en métaux à des teneurs supérieures au fond géochimique en profondeur,
- une couche de terres végétales d'une épaisseur minimale de 30 cm permettant la revegetalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Les zones vertes implantées sur une ancienne dalle en béton ou une ancienne structure du type enrobés seront repérées sur le plan joint avec le rapport de synthèse final.

Lors de la mise en place de végétaux afin de créer des plantations d'alignements dans des sols dont la profondeur investirait le terrain originel, les précautions suivantes sont prises selon la chronologie suivante :

- réalisation de tranchées continues, excavation complète de la couche polluée en profondeur dans les sols en place et évacuation dans des filières autorisées,
- vérification que la teneur résiduelle en métaux des sols en fond de fouille est voisine du fond géochimique local,
- mise en place d'un géotextile sur les parois de l'excavation sur une profondeur minimale de 1,5 m,
- plantation des arbres,
- comblement de la tranchée de plantation par de la terre végétale d'origine hors site,
- mise en place d'une couche de terre d'une épaisseur minimale de 30 cm en surface permettant la revegetalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Lors de la mise en place de végétaux en dehors des plantations d'alignements, par création de poquets de plantation dont la profondeur investirait le terrain originel en profondeur, les précautions suivantes sont prises selon la chronologie suivante :

- extraction des sols en place jusqu'à 1,5 m de profondeur et évacuation dans des filières autorisées,
- plantation des arbres en poquet,
- mise en place d'un géotextile sur les parois de l'excavation,
- comblement du poquet de plantation par de la terre végétale d'origine hors site,
- mise en place d'un dispositif grillagé avertisseur,
- mise en place d'une couche de terre d'une épaisseur minimale de 30 cm permettant la revegetalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Les arbres fruitiers ou à baies sont interdits.

En cas de création d'un sentier piétonnier dans les espaces ouverts, celui-ci doit être réalisé au-dessus de la couche de terres rapportées.

Lors du remplacement des végétaux ou lors des travaux d'entretien, des précautions décrites dans une consigne écrite doivent être rappelées au personnel intervenant vis à vis de l'état du sous-sol. La création de tout nouvel espace vert sur l'ensemble du site devra respecter les modalités décrites ci-dessus.

2.4 ZONES AVANT VOCATION A ACCUEILLIR DES RESEAUX

Les différents réseaux doivent être implantés sur des zones respectant les objectifs de réhabilitation figurant à l'article 4 du présent arrêté. De plus, après mise en place des réseaux, une des structures définie aux articles 2.2 à 2.3 ci-dessus doit être ajoutée pour garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes selon les modalités d'utilisation visées à l'article 2, alinéa 14 (des réseaux) du présent arrêté.

Des contrôles de fond de fouille et des parois seront réalisés régulièrement sur le tracé des réseaux pour vérifier le respect des paramètres fixés à l'article 4 du présent arrêté. Ces résultats doivent figurer dans le rapport final de réhabilitation du site.

La surveillance de l'intégrité de la couverture est vérifiée périodiquement afin de garantir à long terme l'absence de risques pour les populations présentes selon les modalités d'utilisation visées à l'article 2, alinéa 14 (des réseaux) du présent arrêté. Les modalités de surveillance sont fixées dans une consigne tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les procès-verbaux de contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 - PHASES TRAVAUX

3.1 MISE EN SECURITE DU CHANTIER

Afin d'en interdire l'accès, les terrains en cours de réhabilitation ou de construction doivent être efficacement clôturés sur 2 mètres de hauteur. L'interdiction de pénétrer pour toute personne non habilitée est affichée de manière visible. Toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'activité.

Un gardiennage sera mis en place pour contrôler les accès pendant les heures d'ouverture du chantier. Les accès seront limités aux seules personnes chargées de la surveillance et de l'exécution des travaux de réhabilitation. En dehors des heures d'exploitation, les grilles d'accès doivent être fermées et des rondes de surveillance du chantier seront assurées.

Les terrains non dépollués doivent être interdits d'accès à toute personne étrangère au chantier de réhabilitation tant que les travaux de dépollution mentionnés au présent arrêté ne sont pas achevés.

La construction des aménagements prévus dans le cadre de dépôt de bus de Langlade ne pourra débuter qu'après achèvement des travaux de dépollution. Toutefois, dans le cas où certains travaux de construction – notamment les voiries et réseaux divers – doivent être réalisés de manière concomitantes avec les travaux de réhabilitation, l'exploitant est tenu d'appliquer les dispositions de l'article 3.3, alinéa 3 ci-après.

3.2. DESTRUCTION DES DALLES DES ANCIENS BATIMENTS, MATERIELS PRESENTS ET VOIRIES - VALORISATION DES MATERIAUX DE DEMOLITION

3.2.1 Principes

Les anciennes canalisations (réseaux d'égouts, etc.) et les cavités souterraines présentes sur le site (de type regards, fosses, rétentions, etc.) doivent être *a minima* curées et nettoyées. Sur les emplacements des zones constructibles, toutes les canalisations enterrées, les cavités souterraines, etc. présentes sur le terrain, devront être de plus enlevées si la stabilité de l'ouvrage ne peut être garantie.

3.2.3 Utilisation des matériaux de démolition

Les matériaux de démolition considérés comme inertes au sens du paragraphe précédent peuvent être concassés dans une installation implantée temporairement sur le site. Ces matériaux de granulométrie 0/80 mm peuvent être utilisés après déferailage et concassage :

- pour le remblaiement des zones de pollution excavées lors des travaux de dépollution,
- comme matériaux inertes pour remblayer des tranchées,
- et sous réserve qu'ils soient recouverts d'une des structures citées aux articles 2.2à 2.4.

De plus, le CIGEP doit justifier de l'absence de matériaux à base d'amiante dans les remblais existants laissés en place sur le site.

3.2.4 Contraintes de réutilisation

Les matériaux de démolition ne répondant pas aux caractéristiques du § 0 doivent être évacués dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

3.3 NUISANCES ET RISQUES

3.3.1 Prescriptions générales d'hygiène et de sécurité

Le chantier de réhabilitation doit disposer des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Les travaux de réhabilitation ne doivent pas générer de pollution des sols, d'incendie, d'odeurs, d'émission de poussières, de gênes ou de nuisances pour les populations riveraines.

Des dispositions seront prévues pour limiter les envois de poussières en cas de fort vent. (arrosage, couverture, etc.).

Les opérations de chantier et l'entreposage et la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à ces opérations (notamment les opérations de ravitaillement des engins de chantier) s'effectuent dans des conditions prévenant les risques de pollution des eaux.

Tout projet de modification du chantier ou de son mode d'exploitation doit, avant sa réalisation, être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

3.3.2 Tri et stockage provisoire

Le stockage des terres et matériaux issus des chantiers sur le site ne doit pas excéder 6 mois à compter de leur excavation. Le traitement ultérieur de ces terres peut être réalisé sur site en respectant la réglementation des installations classées. Le devenir des terres traitées pouvant rester sur le site doit être défini précisément.

Les matériaux et terres pollués qui sont excavés doivent être triés par catégorie de façon à éviter le mélange avec des matériaux propres. L'échantillonnage des terres excavées lors des travaux de réhabilitation doit être représentatif. Une aire de tri et de stockage temporaire des terres et des matériaux de démolition doit être créée. La zone est constituée d'aires spécifiques à chaque nature de polluant, implantées sur une surface étanche, en rétention et permettant de recueillir et traiter les eaux météoriques conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Un récapitulatif des travaux de destruction des ouvrages cités ci-dessus et des filières utilisées pour l'évacuation des matériaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces éléments doivent être intégrés dans le rapport final d'achèvement des travaux prévu ci-après.

Les enrobés bitumineux contenant du goudron ne peuvent être valorisés sur site que s'ils respectent les seuils fixés à l'article 3.2.2 du présent arrêté.

Préalablement à toute nouvelle construction ou nouvelles voiries dans un secteur identifié comme suspect dans l'étude historique du site, une recherche magnétométrique doit être menée pour vérifier l'absence d'objets pyrotechniques (bombes, etc). Si cette recherche est positive, des mesures de prévention doivent être prévues dans un permis de travail et/ou de fouille.

3.2.2 Valeurs limites

Les matériaux de démolition ne peuvent être valorisés sur le site que s'ils respectent les valeurs limites suivantes :

| Paramètres pris en compte | Sur éluats (Norme X 30 402-2) | Sur déchet brut | Seuils |
|---------------------------|-------------------------------|-----------------|--------------------------|
| Fraction soluble | X | | < 5000 mg/kg |
| COT | X | | < 500 mg/kg |
| Cr total | X | | < 0.5 mg/kg |
| Pb | X | X < 8200 mg/kg | < 0.5 mg/kg |
| Zn | X | | < 4 mg/kg |
| Cd | X | | < 0.04 mg/kg |
| Ni | X | | < 0.4 mg/kg |
| As | X | X < 145 mg/kg | < 0.5 mg/kg sur lixiviat |
| Hg | X | | < 0.01 mg/kg |
| Ba | X | | < 20 mg/kg |
| Cu | X | | < 2 mg/kg |
| Mo | X | | < 0.5 mg/kg |
| Sb | X | | < 0.06 mg/kg |
| Se | X | | < 0.1 mg/kg |
| Indice phénol | X | | < 1 mg/kg |
| Sulfates | X | | < 1 000mg/kg |
| Chlorures | X | | < 800 mg/kg |
| Fluorures | X | | < 10 mg/kg |
| COT | | X | < 30 000 mg/kg |
| HAP | | X | < 50 mg/kg |
| Hydrocarbures (C10-C40) | | X | < 500 mg/kg |
| BTEX (somme) | | X | < 6 mg/kg |
| Benzène | | X | |
| Toluène | | X | |
| Ethylbenzène | | X | |
| xyènes totaux | | X | |
| Styrène | | X | |
| PCB-PCT | | X | < 1 mg/kg |

Les bétons de démolition doivent être analysés à raison d'une analyse a minima par 1500 m3 pour les bétons de superstructures et par 500 m³ pour les bétons en contact avec le sol.

3.3.3 Gestion des incidents

Lors des travaux de réhabilitation du site, il appartient au syndicat mixte de transport en commun TISSBO-SMTC en cas de découverte de nouveaux produits ou déchets non identifiés dans l'évaluation détaillée des risques du site, mais susceptibles, en revanche, de présenter des risques ou des nuisances pour l'environnement de prendre toutes dispositions appropriées pour les supprimer ou les limiter. Une information systématique de l'inspection des installations classées doit être faite dans les meilleurs délais.

Le CIGEP doit prendre toute disposition pour éviter lors des travaux de réhabilitation, la survenue d'incident pouvant être lié au contact cutané, à l'inhalation ou à l'ingestion de poussières ou de terres provenant des pollutions historiques identifiées lors de l'évaluation détaillée des risques.

Si des travaux de réhabilitation sont concomitants avec des travaux de construction, ils ne doivent pas entraîner de risques pour le personnel présent sur les différents chantiers. Pour cela, des dispositions spécifiques doivent être établies dans une consigne écrite et mises en œuvre sur le terrain.

Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de dépollution et susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

ARTICLE 4 - TRAITEMENT DES ZONES POLLUEES IDENTIFIEES DANS L'EDR ET GESTION DES TERRES ISSUES DES TRAVAUX

Après démantèlement des structures visées au § 3.2, les zones de pollution identifiées dans la stratégie de réhabilitation du site doivent être traitées selon les modalités suivantes :

- Inertage, dégazage puis excavation de toutes les cuves enterrées et des distributeurs de carburant laissés par l'ancien dépôt de carburant ainsi que les anciennes cuves enterrées d'huiles. Toute découverte d'anciennes fosses de stockage de carburants ou d'huiles sur le site doit impérativement être excavée et éliminée conformément à la réglementation.
- Extraction et traitement des terres souillées en hydrocarbures totaux à proximité des anciennes cuves de stockage de carburant jusqu'à l'obtention d'une teneur inférieure à 500 mg/kg,
- Extraction et élimination, dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées, des terres polluées à une teneur en arsenic supérieure à 145 mg/kg et non recouvertes par l'un des dispositifs prévus précédemment aux articles 2.2 à 2.3.
- Les remblais de type mâchefers et sables identifiées visuellement rencontrés au cours des travaux de réhabilitation devront être découpés sélectivement et caractérisés selon les critères fixés au tableau de l'article 3.2.2. puis traités dans des filières autorisées.
- Excavation et élimination dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées des terres issues de la réalisation des tranchées des futurs réseaux si la teneur en arsenic est supérieure à 145 mg/kg.

De plus, les trois zones référencées sur le plan n° 4 joint au présent arrêté font l'objet du traitement suivant :

- Extraction des terres polluées en arsenic et en plomb sur une profondeur minimale de 60 cm,
- Remblaiement avec des matériaux répondant aux critères de l'article 0 du présent arrêté sur 40 cm d'épaisseur,
- Remblaiement avec des matériaux inertes concassés rapportés de l'extérieur sur *a minima* 20 cm d'épaisseur,
- Mise en place d'une des structures définies aux articles 2.2 à 2.3..

Lors des travaux de démolition et de réhabilitation du site, le CIGEP en cas de découvertes de nouvelles zones susceptibles d'être polluées doit procéder à de nouveaux prélèvements et analyses en vue de délimiter la nature et l'extension géographique de ces zones. Ces zones doivent être traitées comme celles identifiées ci-dessus. Une information systématique de l'inspection des installations classées doit être faite dans les meilleurs délais et cette découverte doit figurer dans le rapport final de réhabilitation visé ci-après.

ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VALORISATION OU D'ELIMINATION DES DECHETS, DES MATERIAUX DE DEMOLITION, DES TERRES POLLUEES ET DES BOUES DE CURAGE

5.1 TRACABILITE

Le CIGEP tient, pour chaque matériau (déchet, matériau de démolition, terres polluées, boues de curage des égouts) un dossier contenant :

- la fiche d'identification du matériau considéré comportant notamment :
 - le code du matériau selon la nomenclature déchets,
 - ses caractéristiques physiques et chimiques,
 - son mode de conditionnement,
 - le traitement d'élimination prévu,
 - les risques présents par ce matériau,
 - les réactions possibles du matériau au contact d'autres matières,
 - les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.
- les résultats des analyses effectuées sur le matériau considéré,
- les bordereaux de suivi de déchets renseignés par les centres éliminateurs.

Un dossier spécifique précisant la quantité et les modalités d'élimination doit être constitué pour les matériaux ayant contenu de l'amiante. Le CIGEP doit être en mesure d'attester de leur élimination pour l'ensemble du site conformément aux règles en vigueur : fibrociment, joints, tresses, calorifuges, etc.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, etc.) et conservé par l'exploitant :

- code du matériau selon la nomenclature déchets,
- dénomination du matériau considéré,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du matériau (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La production des déchets, des matériaux de démolition, des terres polluées et des boues de curage des égouts dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'une déclaration semestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspection des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5.2. CONTROLE QUALITE

Les modalités de réhabilitation du site en fonction des usages précités font l'objet d'un plan d'assurance qualité tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend *a minima* :

- un descriptif des travaux de réhabilitation à effectuer (quantification des zones à traiter, excavation des zones à traiter, modalités de contrôle et de stockage des matériaux extraits, devenir de ces matériaux),
- un descriptif des travaux à réaliser sur le réseau d'égouts et les cavités (volume à évacuer, etc.),
- les modalités prévues pour empêcher ou limiter les envois de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs, de fumées,
- les modalités prévues pour empêcher les pollutions accidentelles des eaux superficielles et souterraines,
- les modalités de contrôle envisagé pour vérifier le taux de contamination résiduelle des terres et des matériaux valorisés sur le site (contrôles réalisés par le CIGEP et par un organisme compétent),
- les modalités de contrôle du respect des contraintes de réhabilitation selon les usages définis.

Une convention doit être établie entre le CIGEP et un organisme indépendant afin que ce dernier effectue de manière inopinée et sur demande de l'inspection des installations classées, des analyses sur la contamination résiduelle des sols en fonction de l'usage prévu et des aménagements réalisés.

Les modalités techniques sont précisées dans cette convention (type d'analyses selon la nature du matériau à analyser, etc.). Cette convention doit être adressée à l'inspection des installations classées **avant le démarrage des travaux de réhabilitation**.

5.3 SUIVI DU CHANTIER

5.3.1 Registre

Un registre des travaux de réhabilitation sera ouvert, dans lequel seront consignées journalièrement, avec une précision suffisante, la nature des travaux, les actions de contrôle réalisées ainsi que toutes informations relatives à la sécurité ou aux événements pouvant porter atteinte à la protection de l'environnement.

La nature et les quantités de déchets éliminés hors du site y seront mentionnées, avec l'indication de l'installation d'élimination

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.3.2 Rapport de synthèse

A l'issue de la dépollution et de la réhabilitation finale du site, un rapport de synthèse doit être établi au plus tard **un mois** après la fin des travaux et remis au préfet en 4 exemplaires. Il doit comprendre au minimum :

- les travaux de dépollution réalisés accompagnés de photographies et d'une estimation chiffrée du coût global des opérations,
- l'estimation quantitative et qualitative des matériaux inertes valorisés sur le site et des dispositifs de recouvrement mis en place,
- le bilan du contrôle d'assurance qualité, en particulier les quantités de matériaux ou d'effluents évacués hors du site avec leurs filières d'élimination, une synthèse des analyses et des contrôles réalisés,
- le rapport des actions de surveillance réalisées par l'assistance à maître d'ouvrage,
- les bilans quantitatifs et qualitatifs des déchets et des terres polluées traitées à l'extérieur de l'établissement,
- les modalités de curage et de nettoyage du réseau d'égouts de l'ensemble du site,
- un plan topographique du site dressé par un géomètre expert faisant apparaître le contour exact des zones réaménagées et les emplacements des dispositifs de recouvrement,
- une cartographie en trois dimensions présentant les zones laissées en place avec un recouvrement et présentant une teneur supérieure à 145 mg/kg en arsenic,
- un bilan de la surveillance des eaux souterraines,
- un bilan des éventuels incidents survenus lors du chantier.

ARTICLE 6 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Un réseau de contrôle et de suivi des eaux souterraines est mis en place. Il est constitué conformément au plan n° 5 annexé au présent arrêté de 6 points de contrôle :

- un réseau de 2 piézomètres destiné à la surveillance de l'amont hydrogéologique du site,
- un réseau de 4 piézomètres destiné à la surveillance de la qualité des eaux souterraines en aval du site.

L'annexe 1 au présent arrêté établit la liste des piézomètres et précise les paramètres à analyser pour chacun desdits piézomètres.

Le sens d'écoulement de la nappe souterraine est mentionné sur le plan précité et doit figurer sur chaque rapport de synthèse présentant les résultats des campagnes de contrôle et de suivi.

Le CIGEP doit dans un **délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, fournir à l'inspection des installations classées, pour chacun des points du dispositif de contrôle et de suivi, ses caractéristiques techniques et notamment coordonnées (X, Y et Z) exprimées dans le système de coordonnées Lambert utilisé pour le secteur d'implantation ; l'altitude (Z) est ramenée au référentiel NGF. A cet effet, il est procédé au nivellement préalable des points de contrôle.

Les prélèvements sont réalisés semestriellement sur chaque piézomètre une campagne de prélèvements lors d'une période de hautes eaux et une autre en période de basses eaux.

Au vu des résultats, la périodicité de ces analyses, les substances et le nombre de piézomètres concernés par la campagne de surveillance pourront être revus à l'issue d'une première période de **deux ans minimum**.

Les prélèvements sont effectués par un organisme indépendant du CIGEP. Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des rapports d'analyses. Ces résultats sont assortis :

- des hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF),
- de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons,
- pour chacun des paramètres analysés, de l'indication de la norme en vigueur utilisée, qui doit être conforme à une norme EN, ISO ou NF,
- pour chacun des paramètres analysés, d'une comparaison des valeurs des différents paramètres aux résultats des campagnes précédentes et aux valeurs limites réglementaires.

Si les résultats des analyses mettent en évidence une détérioration de la qualité des eaux souterraines, le CIGEP doit proposer des mesures correctives à engager pour limiter, voire supprimer cette dérive.

ARTICLE 7 - SERVITUDES

Afin d'assurer dans le temps la compatibilité entre l'usage industriel tel que défini à l'article 2, alinéa 1^{er} du présent arrêté et les travaux de réhabilitation prescrits dans le cadre du présent arrêté ainsi que de préserver les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement doivent être instituées.

Pour ce faire, le CIGEP doit élaborer un dossier de demande d'institution de servitudes qui doit être adressé au préfet avant le 30 juin 2007. *A minima*, ce dossier comportera :

- un résumé de l'historique du site, des résultats du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques,
- les objectifs de réhabilitation des terrains,
- l'identification des propriétaires des terrains à court et moyen terme,
- les plans parcellaires des différents secteurs selon les usages considérés,
- la justification du périmètre d'intervention d'utilisation des eaux souterraines,
- les objectifs de l'institution de servitudes,
- les critères ayant présidé à la définition des servitudes,
- la définition des servitudes (sois, eaux souterraines),
- un ou plusieurs plans sur lesquels seront reportées les servitudes,
- les modalités de surveillance des recouvrements mis en place selon les usages,
- les modalités de surveillance à long terme mises en place pour garantir la pérennité des servitudes (entretien, clôture, vérification des dispositifs de recouvrement, accès au dispositif de surveillance des eaux souterraines, etc.).

ARTICLE 8. Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles la réhabilitation du site est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du CIGEP.

ARTICLE 9. Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de TOULOUSE (Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs) ainsi que dans les mairies de PECHBUSQUE, PORTEIL-SUR-GARONNE, RAMONVILLE-SAINT-AGNE et VIEILLE-TOULOUSE pour y être consultée par tout intéressé.

ARTICLE 10. Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de le consulter sur place. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11. Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 12 - Délai et voie de recours.

La CIGEP ou son représentant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 13.

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Maire de TOULOUSE,
Le Directeur régional de l'Industrie de la recherche et de l'environnement
inspecteur des installations classées,
Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation
Professionnelle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. A

Toulouse, le 30 JAN. 2006
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Haute-Garonne
Hervé SADOUL

La présente décision peut être déferée à la juridiction administrative par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.



Liste des plans et annexe :

Plan n° 1 : Plan de situation des parcelles objet d'une déclaration de cessation d'activité au titre de la législation sur les installations classées

Plan n° 2 : Plan présentant le futur dépôt de bus de L'ANGLADE

Plan n° 3 : Plan présentant l'emplacement des aménagements du projet : bâtiments et utilités, bassin d'eaux pluviales du futur dépôt de bus de Langlade, voisines, parkings et des espaces verts.

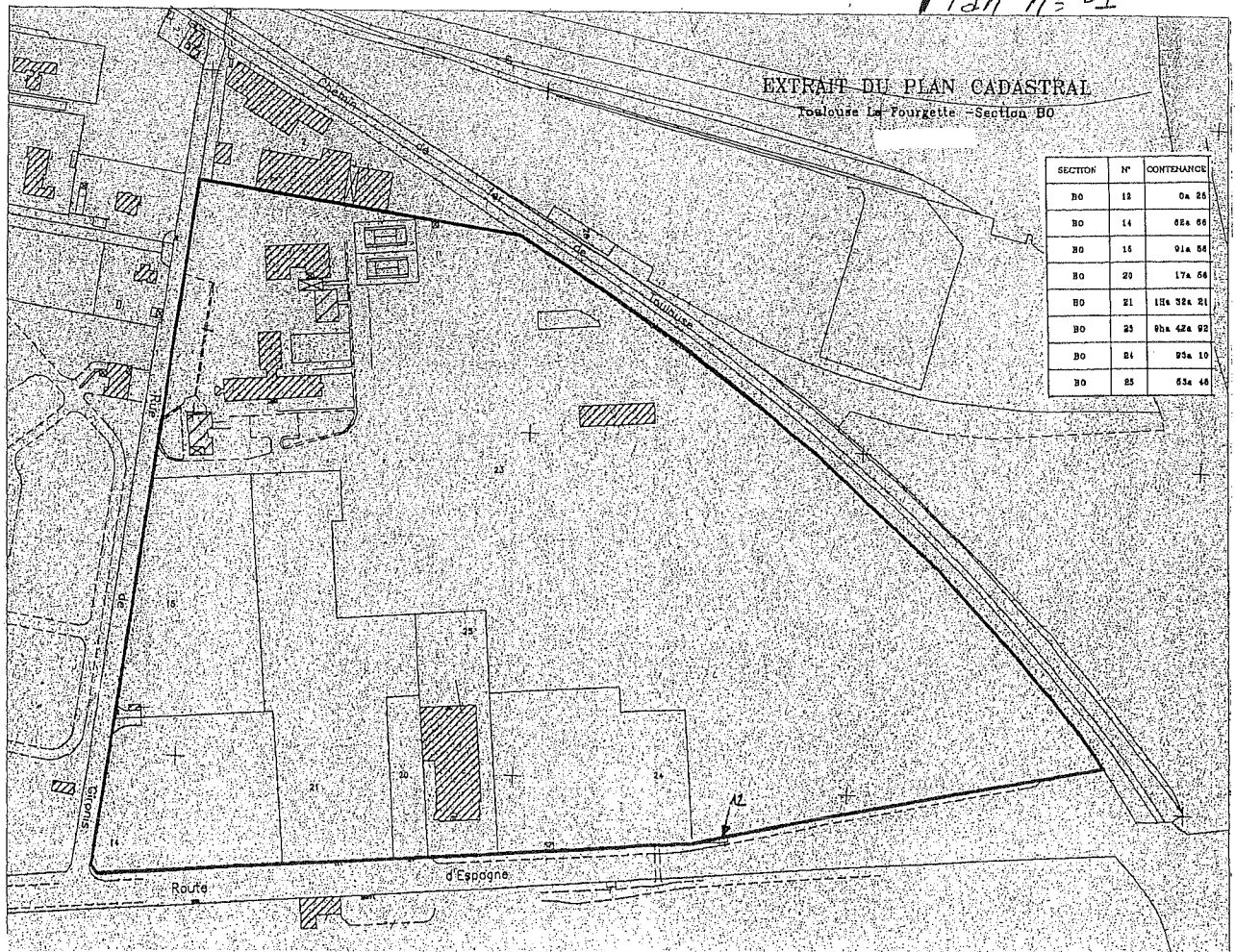
Plan n° 4 : Plan présentant trois zones polluées en métaux au niveau de la couche superficielle des sols

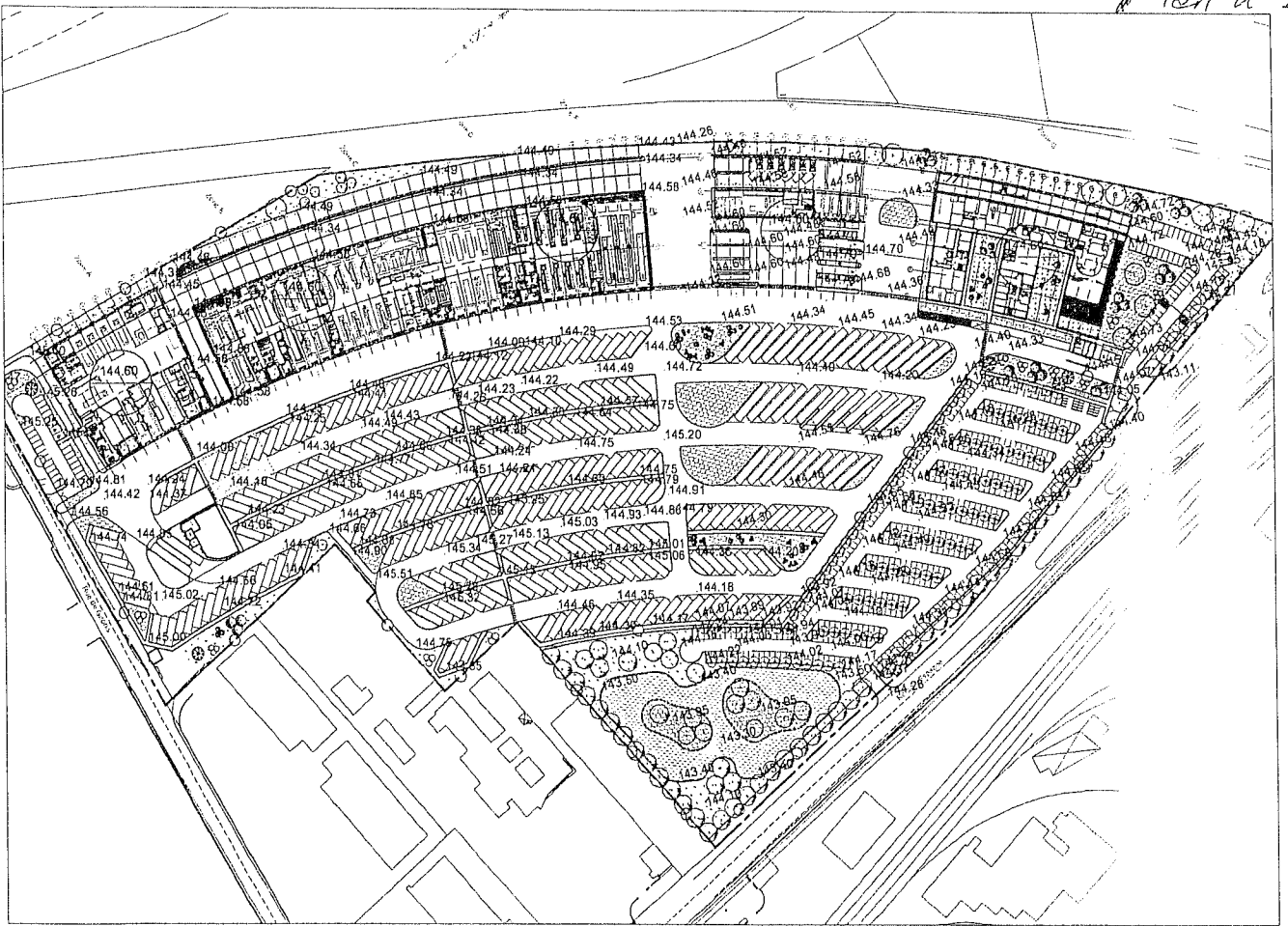
Plan n° 5 : Localisation du réseau de surveillance des eaux souterraines

Annexe 1 : Substances à analyser dans les eaux souterraines

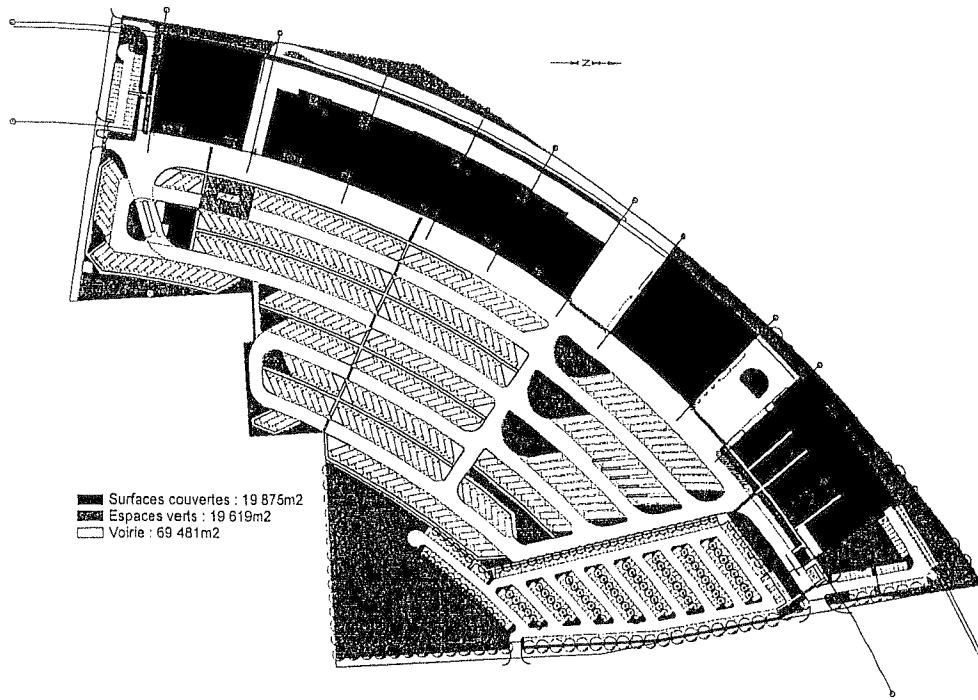
| Dénomination Piézomètres | Critères de potabilité | | Amont | | | Aval | | |
|------------------------------|---------------------------|---|-------|---|---|------|---|---|
| | 1 | 3 | 5 | 2 | 4 | 6 | | |
| Paramètres | | | | | | | | |
| Oxygène dissous | | X | X | | X | X | X | X |
| Eh | | X | X | | X | X | X | X |
| Température | | X | X | | X | X | X | X |
| pH | | X | X | | X | X | X | X |
| conductivité | | X | X | | X | X | X | X |
| Niveau d'eau | | X | X | | X | X | X | X |
| NO ₃ ⁻ | 50 mg/l | X | X | | X | X | X | X |
| NH ₄ ⁺ | 100 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| NO ₂ ⁻ | 0,5 mg/l | X | X | | X | X | X | X |
| Arsenic | 10 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| Plomb | 25 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| Mercur | 1 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| Cadmium | 5 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| Chrom | 50 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| Nickel | 20 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| Cuivre | 2 mg/l | X | X | | X | X | X | X |
| HCT (IR) | 10 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| HAP totaux | 0,1 µg/l | X | X | | X | X | X | X |
| COHV | | X | X | | X | X | X | X |

Plan n° 1

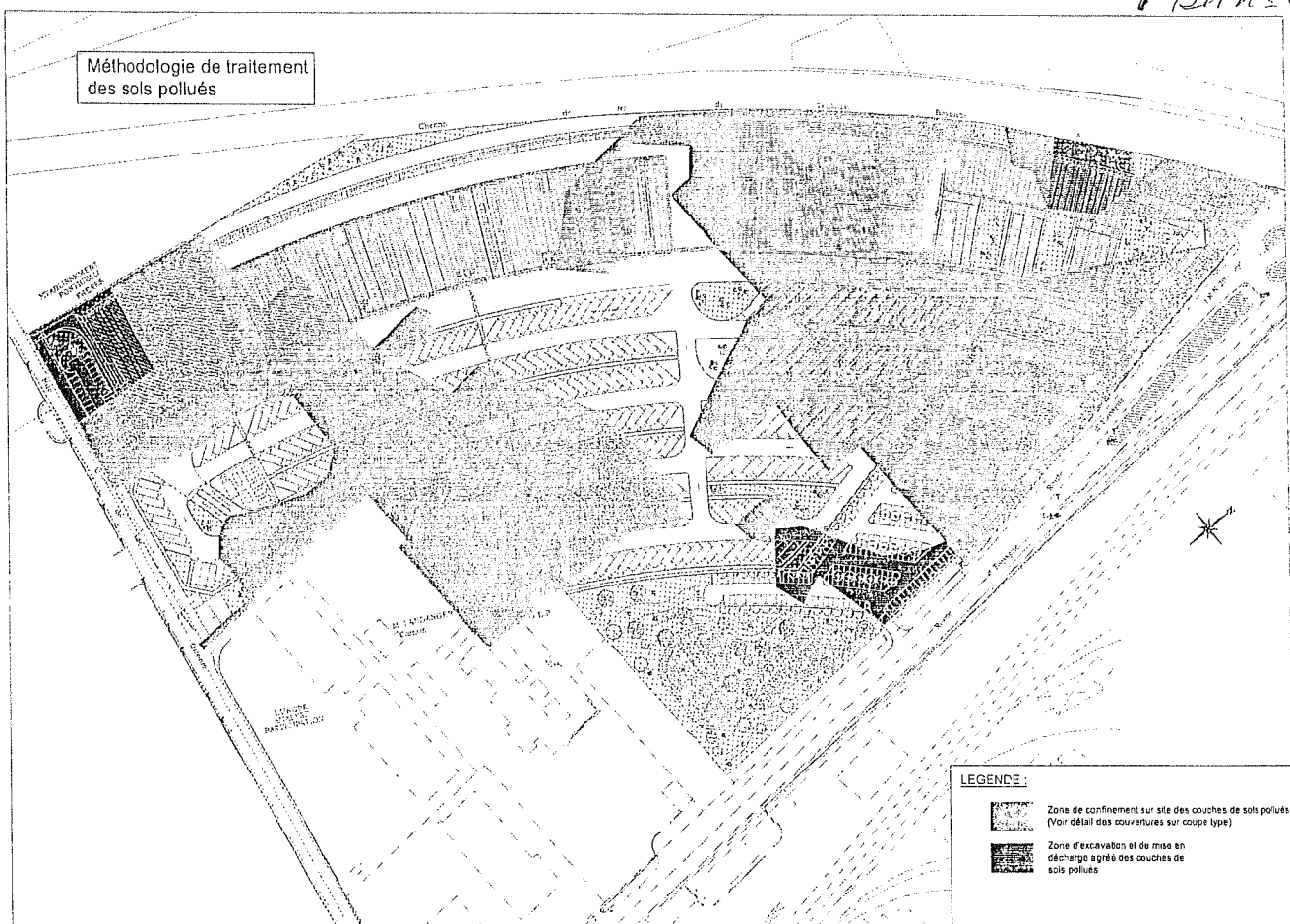




Plan n° 3



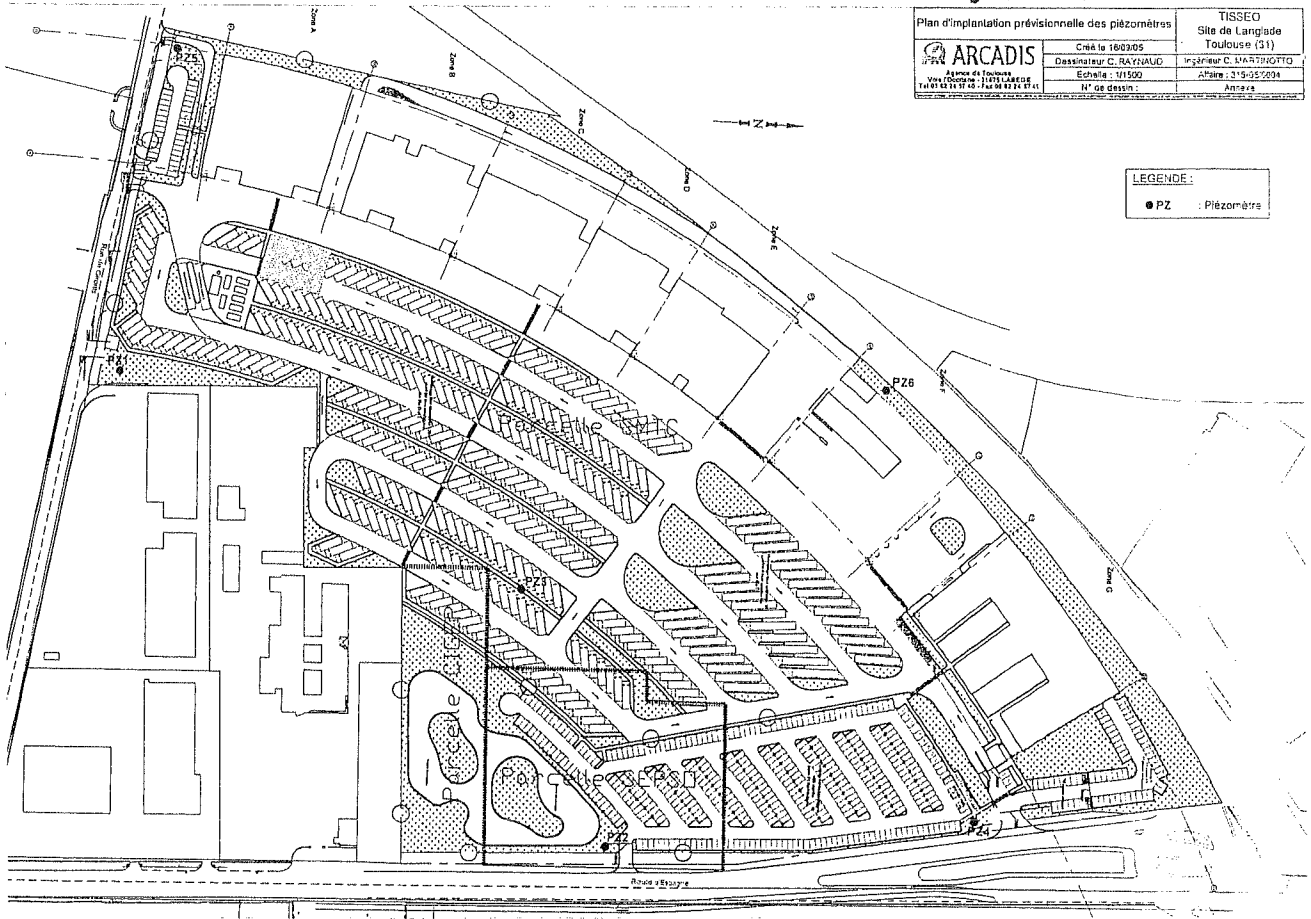
Méthodologie de traitement
des sols pollués



Plan n°5

| Plan d'implantation prévisionnelle des piézomètres | | TISSEO |
|---|--|---|
| ARCADIS | | Site de Langlade Toulouse (31) |
| Agence de Toulouse Voie d'accès : 11011 LANGE Tél : 05 61 11 11 11 - Fax : 05 61 11 11 11 | | Créé le 16/03/05 Dessiné par C. RAYNAUD Echelle : 1/1500 N° de dessin : ARS-14 |
| | | Ingénieur C. MARTINOTTO Altitude : 315452204 ARS-14 |

| LEGENDE : | |
|-----------|---------------|
| ● PZ | : Piézomètres |





PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERCOMMUNALES

Bureau de l'Environnement
et du Développement
Rural (DANCARD-SYNDICAT
Circulaire n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiée ;

N° 010

Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la
cessation totale d'activité et à la réhabilitation
du site du syndicat mixte des transports en
commun de l'agglomération toulousaine
TISSEO-SMTC (ancien site SEMVAT)
route d'Espagne à TOULOUSE

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations
classées ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19
juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi
qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de
l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du
2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création
de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à
L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature
annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu la circulaire du ministre de l'environnement du 3 avril 1996 relative à la réalisation de
diagnostics initiaux et à l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité ;

Vu la circulaire du ministre de l'environnement du 7 juin 1996 relative à la procédure
administrative et juridique applicable en matière de réhabilitation de sites pollués ;

Vu la circulaire de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du
10 décembre 1999 relative aux principes de fixation des objectifs de réhabilitation des sites et
sols pollués ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1976 réglementant la totalité des activités de la société
SEMVAT, exploitant du réseau de bus pour le compte du syndicat mixte des transports en
commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC ;

Vu la lettre du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine
TISSEO-SMTC adressée au préfet de la Haute-Garonne le 29 septembre 2005 déclarant
repandre à son compte le dossier de cessation d'activité déposé le 22 juillet 2005 par la
société CONNEX, exploitante du réseau de bus de l'agglomération toulousaine pour le
compte du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-
SMTC ;

Vu l'étude historique de recherche de pollution établie par le cabinet ARCADIS sous le
n° 315.03.0051.E.1.A datée du 08/12/03 ;

Vu le diagnostic approfondi établi par le cabinet ARCADIS sous le n° 315.04.0024.E.1.A et
daté du 05/08/04 ;

Vu l'évaluation détaillée des risques établie par le cabinet ARCADIS sous le n° 315.05.004.E.
datée du 08/09/05, version C référence n° 23C04.0610.E.01.C ;

Vu le projet de reconversion du site repris dans l'évaluation détaillée des risques, en
particulier l'implantation d'un dépôt de bus par le syndicat mixte des transports en commun
de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC ;

Vu l'étude détaillée des risques commune aux parcelles dénommées « SEPSE », « SMTC » et
« CIGEP », établie le 15 septembre 2005 par le cabinet ARCADIS sous le
n° 23C04.0610.E.01.C définissant la stratégie de réhabilitation du site de Langlade et portant
l'avant projet détaillé de sécurisation et réhabilitation dudit site, transmise à l'inspection des
installations classées le 16 septembre 2005 ;

Vu les documents définissant la stratégie de réhabilitation du site transmis à l'inspection des
installations classées les 1^{er} et 27 septembre 2005 constitués de l'avant projet détaillé de
sécurisation et réhabilitation du site de Langlade englobant les parcelles objet du présent
arrêté ;

Vu les avis du maire de Toulouse des 6 septembre et 18 novembre 2005 ;

Vu les avis de l'inspection des installations classées des 30 septembre et 19 décembre 2005 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 18 octobre 2005 ;

Attendu que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du syndicat mixte des transports en
commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC ;

Considérant que les activités exercées sur le site susvisé sont susceptibles d'avoir été à
l'origine de pollutions ponctuelles ou diffuses des sols qu'il convenait d'identifier pour
préserver les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le diagnostic approfondi et l'évaluation détaillée des risques ont permis
d'apprécier la nature, la répartition et les teneurs en composés liés aux activités industrielles
dans les sols et dans les eaux ainsi que les risques susceptibles d'être générés par ces
substances sur la santé humaine et sur les eaux ;

Pièce n° 5

Considérant que suite à la déclaration de cessation d'activité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC et aux conclusions de l'évaluation détaillée des risques, il est nécessaire de prescrire des travaux de remise en état du site de manière à ce que les terrains, une fois réhabilités, soient adaptés aux usages définis dans le projet de reconversion du site et que les sols ne présentent plus aucun des dangers ou inconvénients visés à l'article L. 5111-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient également de surveiller la qualité des eaux souterraines circulant sous le site exploité précédemment par le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC, route d'Espagne à Toulouse et d'interdire leur utilisation au droit du site ;

Considérant que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L. 5111-1 du code de l'environnement compte tenu des connaissances actuelles,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

ARTICLE 1 - CESSATION D'ACTIVITES

Le présent arrêté prend acte de la cessation définitive d'activité du site du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC sur les parcelles référencées au cadastre sous les références La Fourquette 840 section BO n° 12 et 23, au lieu-dit « Langlade ».

Les terrains figurant sur le plan n° 1 annexé au présent arrêté sont réhabilités de façon telle que les intérêts mentionnés à l'article L 5111.1 du code de l'environnement soient préservés. Les terrains représentent une superficie de 9,43 ha. Cette réhabilitation doit être effectuée conformément aux dispositions décrites dans les articles 2 à 5, avec pour objectif que les travaux soient achevés **au plus tard un an** après la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 - PROJET DE REHABILITATION

Le projet de réhabilitation du site est défini sur la base d'une utilisation des terrains pour un usage industriel uniquement.

La remise en état du site consiste à accueillir à terme un dépôt de bus dans un environnement boisé et paysager. Les terrains réaménagés doivent respecter les cotes altimétriques figurant dans le plan n° 2 présentant le futur dépôt de bus de LANGLADE .

Le projet d'urbanisation du futur dépôt de bus de LANGLADE qui intègre les parcelles dites « SEPPO » et CIGEP comprend :

- des zones constructibles destinées à recevoir de l'activité économique à caractère industriel et des locaux annexes liés à ces activités
- des dessertes par voiries internes et des parkings,
- des zones d'espaces verts,
- des réseaux aériens et enterrés de gaz naturel et des réseaux enterrés d'eau, d'électricité et de télécommunications,
- un bassin d'eaux pluviales étanche.

Les constructions à usage d'habitation, même celles qui seraient liées aux activités du lotissement (logements de fonction ou de gardiennage), sont interdites.

Dans le cadre de l'usage industriel ci-dessus défini, le projet de réhabilitation décrit sur le plan n° 3 prend en compte les différentes modalités d'utilisation du site SEPPO, déterminés en fonction des ouvrages et des aménagements ci-après :

- ✓ des bâtiments qui comprennent les bâtiments à construire ainsi que les ouvrages liés aux utilités, aux installations de gaz, aux cuves enterrées de carburant, etc.;
- ✓ des ouvrages de voiries et de parkings,
- ✓ des espaces verts privatifs,
- ✓ des réseaux.

Après démolition des ouvrages encore présents et l'évacuation des débris végétaux et déchets pouvant être présents sur le site, les zones de pollution identifiées à l'issue du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques ainsi que les terres issues des travaux de construction du dépôt de bus de LANGLADE doivent être traitées suivant les modalités fixées aux articles 2.1 à 2.4 du présent arrêté.

Toute terre ou matériau excavé et exporté du site devra faire l'objet d'un envoi dans une filière de traitement ou d'élimination autorisée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'utilisation de la nappe souterraine au droit du site est interdite quel que soit son usage.

Tout changement substantiel des modalités d'utilisation du site telles que mentionnées aux alinéas 11 à 14 ci-dessus fera l'objet d'une déclaration préalable auprès de la préfecture du département de la Haute-Garonne. Cette déclaration doit *a minima* comporter le descriptif des nouvelles modalités d'utilisation envisagées et l'éventuelle mise à jour de l'évaluation détaillée des risques du secteur concerné. Si nécessaire, les servitudes mentionnées à l'article 7 ci-dessous devront être actualisées.

Les frais résultant des opérations de traitement des pollutions, de réhabilitation, et de surveillance du site sont à la charge du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC sans préjudice des clauses contractuelles régissant au titre du code civil, du code du commerce et des autres codes éventuellement concernés, la répartition ultérieure interne des frais engagés entre cette société et d'autres tiers.

2.1 - ZONES AYANT VOCATION A ACCUEILLIR DES BATIMENTS

Les zones qui répondent à ce critère sont définies sur le plan n° 3 joint au présent arrêté et représentent 19875 mètres carrés. Les aménagements envisagés pour l'usage bâtiments ont pour objectif de garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes pour l'usage considéré.

Le profil du sous-sol de ces constructions sera constitué au minimum du bas vers le haut :

- d'un hérisson d'épaisseur minimale de 30 cm constitués de graves non traitées, matériaux inertes concassés rapportés de l'extérieur répondant aux règles de l'art,
- d'une dalle en béton enrobé d'épaisseur minimale de 20 cm.

L'intégrité physique des recouvrements à long terme devront être vérifiées régulièrement. Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC doit, dans une procédure écrite, lister la nature, la fréquence, les modalités du contrôle. Les procès-verbaux de contrôle doivent être consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pour toutes les constructions envisagées, l'analyse de la compatibilité des matériaux utilisés avec les sulfates et l'ammonium doit être effectuée et des précautions particulières doivent être prises pour limiter l'agressivité du sol vis à vis des bétons (respect de la norme AFNOR P18-011 relative à la classification des environnements agressifs pour les bétons et de la norme A05-251 relative à l'évaluation de la corrosivité vis à vis des ouvrages en acier enterrés ou tous textes s'y substituant).

En cas de travaux, en particulier en profondeur, touchant les zones identifiées dans l'EDR réalisée par le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC, les matériaux extraits seront traités conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

2.2 - ZONES AYANT VOCATION A ACCUEILLIR LES OUVRAGES DE VOIRIES ET DE PARKINGS

Les zones qui répondent à ce critère sont définis sur un plan n° 3 joint au présent arrêté et représentent 69 481 mètres carrés. On distinguera les voiries destinées aux bus et aux véhicules légers. Les aménagements des voiries ont pour objectif de garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes pour les modalités d'utilisation visées à l'article 2, alinéa 12 (des ouvrages de voiries et de parkings) du présent arrêté.

Le profil des voiries pour les bus en circulation et des zones de stationnement des bus sera constitué au minimum du bas vers le haut :

- d'un entrobé à nodule élevé d'épaisseur minimale de 15 cm,
- d'un entrobé d'épaisseur minimale de 6 cm.

Le profil des zones de stationnement des véhicules légers sera constitué au minimum du bas vers le haut :

- d'une couche de forme d'épaisseur minimale de 25 cm de graves non traitées et de matériaux inertes concassés rapportés de l'extérieur répondant aux règles de l'art,
- d'un entrobé d'épaisseur minimale de 5 cm.

L'intégrité physique des recouvrements à long terme devra être vérifiée régulièrement. Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC doit, dans une procédure écrite, lister la nature, la fréquence, les modalités du contrôle. Les procès-verbaux de contrôle doivent être consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.3 - ZONES AYANT VOCATION A ACCUEILLIR DES ESPACES VERTS PRIVATIFS

Les zones qui répondent à ce critère sont définies sur un plan n° 3 joint au présent arrêté et représentent 19619 mètres carrés. Les aménagements des espaces verts ont pour objectif de garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes selon les modalités d'utilisation visées à l'article 2, alinéa 13 (des espaces verts privés) du présent arrêté.

Ils comprennent à partir du terrain naturel du bas vers le haut d'au minimum :

- un dispositif grillagé avertisseur s'ils ne sont pas implantés sur une dalle en béton ou des anciennes structures du type entrobés ou s'ils sont implantés sur une zone présentant des sols chargés en métaux à des teneurs supérieures au fond géochimique en profondeur,
- une couche de terres végétales d'une épaisseur minimale de 30 cm permettant la revégétalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Les zones vertes implantées sur une ancienne dalle en béton ou une ancienne structure du type entrobés seront repérées sur le plan joint avec le rapport de synthèse final.

Lors de la mise en place de végétaux afin de créer des plantations d'alignements dans des sols dont la profondeur investirait le terrain originel, les précautions suivantes sont prises selon la chronologie suivante :

- réalisation de tranchées continues, excavation complète de la couche polluée en profondeur dans les sols en place et évacuation dans des filières autorisées,
- vérification que la teneur résiduelle en métaux des sols en fond de fouille est voisine du fond géochimique local,
- mise en place d'un géotextile sur les parois de l'excavation sur une profondeur minimale de 1,5 m,
- plantation des arbres,
- comblement de la tranchée de plantation par de la terre végétale d'origine hors site,
- mise en place d'une couche de terre d'une épaisseur minimale de 30 cm en surface permettant la revégétalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Lors de la mise en place de végétaux en dehors des plantations d'alignements, par création de poquets de plantation dont la profondeur investirait le terrain originel en profondeur, les précautions suivantes sont prises selon la chronologie suivante :

- extraction des sols en place jusqu'à 1,5 m de profondeur et évacuation dans des filières autorisées,
- plantation des arbres en poquet,
- mise en place d'un géotextile sur les parois de l'excavation,
- comblement du poquet de plantation par de la terre végétale d'origine hors site,
- mise en place d'un dispositif grillagé avertisseur,
- mise en place d'une couche de terre d'une épaisseur minimale de 30 cm permettant la revégétalisation des terrains de type gazon ou prairies.

Les arbres fruitiers ou à baies sont interdits.

En cas de création d'un sentier piétonnier dans les espaces ouverts, celui-ci doit être réalisé au-dessus de la couche de terres rapportées.

Lors du remplacement des végétaux ou lors des travaux d'entretien, des précautions décrites dans une consigne écrite doivent être rappelées au personnel intervenant vis à vis de l'état du sous-sol. La création de tout nouvel espace vert sur l'ensemble du site devra respecter les modalités décrites ci-dessus.

2.4 - ZONES AYANT VOCATION A ACCUEILLIR DES RESEAUX

Les différents réseaux doivent être implantés sur des zones respectant les objectifs de réhabilitation figurant à l'article 4 du présent arrêté. De plus, après mise en place des réseaux, une des structures définie aux articles 2.2 à 2.3 ci-dessus doit être ajoutée pour garantir l'absence de risques pour la santé des populations présentes selon les modalités d'utilisation telles que mentionnées à l'article 2, alinéa 14 (des réseaux) du présent arrêté.

Des contrôles de fond de fouille et des parois seront réalisés régulièrement sur le tracé des réseaux pour vérifier le respect des paramètres fixés à l'article 4 du présent arrêté. Ces résultats doivent figurer dans le rapport final de réhabilitation du site.

La surveillance de l'intégrité de la couverture est vérifiée périodiquement afin de garantir à long terme l'absence de risques pour les populations présentes selon les modalités d'utilisation telles que mentionnées à l'article 2, alinéa 14 (des réseaux) du présent arrêté. Les modalités de la surveillance sont fixées dans une consigne tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les procès-verbaux de contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 - PHASES TRAVAUX

3.1 - MISE EN SECURITE DU CHANTIER

Afin d'en interdire l'accès, les terrains en cours de réhabilitation ou de construction doivent être efficacement clôturés sur 2 mètres de hauteur. L'interdiction de pénétrer pour toute personne non habilitée est affichée de manière visible. Toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'activité.

Un gardiennage sera mis en place pour contrôler les accès pendant les heures d'ouverture du chantier. Les accès seront limités aux seules personnes chargées de la surveillance et de l'exécution des travaux de réhabilitation. En dehors des heures d'exploitation, les grilles d'accès doivent être fermées et des rondes de surveillance du chantier seront assurées.

Les terrains non dépollués doivent être interdits d'accès à toute personne étrangère au chantier de réhabilitation tant que les travaux de dépollution mentionnés au présent arrêté ne sont pas achevés.

La construction des bâtiments et aménagements prévus dans le cadre de dépôt de bus de Langlade ne pourra débuter qu'après achèvement des travaux de dépollution. Toutefois, dans le cas où certains travaux de construction – notamment les voiries et réseaux divers – doivent être réalisés de manière concomitante avec les travaux de réhabilitation, l'exploitant est tenu d'appliquer les dispositions de l'article 3.3.3, alinéa 3 ci-après.

3.2 - DESTRUCTION DES DALLES DES ANCIENS BATIMENTS, MATERIELS PRESENTS ET VOIRIES - VALORISATION DES MATERIAUX DE DEMOLITION

3.2.1 - Principes

Les anciennes canalisations (réseaux d'égouts, etc.) et les cavités souterraines présentes sur le site (de type regards, fosses, rétentions, etc.) doivent être *a minima* curées et nettoyées. Sur les emplacements des zones constructibles, toutes les canalisations enterrées, les cavités souterraines, etc. présentes sur le terrain, devront être de plus enlevées si la stabilité de l'ouvrage ne peut être garantie.

Un récapitulatif des travaux de destruction des ouvrages cités ci-dessus et des filières utilisées pour l'évacuation des matériaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces éléments doivent être intégrés dans le rapport final d'achèvement des travaux prévu ci-après.

Les enrobés bitumineux contenant du goudron ne peuvent être valorisés sur site que s'ils respectent les seuils fixés à l'article 3.2.2 du présent arrêté.

Préalablement à toute nouvelle construction ou nouvelles voiries dans un secteur identifié comme suspect dans l'étude historique du site, une recherche magnétométrique doit être menée pour vérifier l'absence d'objets pyrotechniques (bombes, etc.). Si cette recherche est positive, des mesures de prévention doivent être prévues dans un permis de travail et/ou de fouille.

3.2.2 - Valeurs limites

Les matériaux de démolition ne peuvent être valorisés sur le site que s'ils respectent les valeurs limites suivantes :

| Paramètres pris en compte | Sur éluats (Norme X 30 402-2) | Sur déchet brut | Seuils |
|---------------------------|-------------------------------|-----------------|--------------------------|
| Fraction soluble | X | | < 5000 mg/kg |
| COT | X | | < 500 mg/kg |
| Cr total | X | | < 0.5 mg/kg |
| Pb | X | X < 8200 mg/kg | < 0.5 mg/kg |
| Zn | X | | < 4 mg/kg |
| Cd | X | | < 0.04 mg/kg |
| Ni | X | | < 0.4 mg/kg |
| As | X | X < 145 mg/kg | < 0.5 mg/kg sur lixiviat |
| Hg | X | | < 0.01 mg/kg |
| Ba | X | | < 20 mg/kg |
| Cu | X | | < 2 mg/kg |
| Mo | X | | < 0.5 mg/kg |
| Sb | X | | < 0.06 mg/kg |
| Se | X | | < 0.1 mg/kg |
| Indice phénol | X | | < 1 mg/kg |
| Sulfates | X | | < 1 000mg/kg |
| Chlorures | X | | < 800 mg/kg |
| Fluorures | X | | < 10 mg/kg |
| COT | | X | < 30 000 mg/kg |
| HAP | | X | < 50 mg/kg |
| Hydrocarbures (C10-C40) | | X | < 500 mg/kg |
| BTEX (somme) | | X | < 6 mg/kg |
| Benzène | | X | |
| Toluène | | X | |
| Ethylbenzène | | X | |
| xylènes totaux | | X | |
| Styrène | | X | |
| PCB-PCT | | X | < 1 mg/kg |

Les bétons de démolition doivent être analysés à raison d'une analyse *a minima* par 1500 m³ pour les bétons de superstructures et par 500 m³ pour les bétons en contact avec le sol.

3.2.3 - Utilisation des matériaux de démolition

Les matériaux de démolition considérés comme inertes au sens du paragraphe précédent peuvent être concassés dans une installation implantée temporairement sur le site. Ces matériaux de granulométrie 0/80 mm peuvent être utilisés après défilage et concassage :

- pour le remblaiement des zones de pollution excavées lors des travaux de dépollution,
 - comme matériaux inertes pour remblayer des tranchées,
- et sous réserve qu'ils soient recouverts d'une des structures citées aux articles 2.1 à 2.3.

De plus, le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC doit justifier de l'absence de matériaux à base d'amiante dans les remblais existants laissés en place sur le site.

3.2.4 - Contraintes de réutilisation

Les matériaux de démolition ne répondant pas aux caractéristiques du § 3.2.2 doivent être évacués dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

3.3 - NUISANCES ET RISQUES

3.3.1 - Prescriptions générales d'hygiène et de sécurité

Le chantier de réhabilitation doit disposer des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Les travaux de réhabilitation ne doivent pas générer de pollution des sols, d'incendie, d'odeurs, d'émission de poussières, de gênes ou de nuisances pour les populations riveraines.

Des dispositions seront prévues pour limiter les envois de poussières en cas de fort vent (arrosage, couverture, etc.).

Les opérations de chantier et l'entreposage et la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à ces opérations (notamment les opérations de ravitaillement des engins de chantier) s'effectuent dans des conditions prévenant les risques de pollution des eaux.

Tout projet de modification du chantier ou de son mode d'exploitation doit, avant sa réalisation, être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

3.3.2 - Tri et stockage provisoire

Le stockage des terres et matériaux issus des chantiers sur le site ne doit pas excéder 6 mois à compter de leur excavation. Le traitement ultérieur de ces terres peut être réalisé sur site en respectant la réglementation des installations classées. Le devenir des terres traitées pouvant rester sur le site doit être défini précisément.

Les matériaux et terres pollués qui sont excavés doivent être triés par catégorie de façon à éviter le mélange avec des matériaux propres. L'échantillonnage des terres excavées lors des travaux de réhabilitation doit être représentatif. Une aire de tri et de stockage temporaire des terres et des matériaux de démolition doit être créée. La zone est constituée d'aires spécifiques à chaque nature de polluant, implantées sur une surface étanche, en rétention et permettant de recueillir et traiter les eaux météoriques conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

3.3.3 - Gestion des incidents

Lors des travaux de réhabilitation du site, il appartient au syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC en cas de découverte de nouveaux produits ou déchets non identifiés dans l'évaluation détaillée des risques du site, mais susceptibles, en revanche, de présenter des risques ou des nuisances pour l'environnement de prendre toutes dispositions appropriées pour les supprimer ou les limiter. Une information systématique de l'inspection des installations classées doit être faite dans les meilleurs délais.

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC doit prendre toute disposition pour éviter lors des travaux de réhabilitation, la survenue d'incident pouvant être lié au contact cutané, à l'inhalation ou à l'ingestion de poussières ou de terres provenant des pollutions historiques identifiées lors de l'évaluation détaillée des risques.

Si des travaux de réhabilitation sont concomitants avec des travaux de construction, ils ne doivent pas entraîner de risques pour le personnel présent sur les différents chantiers. Pour cela, des dispositions spécifiques doivent être établies dans une consigne écrite et mises en œuvre sur le terrain.

Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de dépollution et susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

ARTICLE 4 - TRAITEMENT DES ZONES POLLUEES IDENTIFIEES DANS L'EDR ET GESTION DES TERRES ISSUES DES TRAVAUX

Après démantèlement des structures visées au § 3.2, les zones de pollution identifiées dans la stratégie de réhabilitation du site doivent être traitées selon les modalités suivantes :

- Inertage, dégarage puis excavation de toutes les cuves enterrées et des distributeurs de carburant laissés par l'ancien dépôt de carburant ainsi que les anciennes cuves enterrées d'huiles. Toute découverte d'anciennes fosses de stockage de carburants ou d'huiles sur le site doit impérativement être excavée et éliminée conformément à la réglementation.
- Extraction et traitement des terres souillées en hydrocarbures totaux à proximité des anciennes cuves de stockage de carburant jusqu'à l'obtention d'une teneur inférieure à 500 mg/Kg.
- Extraction et élimination, dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées, des terres polluées à une teneur en arsenic supérieure à 145 mg/Kg et non recouvertes par l'un des dispositifs prévus précédemment aux articles 2.1 à 2.3.
- Les remblais de type mâchefers et scories identifiables visuellement rencontrés au cours des travaux de réhabilitation devront être décapsés sélectivement et caractérisés selon les critères fixés au tableau de l'article 3.2.2. puis traités dans des filières autorisées.

- Excavation et élimination dans des filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées des terres issues de la réalisation des tranchées des futurs réseaux si la teneur en arsenic est supérieure à 145 mg/kg.

De plus, les trois zones (2 sur la parcelle SMTC et 1 sur la parcelle SEPSCO) référencées sur le plan n° 4 joint au présent arrêté font l'objet du traitement suivant :

- Extraction des terres polluées en arsenic et plomb sur une profondeur minimale de 60 cm,
- Remblaiement avec des matériaux répondant aux critères de l'article 3.2.2 du présent arrêté sur 40 cm d'épaisseur,
- Remblaiement avec des matériaux inertes concassés rapportés de l'extérieur sur *a minima* 20 cm d'épaisseur,
- Mise en place d'une des structures définies aux articles 2.1 à 2.3.

Lors des travaux de démolition et de réhabilitation du site, le syndicat mixte de transport en commun TISSEO-SMTC en cas de découvertes de nouvelles zones susceptibles d'être polluées doit procéder à de nouveaux prélèvements et analyses en vue de délimiter la nature et l'extension géographique de ces zones. Ces zones doivent être traitées comme celles identifiées ci-dessus. Une information systématique de l'inspection des installations classées doit être faite dans les meilleurs délais et cette découverte doit figurer dans le rapport final de réhabilitation visé ci-après.

ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VALORISATION OU D'ELIMINATION DES DECHETS, DES MATERIAUX DE DEMOLITION, DES TERRES POLLUEES ET DES BOUES DE CURAGE

5.1 - Traçabilité

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC tient, pour chaque matériau (déchet, matériau de démolition, terres polluées, boues de curage des égouts) un dossier contenant :

- la fiche d'identification du matériau considéré comportant notamment :
 - le code du matériau selon la nomenclature déchets,
 - ses caractéristiques physiques et chimiques,
 - son mode de conditionnement,
 - le traitement d'élimination prévu,
 - les risques présentés par ce matériau,
 - les réactions possibles du matériau au contact d'autres matières,
 - les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.
- les résultats des analyses effectuées sur le matériau considéré,
- les bordereaux de suivi de déchets renseignés par les centres éliminateurs.

Un dossier spécifique précisant la quantité et les modalités d'élimination doit être constitué pour les matériaux ayant contenu de l'amiante. Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC doit être en mesure d'attester de leur élimination pour l'ensemble du site conformément aux règles en vigueur : fibrociment, joints, tresses, calorifuges, etc.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, etc.) et conservé par l'exploitant :

- code du matériau selon la nomenclature déchets,
- dénomination du matériau considéré,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du matériau (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La production des déchets, des matériaux de démolition, des terres polluées et des boues de curage des égouts dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'une déclaration semestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspection des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5.2 - Contrôle qualité

Les modalités de réhabilitation du site en fonction des usages précités font l'objet d'un plan d'assurance qualité tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend *a minima* :

- un descriptif des travaux de réhabilitation à effectuer (quantification des zones à traiter, excavation des zones à traiter, modalités de contrôle et de stockage des matériaux extraits, devenir de ces matériaux),
- un descriptif des travaux à réaliser sur le réseau d'égouts et les cavités (volume à évacuer, etc.),
- les modalités prévues pour empêcher ou limiter les envois de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs, de fumées,
- les modalités prévues pour empêcher les pollutions accidentelles des eaux superficielles et souterraines,
- les modalités de contrôle envisagé pour vérifier le taux de contamination résiduelle des terres et des matériaux valorisés sur le site (contrôles réalisés par le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC et par un organisme compétent),
- les modalités de contrôle du respect des contraintes de réhabilitation selon les usages définis.

Une convention doit être établie entre le syndicat mixte de transport en commun TISSEO-SMTC et un organisme indépendant afin que ce dernier effectue de manière inopinée et sur demande de l'inspection des installations classées, des analyses sur la contamination résiduelle des sols en fonction de l'usage prévu et des aménagements réalisés.

Les modalités techniques sont précisées dans cette convention (type d'analyses selon la nature du matériau à analyser, etc.). Cette convention doit être adressée à l'inspection des installations classées **avant le démarrage des travaux de réhabilitation**.

5.3 - Suivi du chantier

5.3.1 - *Registre*

Un registre des travaux de réhabilitation sera ouvert, dans lequel seront consignées journalièrement, avec une précision suffisante, la nature des travaux, les actions de contrôle réalisées ainsi que toutes informations relatives à la sécurité ou aux événements pouvant porter atteinte à la protection de l'environnement

La nature et les quantités de déchets éliminés hors du site y seront mentionnées, avec l'indication de l'installation d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.3.2 - *Rapport de synthèse*

A l'issue de la dépollution et de la réhabilitation finale du site, un rapport de synthèse doit être établi au plus tard **un mois** après la fin des travaux et remis au préfet en 4 exemplaires. Il doit comprendre au minimum :

- les travaux de dépollution réalisés accompagnés de photographies et d'une estimation chiffrée du coût global des opérations,
- l'estimation quantitative et qualitative des matériaux inertes valorisés sur le site et des dispositifs de recouvrement mis en place,
- le bilan du contrôle d'assurance qualité, en particulier les quantités de matériaux ou d'effluents évacués hors du site avec leurs filières d'élimination, une synthèse des analyses et des contrôles réalisés,
- le rapport des actions de surveillance réalisées par l'assistance à maître d'ouvrage,
- les bilans quantitatifs et qualitatifs des déchets et des terres polluées traitées à l'extérieur de l'établissement,
- les modalités de curage et de nettoyage du réseau d'égouts de l'ensemble du site,
- un plan topographique du site dressé par un géomètre expert faisant apparaître le contour exact des zones réaménagées et les emplacements des dispositifs de recouvrement,
- une cartographie en trois dimensions présentant les zones laissées en place avec un recouvrement et présentant une teneur supérieure à 145 mg/kg en arsenic,
- un bilan de la surveillance des eaux souterraines,
- un bilan des éventuels incidents survenus lors du chantier.

ARTICLE 6 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Un réseau de contrôle et de suivi des eaux souterraines est mis en place. Il est constitué conformément au plan n° 5 annexé au présent arrêté de 6 points de contrôle :

- un réseau de 2 piézomètres destiné à la surveillance de l'amont hydrogéologique du site,
- un réseau de 4 piézomètres destiné à la surveillance de la qualité des eaux souterraines en aval du site.

L'annexe 1 au présent arrêté établit la liste des piézomètres et précise les paramètres à analyser pour chacun desdits piézomètres.

Le sens d'écoulement de la nappe souterraine est mentionné sur le plan précité et doit figurer sur chaque rapport de synthèse présentant les résultats des campagnes de contrôle et de suivi.

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC doit dans un **délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, fournir à l'inspection des installations classées, pour chacun des points du dispositif de contrôle et de suivi, ses caractéristiques techniques et notamment coordonnées (X, Y et Z) exprimées dans le système de coordonnées Lambert utilisé pour le secteur d'implantation ; l'altitude (Z) est rattachée au référentiel NGF. A cet effet, il est procédé au nivellement préalable des points de contrôle.

Les prélèvements sont réalisés semestriellement sur chaque piézomètre une campagne de prélèvements lors d'une période de hautes eaux et une autre en période de basses eaux.

Au vu des résultats, la périodicité de ces analyses, les substances et le nombre de piézomètres concernés par la campagne de surveillance pourront être revus à l'issue d'une première période de **deux ans minimum**.

Les prélèvements sont effectués par un organisme indépendant du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC. Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des rapports d'analyses. Ces résultats sont assortis :

- des hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF),
- de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons,
- pour chacun des paramètres analysés, de l'indication de la norme en vigueur utilisée, qui doit être conforme à une norme EN, ISO ou NF,
- pour chacun des paramètres analysés, d'une comparaison des valeurs des différents paramètres aux résultats des campagnes précédentes et aux valeurs limites réglementaires.

Si les résultats des analyses mettent en évidence une détérioration de la qualité des eaux souterraines, le syndicat mixte de transport en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC doit proposer des mesures correctives à engager pour limiter, voire supprimer cette dérive.

ARTICLE 7 - SERVITUDES

Afin d'assurer dans le temps la compatibilité entre l'usage industriel tel que défini à l'article 2, alinéa 1^{er} du présent arrêté et les travaux de réhabilitation prescrits dans le cadre du présent arrêté ainsi que de préserver les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement doivent être instituées.

Pour ce faire, le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC doit élaborer un dossier de demande d'institution de servitudes qui doit être adressé au préfet avant le 30 juin 2007. *A minima*, ce dossier comportera :

- un résumé de l'historique du site, des résultats du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques,
- les objectifs de réhabilitation des terrains,
- l'identification des propriétaires des terrains à court et moyen terme,
- les plans parcellaires des différents secteurs selon les usages considérés,
- la justification du périmètre d'interdiction d'utilisation des eaux souterraines,
- les objectifs de l'institution de servitudes,
- les critères ayant présidé à la définition des servitudes,
- la définition des servitudes (sols, eaux souterraines),
- un ou plusieurs plans sur lesquels seront reportées les servitudes,
- les modalités de surveillance des recouvrements mis en place selon les usages,
- les modalités de surveillance des eaux souterraines,
- les modalités de surveillance à long terme mises en place pour garantir la pérennité des servitudes (entretien, clôture, vérification des dispositifs de recouvrement, accès au dispositif de surveillance des eaux souterraines, etc.).

ARTICLE 8- Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles la réhabilitation du site est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC

ARTICLE 9- Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de TOULOUSE (Direction de la Sécurité Civile et des Risques Majeurs) ainsi que dans les mairies de PECHBUSQUE, PORTET-sur-GARONNE, RAMONVILLE-SAINT-AGNE et VIEILLE-TOULOUSE pour y être consultée par tout intéressé.

ARTICLE 10- Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de le consulter sur place. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 11- Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 12 - Délai et voie de recours.

Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine TISSEO-SMTC dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Maire de TOULOUSE,
Le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement
inspecteur des installations classées,
Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le 30 JAN. 2006

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Haute-Garonne

Hervé SADOUL

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.



Liste des plans et annexe :

Plan n° 1 : Plan de situation des parcelles objet d'une déclaration de cessation d'activité au titre de la législation sur les installations classées

Plan n° 2 : Plan présentant le futur dépôt de bus de LANGLADE

Plan n° 3 : Plan présentant l'emplacement des aménagements du projet : bâtiments et utilités, bassin d'eaux pluviales du futur dépôt de bus de Langlade, voiries, parkings et des espaces verts.

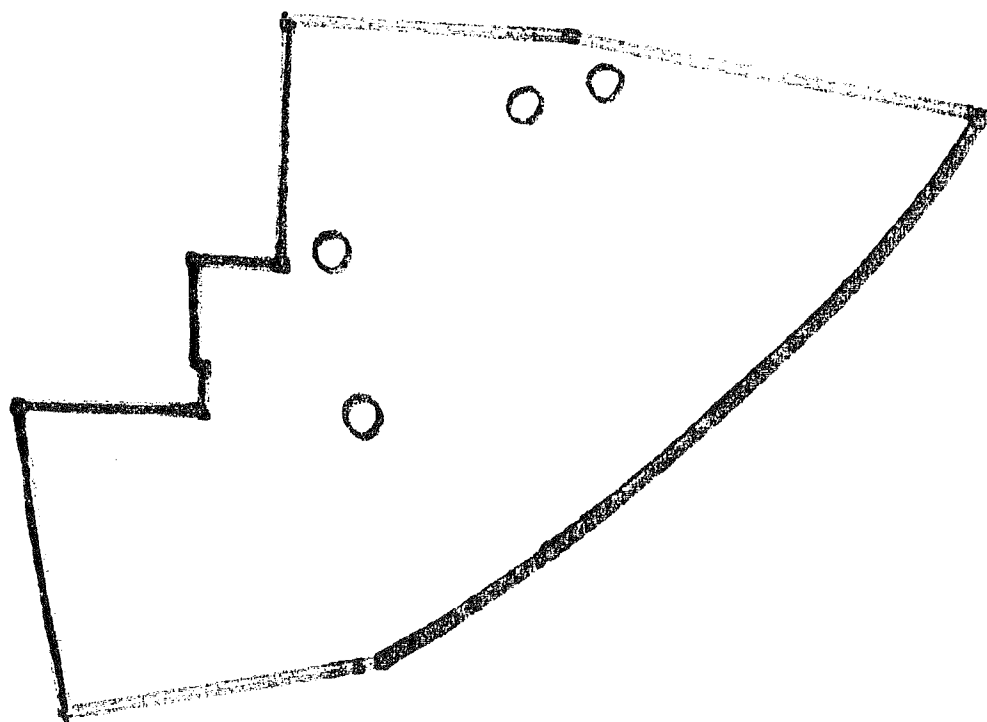
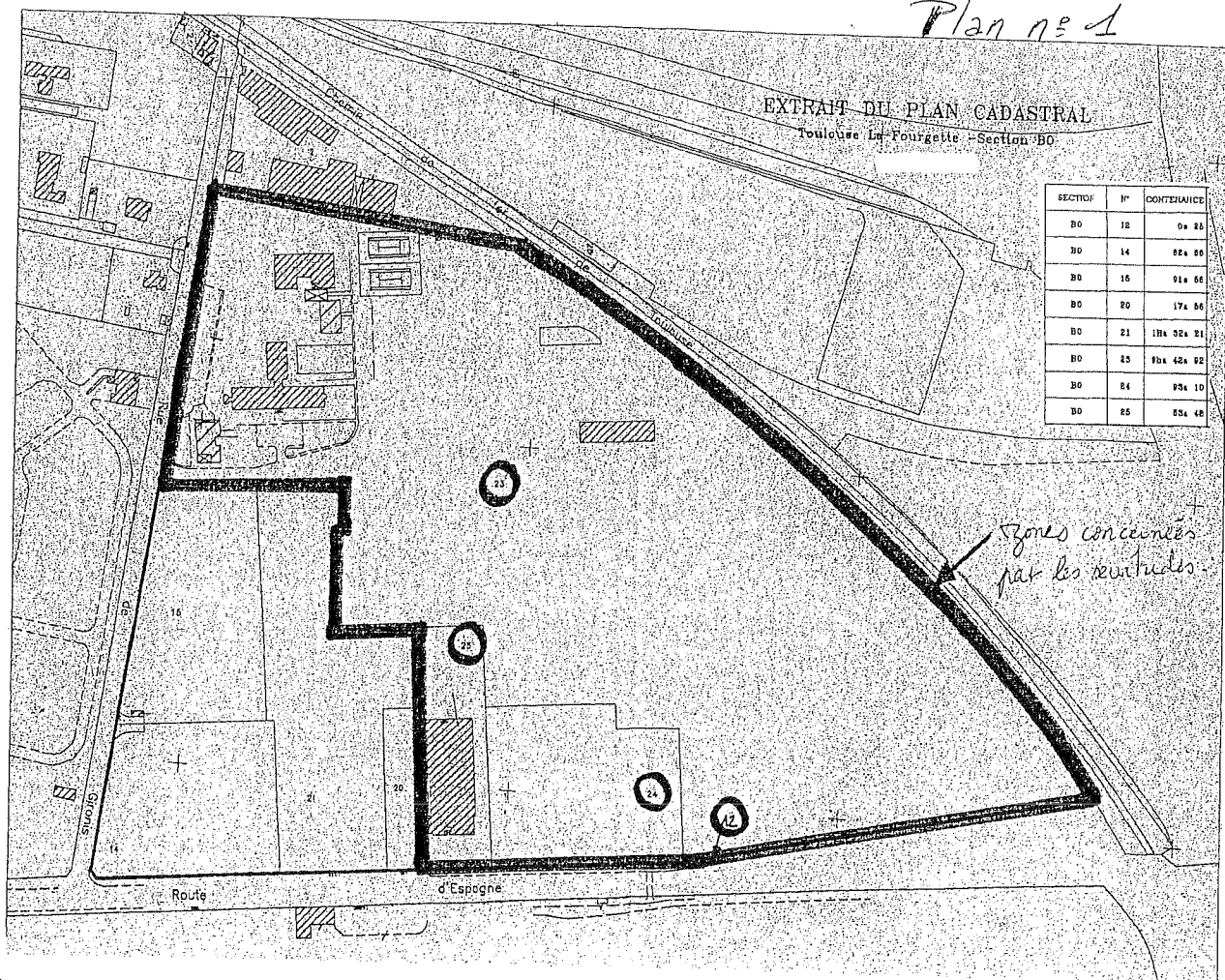
Plan n° 4 : Plan présentant trois zones polluées en métaux au niveau de la couche superficielle des sols

Plan n° 5 : Localisation du réseau de surveillance des eaux souterraines

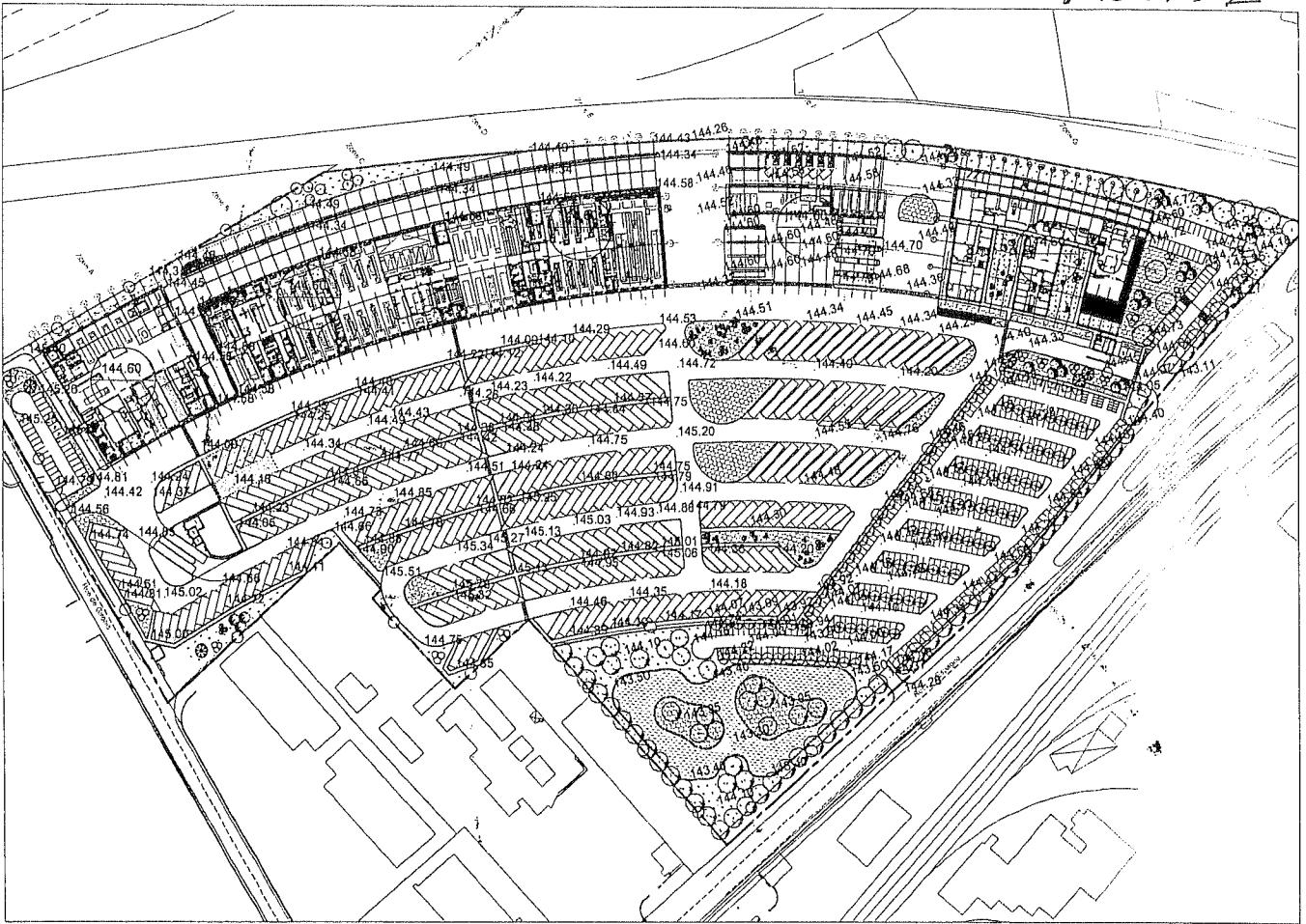
Annexe 1 : Substances à analyser dans les eaux souterraines

| Dénomination Pézomètres | Critères de potabilité | | Aval | | | | | |
|------------------------------|---------------------------|---|------|---|---|---|--|---|
| | 1 | 3 | 5 | 2 | 4 | 6 | | |
| Paramètres | | | | | | | | |
| Oxygène dissous | X | X | X | X | X | X | | X |
| Eh | X | X | X | X | X | X | | X |
| Température | X | X | X | X | X | X | | X |
| pH | X | X | X | X | X | X | | X |
| conductivité | X | X | X | X | X | X | | X |
| Niveau d'eau | X | X | X | X | X | X | | X |
| NO ₃ | 50 mg/l | X | X | X | X | X | | X |
| NH ₄ ⁺ | 100 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| NO ₂ | 0.5 mg/l | X | X | X | X | X | | X |
| Arsenic | 10 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| Plomb | 25 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| Mercur | 1 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| Cadmium | 5 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| Chrome | 50 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| Nickel | 20 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| Cuivre | 2 mg/l | X | X | X | X | X | | X |
| HCT (R) | 10 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| HAP totaux | 0.1 µg/l | X | X | X | X | X | | X |
| COHV | | X | X | X | X | X | | X |

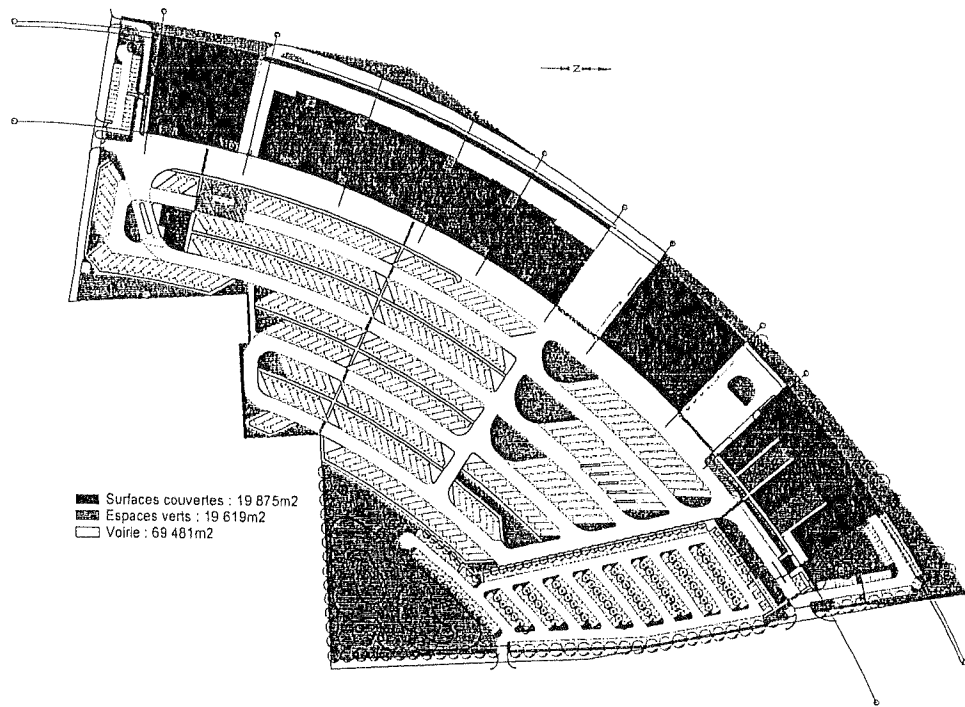
Plan n° 1



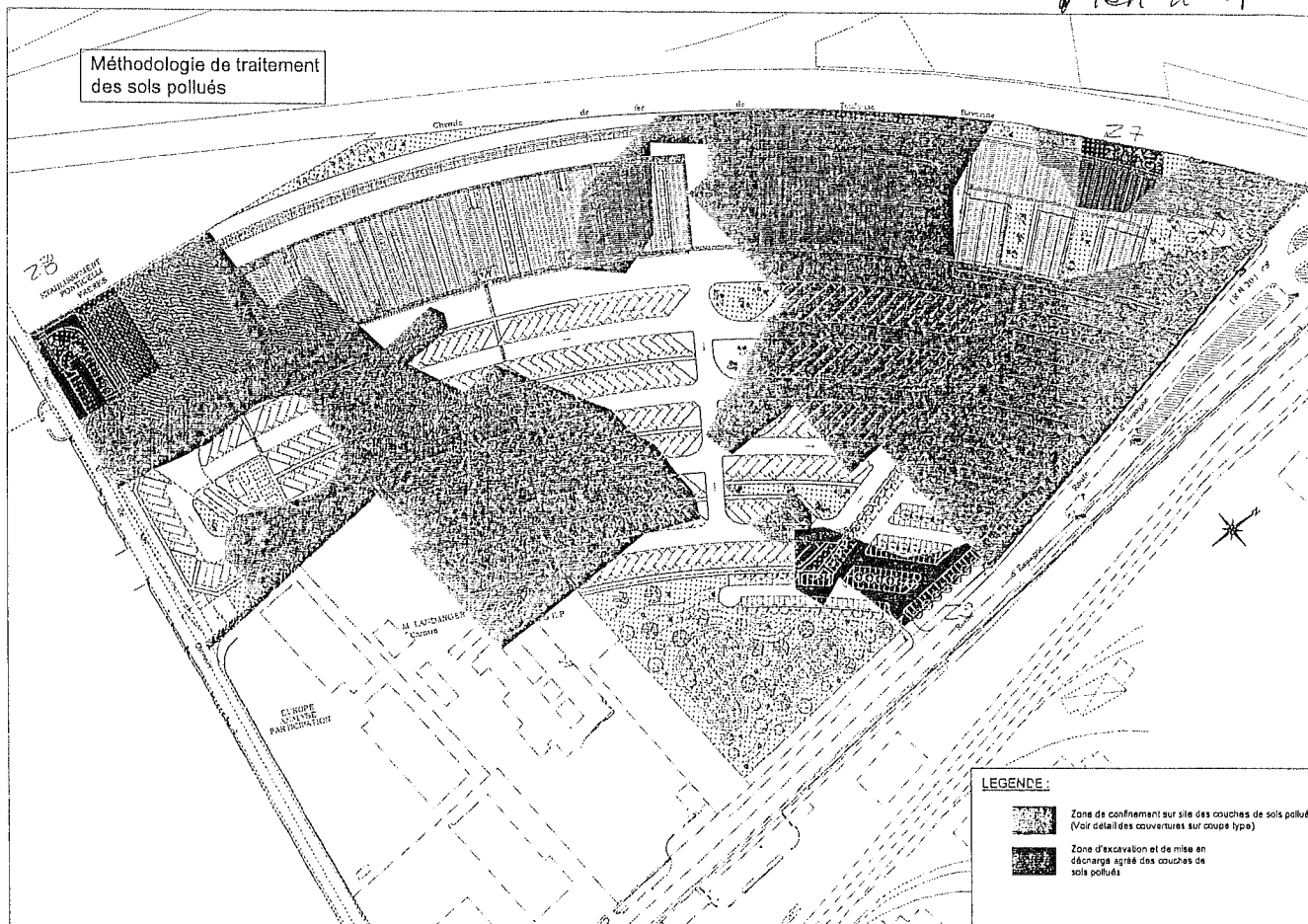
Plan n° 2



Plan n° 3



Méthodologie de traitement
des sols pollués



LEGENDE :



Zone de confinement sur site des couches de sols pollués
(Voir détail des couvertures sur coupe type)

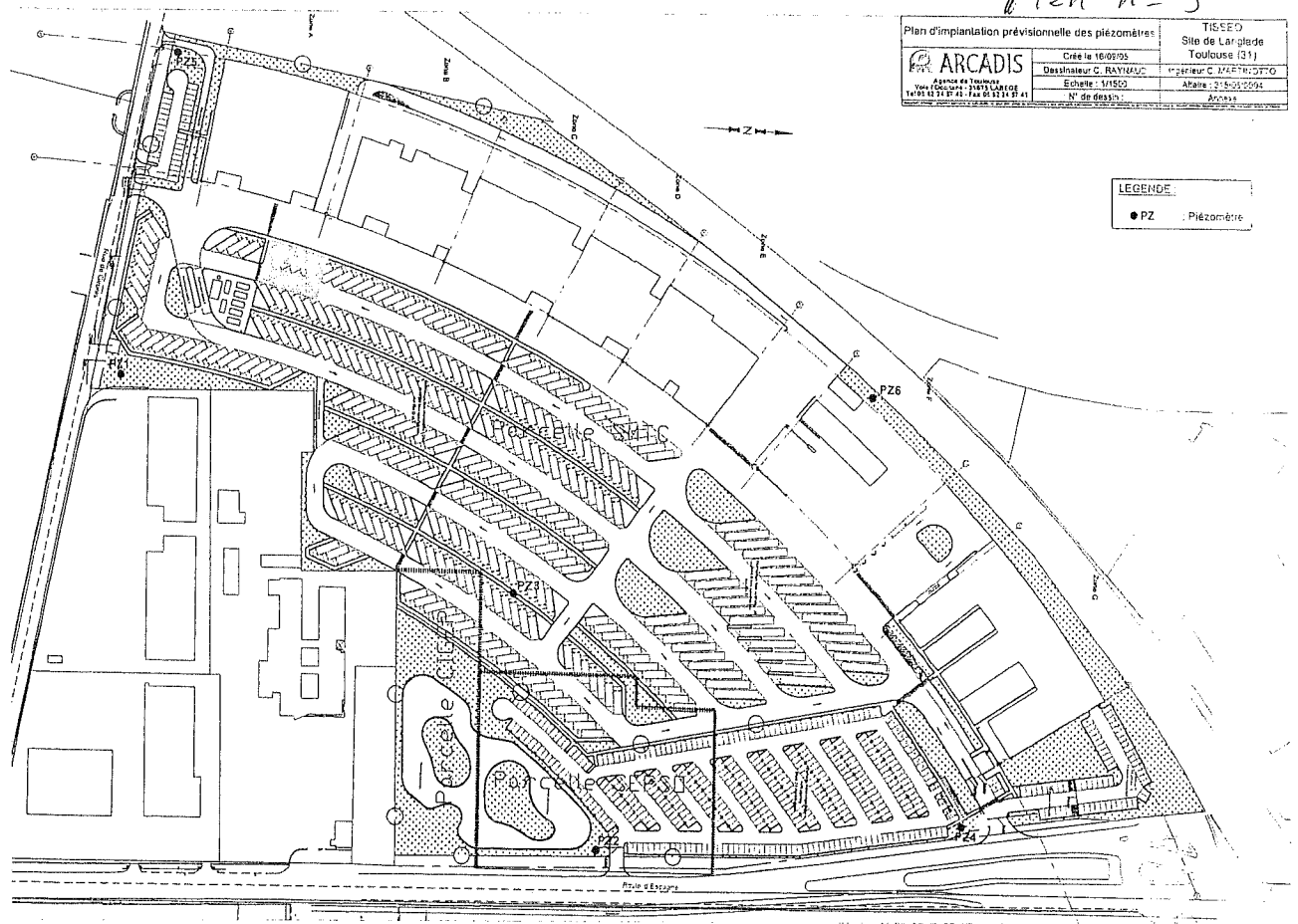


Zone d'excavation et de mise en
décharge agréée des couches de
sols pollués

Plan n° 5

| | | | |
|---|--|-----------------------|--|
| Plan d'implantation prévisionnelle des piézo-mètres | | TISSEO | |
| Site de Larpède Toulouse (31) | | Créé le 16/09/05 | |
| Dessinateur C. RAYNAUD | | Ingénieur C. METRETTO | |
| Echelle : 1/1500 | | Affaire : 31-5015594 | |
| N° de dessin : | | ARCADIS | |

LEGENDE
● PZ : Piézo-mètre



Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine

Plan Local d'Urbanisme



Toulouse

Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013

mise à jour par arrêté du 04/11/2013

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

Document annexé au 5A1 - Liste des SUP

SUP PT1 (20)

toulouse
métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

MINISTERE DES TRANSPORTS

D E C R E T

instituant des servitudes radioélectriques pour la protection contre les perturbations électromagnétiques du centre radioélectrique de TOULOUSE-LE-MIRAIL (Haute-Garonne).

(J.O. du 18 février 1979)

LE PREMIER MINISTRE

SUR LE RAPPORT DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU MINISTRE DES TRANSPORTS,

- Vu le Code des Postes et Télécommunications et notamment ses articles L.57 à L.62, L.64 et R.27 à R.38 instituant des servitudes et obligations pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques,
- Vu l'Arrêté du 21 Août 1953, complété par l'Arrêté du 16 Mars 1962, établissant la liste et les caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique et sur l'ensemble du territoire national,
- Vu l'Arrêté du 17 Mai 1977 classant le centre de TOULOUSE-LE-MIRAIL en 1ère catégorie,
- Vu l'avis du Comité de Coordination des Télécommunications en date du 21 SEP. 1978

D E C R E T E

ARTICLE 1er.-

Est approuvé le plan au 1/25.000ème STBA N° 312(1) annexé au présent Décret, fixant la zone de garde radioélectrique et la zone de protection instituées autour du centre radioélectrique de TOULOUSE-LE-MIRAIL (radar de la Météorologie).

.../...

- (1) Ce plan doit être consulté dans tous les cas où une installation commerciale ou industrielle est prévue dans les zones frappées de servitudes par tous Services Administratifs ou particuliers intéressés : à la Direction Départementale de l'Equipeement de la Haute-Garonne (Bases de données de l'Etat de l'Equipement de la Haute-Garonne).

ARTICLE 2.-

La zone de garde et la zone de protection sont définies respectivement sur le plan annexé par les tracés en jaune et en bleu.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R.30 du Code des Postes et Télécommunications.

Dans la zone de garde radioélectrique les installations, matériels et appareils désignés par l'Arrêté du 21 Août 1953 modifié, existant à la date du présent Décret, et qui perturbent les réceptions radioélectriques, devront être modifiés ou transformés dans le délai maximal d'un an à compter de la notification faite aux propriétaires ou usagers.

Ces modifications ou transformations ne pourront être apportées sans l'autorisation du Ministre dont les Services exploitent ou contrôlent le centre.

ARTICLE 3.-

Le Ministre de l'Industrie et le Ministre des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

FAIT à PARIS, le 7 FEVRIER 1979

Raymond BARRE

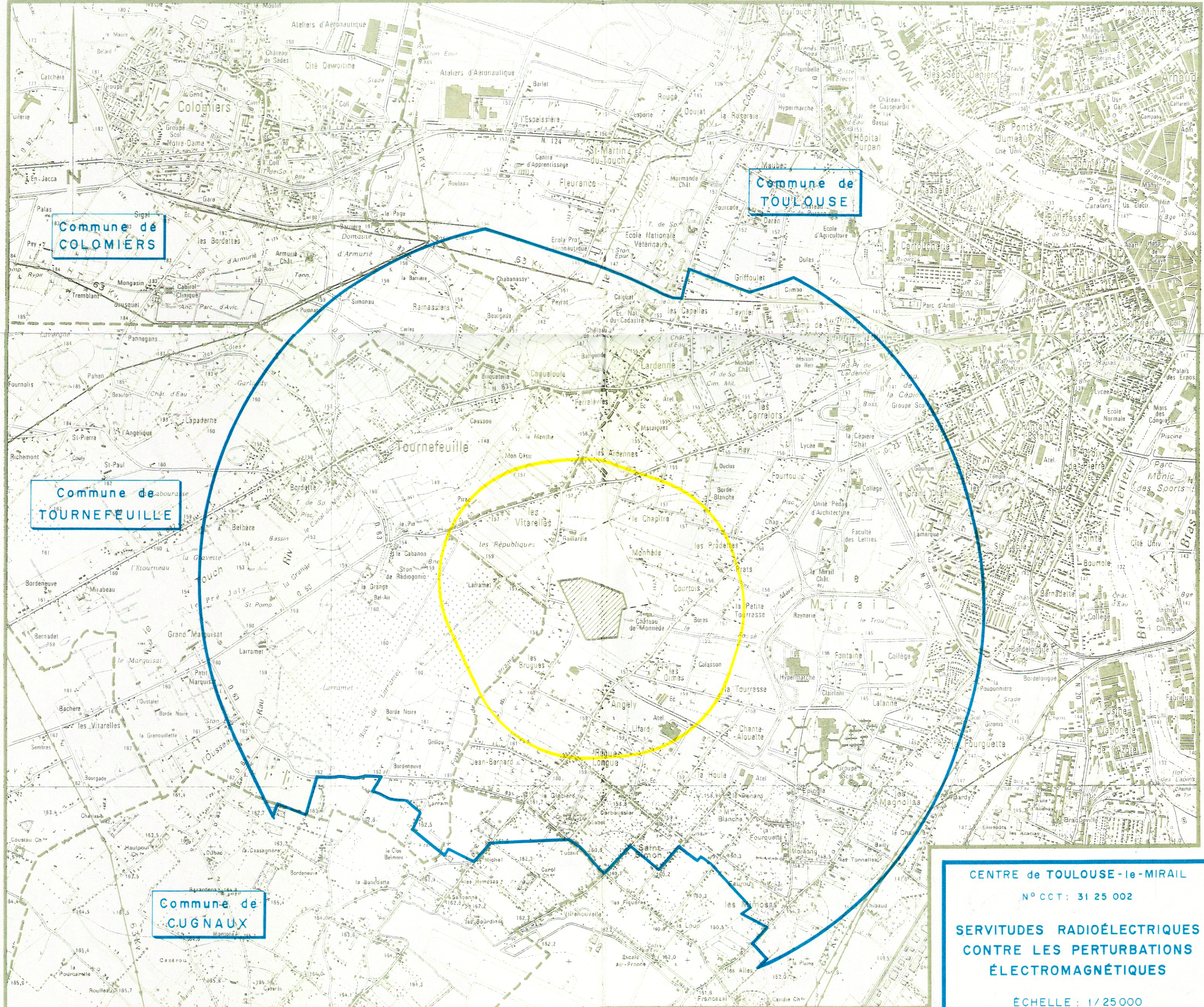
PAR LE PREMIER MINISTRE

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE

André GIRAUD

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Joël LE THEULE



Commune de
COLOMIERS

Commune de
TOULOUSE

Commune de
TOURNEFEUILLE

Commune de
CUGNAUX

INSTALLATIONS

Centre radioélectrique de formation,
d'exploitation, de recherche météorologique
et de mesures radiogoniométriques.

- Plan annexé au décret du :
- Service compétent pour fournir tous renseignements :
*DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
DE LA HAUTE GARONNE (Service des Bases Aériennes),
Boulevard Armand Duportal*
- Mode de consultation
A consulter dans les cas où une installation commerciale
ou industrielle est prévue dans les zones frappées de
servitudes.

CENTRE de TOULOUSE-Ie-MIRAIL
N° CCT : 31 25 002

**SERVITUDES RADIOÉLECTRIQUES
CONTRE LES PERTURBATIONS
ÉLECTROMAGNÉTIQUES**

ÉCHELLE : 1/25000

LÉGENDE

- LIMITE DE LA ZONE DE GARDE
- LIMITE DE LA ZONE DE PROTECTION
- LIMITE DE COMMUNE
- LIGNE ÉLECTRIQUE

DATE : NOVEMBRE 1977 | N° STBA / PAR. 312

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine

Plan Local d'Urbanisme



Toulouse

Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013

mise à jour par arrêté du 04/11/2013

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

Document annexé au 5A1 - Liste des SUP

SUP PT2 (33)

toulouse
métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DES TRANSPORTS

→ GEP

→ GEP3, pour adjonction
au Pof de Tlse



D E C R E T

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection
contre les obstacles applicables au voisinage du centre
radioélectrique de TOULOUSE-LE-MIRAIL (Haute-Garonne).

LE PREMIER MINISTRE

SUR LE RAPPORT DU MINISTRE DES TRANSPORTS,

Vu le Code des Postes et Télécommunications, articles L.54
à L.56 et L.63 et articles R.21 à R.26 instituant
des servitudes de protection contre les obstacles,

Vu l'accord préalable du Ministre de l'Agriculture
en date du 13 SEP. 1978

Vu l'accord préalable du Ministre de l'Industrie
en date du 8 JUIL.

Vu l'avis du Comité de Coordination des Télécommunications
en date du 21 SEP. 1978

D E C R E T E

ARTICLE 1er.-

Sont approuvés les plans au 1/10.000ème STBA
N°s 313 (obstacles métalliques) et 314 (obstacles non
métalliques) annexés au présent Décret (1) fixant les limites
des zones de dégagement instituées autour du centre
radioélectrique de TOULOUSE-LE-MIRAIL (radar de la Météorologie).

.../...

(1) Ces plans vont être consultés chaque fois qu'une construction est
envisagée dans les zones frappées de servitudes, par les services
administratifs ou particuliers intéressés à : Direction départementale
de l'Equiperment de la Haute-Garonne (Bases Aériennes) -
Cité Administrative - 31074 TOULOUSE CEDEX.

hu

ARTICLE 2.-

La zone primaire de dégagement est définie par le tracé en rouge, la zone secondaire par le tracé en noir sur le plan.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles définies par l'article R.24 du Code des Postes et Télécommunications.

ARTICLE 3.-

Dans ces zones, la création d'obstacles est soumise, sauf autorisation du Ministre des Transports, aux obligations suivantes :

I - Zone primaire :

1) Obstacles métalliques - Plan STBA N° 313

Il est interdit de créer tout ouvrage métallique fixe (y compris les lignes électriques et téléphoniques) ou mobile, étendues d'eau ou de liquide et excavations artificielles.

2) Obstacles non métalliques - Plan STBA N° 314

Les obstacles autres que ceux définis en "I.1" ne pourront être vus sous un angle de site supérieur à UN DEGRE (1°) à partir de la cote de référence.

II - Zone secondaire :

1) Obstacles métalliques - Plan STBA N° 313

Les obstacles fixes (y compris les lignes téléphoniques et électriques) ou mobiles ne pourront être vus sous un angle de site supérieur à UN DEGRE (1°) à partir de la cote de référence.

2) Obstacles non métalliques - Plan STBA N° 314

Les obstacles autres que ceux définis en "II.1" ne pourront être vus sous un angle de site supérieur à TRENTE MINUTES (0° 30') à partir de la cote de référence.

o

o o

- Cotes de référence prises comme origine :

- Pour la zone primaire : 158 mètres NGF

- Pour la zone secondaire : 158 mètres NGF (pour les obstacles
(métalliques
(y compris les
(lignes électriques
(et téléphoniques)

178 mètres NGF (pour les obstacles
(d'une autre nature.

.../...

ARTICLE 4.-

Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent Décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

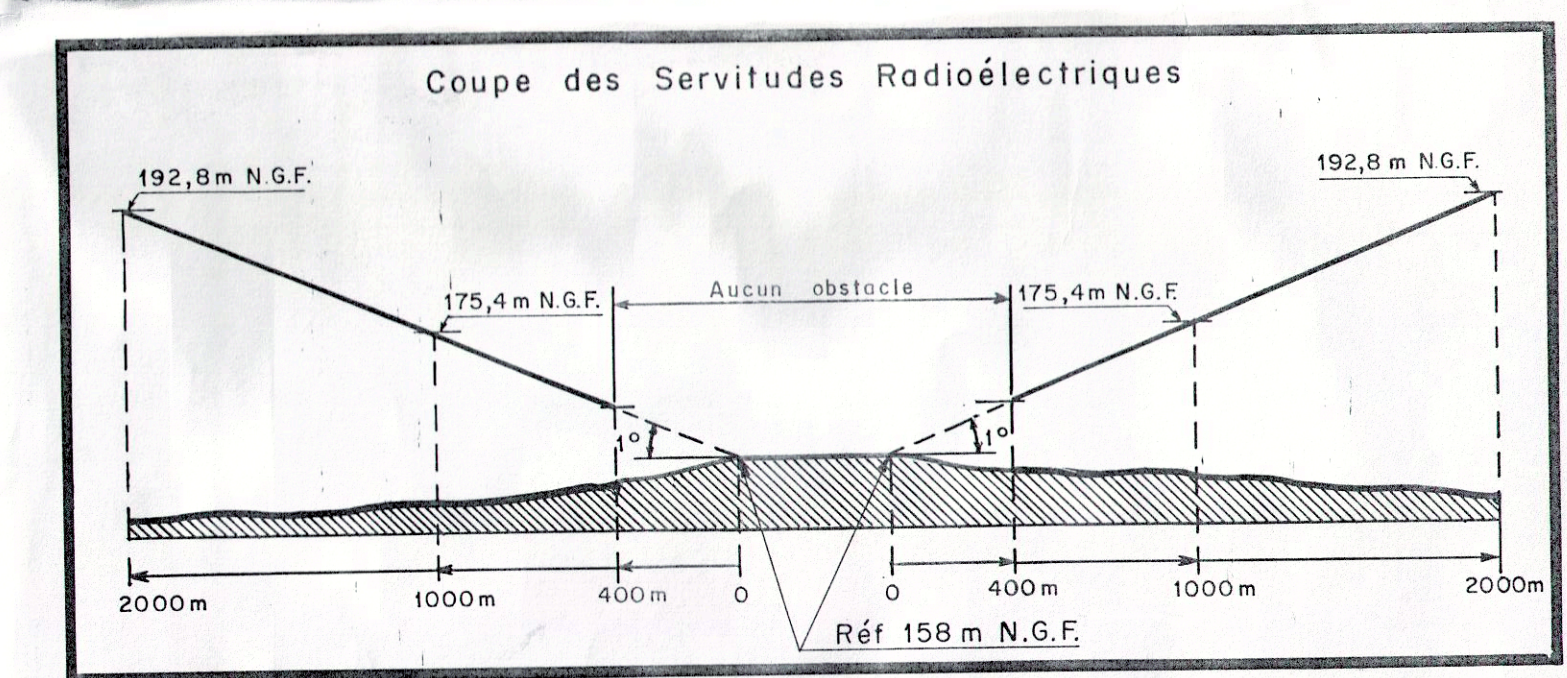
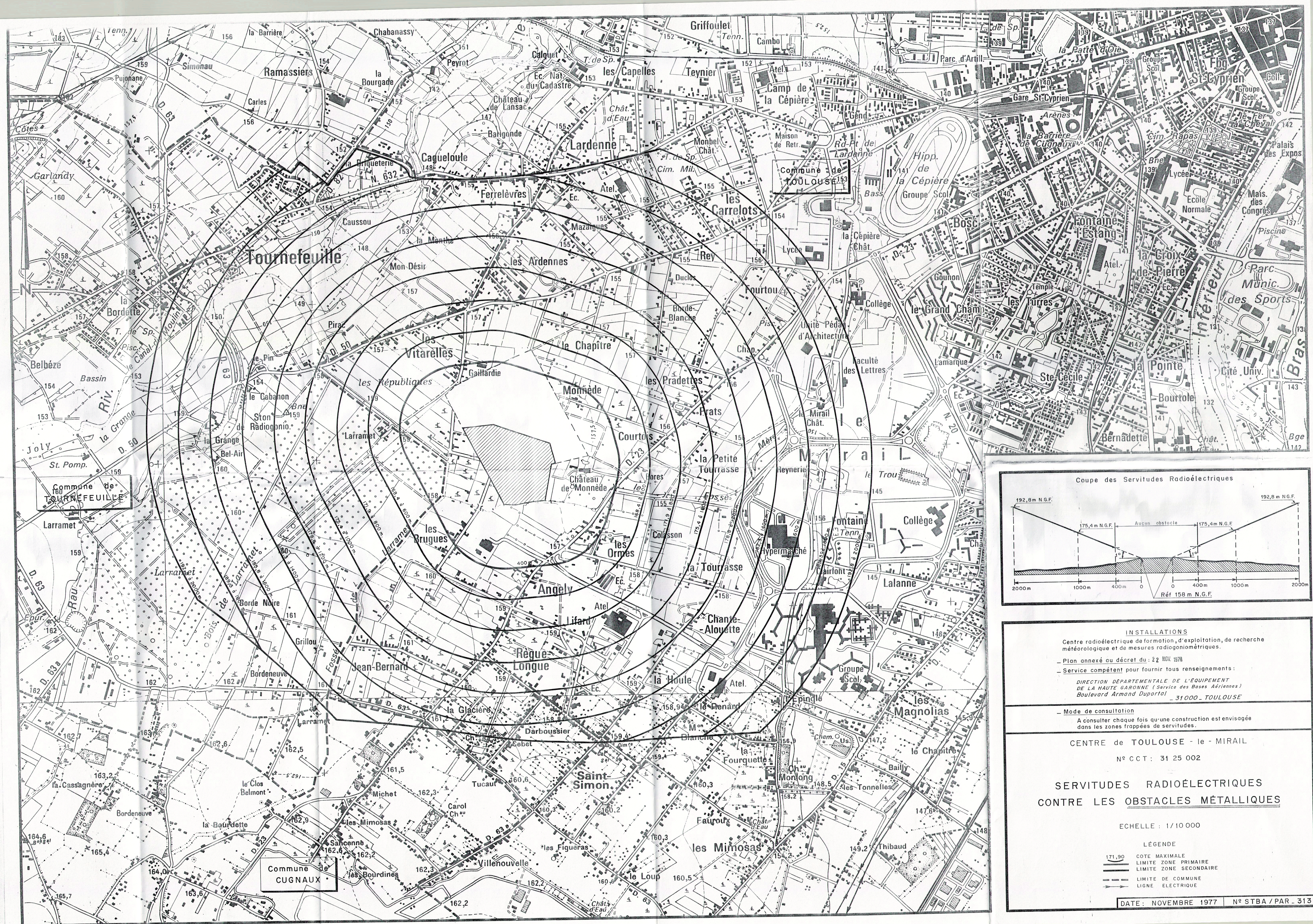
FAIT à PARIS, le 22 NOVEMBRE 1978

Raymond BARRE

PAR LE PREMIER MINISTRE

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Joël LE THEULE



INSTALLATIONS
Centre radioélectrique de formation, d'exploitation, de recherche météorologique et de mesures radiogoniométriques.
- Plan annexé au décret du 22 NOV. 1978
- Service compétent pour fournir tous renseignements :
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA HAUTE GARONNE (Service des Bases Aériennes)
Boulevard Armand Duportal - 31000 - TOULOUSE

Mode de consultation
A consulter chaque fois qu'une construction est envisagée dans les zones frappées de servitudes.

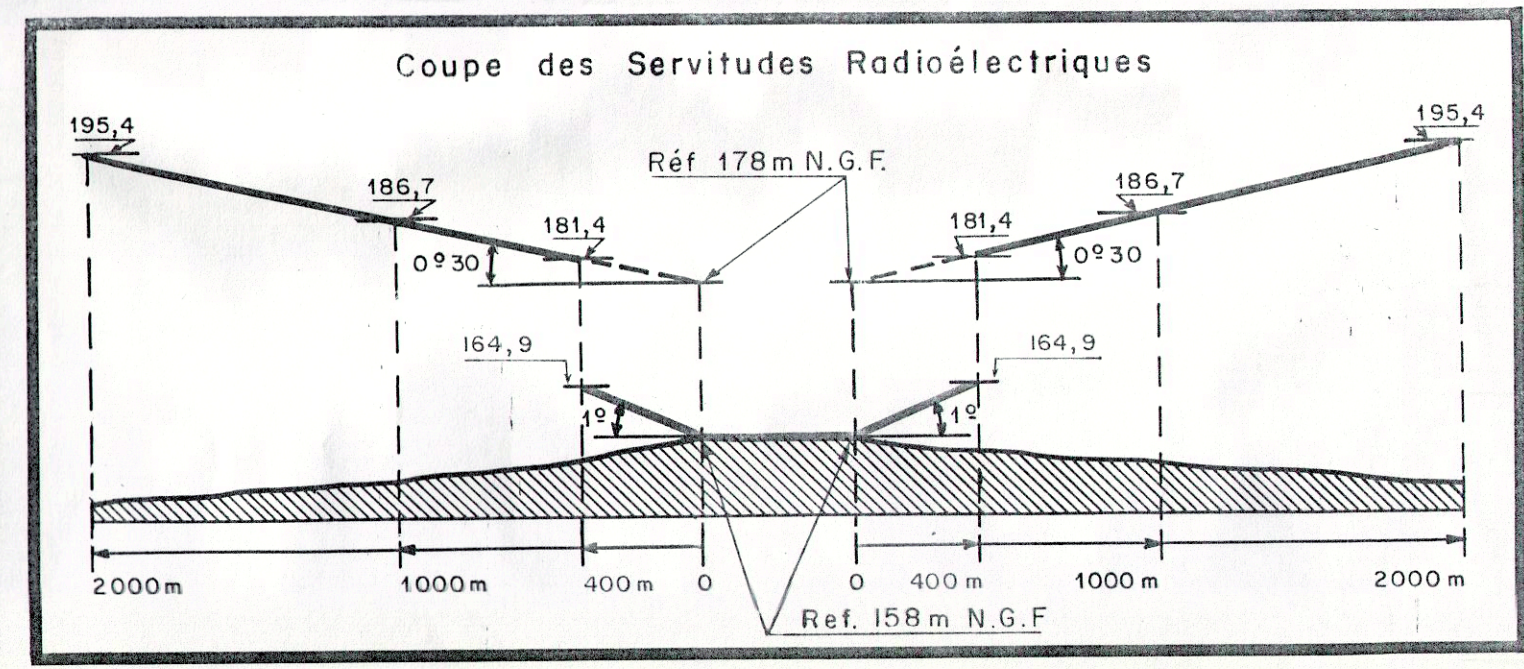
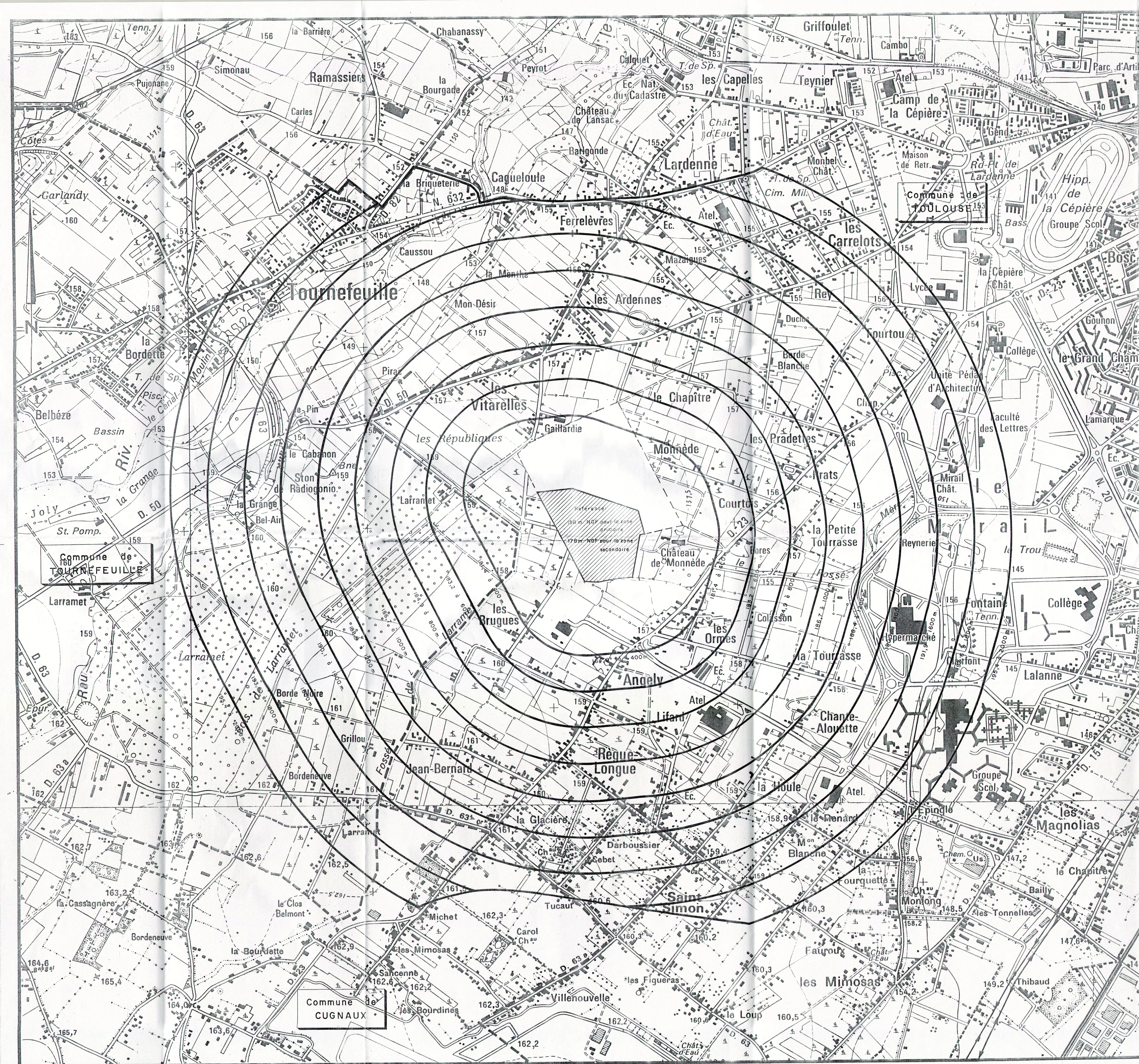
CENTRE de TOULOUSE - le - MIRAIL
N° CCT : 31 25 002

**SERVITUDES RADIOÉLECTRIQUES
CONTRE LES OBSTACLES MÉTALLIQUES**

ECHELLE : 1/10 000

LÉGENDE
171,90 COTE MAXIMALE
--- LIMITE ZONE PRIMAIRE
--- LIMITE ZONE SECONDAIRE
--- LIMITE DE COMMUNE
--- LIGNE ÉLECTRIQUE

DATE : NOVEMBRE 1977 N° STBA / PAR - 313



INSTALLATIONS
Centre radioélectrique de formation, d'exploitation, de recherche météorologique et de mesures radiogoniométriques.
— Plan annexé au décret du : 22 NOV. 1973
— Service compétent pour fournir tous renseignements :
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
DE LA HAUTE GARONNE (Service des Bases Aériennes)
Boulevard Armand Duportal - 31 000 - TOULOUSE

— Mode de consultation
A consulter chaque fois qu'une construction est envisagée dans les zones frappées de servitudes.

CENTRE de TOULOUSE - le - MIRAIL
N° CCT : 31 25 002

**SERVITUDES RADIOÉLECTRIQUES
CONTRE LES OBSTACLES
NON METALLIQUES**

ECHELLE : 1/10 000

LEGENDE
163,20 COTE MAXIMALE
— LIMITE ZONE PRIMAIRE
— LIMITE ZONE SECONDAIRE
— LIMITE DE COMMUNE
— LIGNE ÉLECTRIQUE

DATE : NOVEMBRE 1977 N° STBA / PAR. 314

Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine

Plan Local d'Urbanisme



Toulouse

Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013

mise à jour par arrêté du 04/11/2013

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

Document annexé au 5A1 - Liste des SUP

SUP PT2 (34)

toulouse
métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la défense

6 JUIN 2013

Décret du

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables
autour d'un centre radioélectrique

NOR : DEFD1313209D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la défense,

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment les articles L. 54
à L. 56, L. 63 et R* 21 à R* 26 ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt en
date du 7 janvier 2013 ;

Vu l'accord préalable de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement
productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie
numérique en date du 7 janvier 2013 ;

Vu l'avis de l'agence nationale des fréquences en date du 29 janvier 2013,

Décrète :

Article 1^{er}

Est approuvé le plan annexé au présent décret, fixant les limites de la zone secondaire et des
secteurs de dégagement situés autour du centre radioélectrique n° 031 057 0003
(Haute-Garonne).

Article 2

La zone secondaire de dégagement est définie sur le plan par le tracé en NOIR et les secteurs de
dégagement par le tracé en VIOLET.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R* 24 du code des postes et
des communications électroniques.

JDF 1310 98 JUIN 2013

Article 3

La partie la plus haute des obstacles créés dans cette zone ne devra pas, sauf autorisation du ministre de la défense, dépasser les cotes fixées sur les plans.

Article 4

La ministre de l'égalité des territoires et du logement et le ministre de la défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

10 juin 2013

Jean-Marc AYRAULT

Par le Premier ministre :

La ministre de l'égalité des territoires et du
logement,

Cécile DUF

Le ministre de la défense,

Jean-Yves Le DRIAN



Approuvé par décret en date du 06 Juin 2013
Publié au JO n°0131 du 08 Juin 2013



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



DIRECTION INTERARMÉES
DES RÉSEAUX D'INFRASTRUCTURE
ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Date : 06/02/2012

N° 12-02/01

Echelle : 1 / 20000

CENTRE : PORTET SUR GARONNE

N° ANFR : 031 057 0003

Approuvé par décret en date du 06 Juin 2013
Publié au JO n°0131 du 08 Juin 2013

SERVITUDES RADIOÉLECTRIQUES CONTRE LES OBSTACLES

LEGENDE

- + A POINT DE REFERENCE
- ZONE SECONDAIRE
- SECTEUR DE DÉGAGEMENT
- 1000 m
200 m
DISTANCE PAR RAPPORT AU POINT DE REFERENCE
- HAUTEUR MAXIMALE CONSTRUCTIBLE
- LIGNES D'ÉGALES CONTRAINTES
- LIMITES COMMUNALES
- LIMITES DÉPARTEMENTALES

REMARQUE

L'environnement est pris en l'état, au jour de l'établissement de ces servitudes, sans qu'aucune mise en conformité des obstacles existants ne soit envisagée.

PLAN ANNEXE AU DÉCRET DU

Service Compétent pour fournir tous renseignements :
Monsieur le Préfet du département de la HAUTE-GARONNE
Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne
Bd Armand Duprat, Bâtiment A
31074 TOULOUSE CEDEX

Mode de consultation

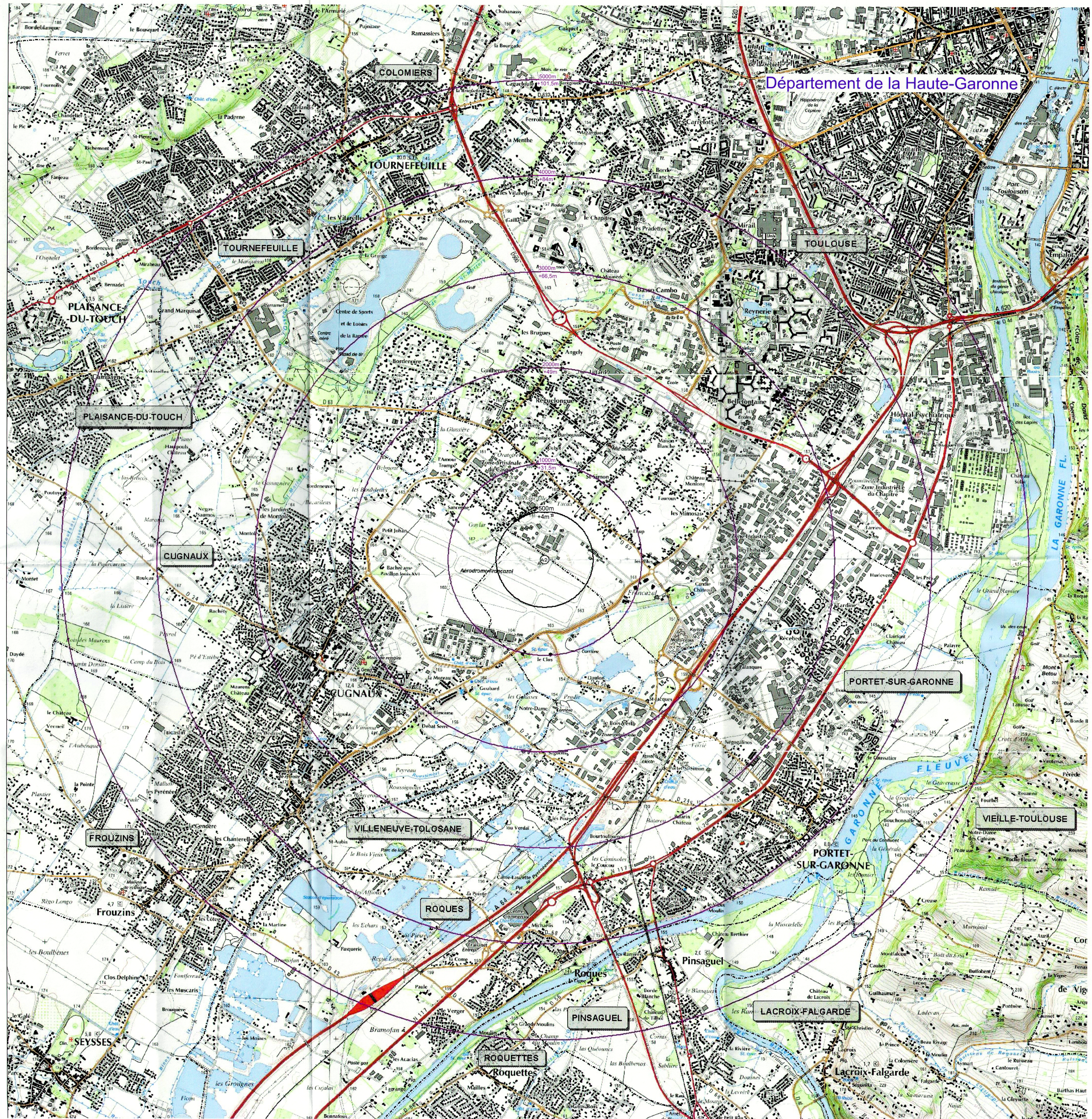
A consulter chaque fois qu'une construction est envisagée dans les zones frappées de servitude

COMMUNES SOUS SERVITUDES

- 31149 - COLOMIERS
- 31157 - CUGNAUX
- 31203 - FROUZINS
- 31259 - LACROIX-FALGARDE
- 31420 - PINSAGUEL
- 31424 - PLAISANCE-DU-TOUCH
- 31433 - PORTET-SUR-GARONNE
- 31458 - ROQUES
- 31460 - ROQUETTES
- 31555 - TOULOUSE
- 31557 - TOURNEFEUILLE
- 31575 - VIEILLE-TOULOUSE
- 31588 - VILLENEUVE-TOLOSANE

AUTORITÉ À CONSULTER :

ESID de BORDEAUX
Caserne Pelleport
9 rue de Cursol
CS 61142
33082 BORDEAUX CEDEX



Direction de la Planification et de l'Urbanisme
Service de la Réglementation Urbaine

Plan Local d'Urbanisme



Toulouse

Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013

mise à jour par arrêté du 04/11/2013

5 - Annexes

5A - Servitudes d'Utilités Publiques (SUP)

Document annexé au 5A1 - Liste des SUP

SUP T1

toulouse
métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

NOTICE TECHNIQUE POUR LE REPORT AUX P.L.U. DES SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée, les servitudes prévues par les lois et règlements sur la grande voirie et qui concernent notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

D'autre part, les articles 5 et 6 de ladite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

De plus, en application du décret loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du chemin de fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du chemin de fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la S.N.C.F.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du chemin de fer est déterminée de la manière suivante :

- a) *Voie en plate-forme sans fossé :*
une ligne idéale tracée à 1,50 m du bord du rail
extérieur (figure 1).

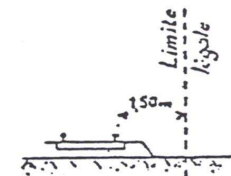


Figure 1

- b) *Voie en plate-forme avec fossé :*
le bord extérieur du fossé (figure 2).



Figure 2

- c) *Voie en remblai :*
L'arête inférieure du talus de remblai
(figure 3).

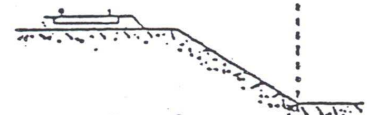


Figure 3

- ou
le bord extérieur du fossé si cette voie
comporte un fossé (figure 4).



Figure 4

- d) *voie en déblai :*
l'arête supérieure du talus
de déblai (figure 5).

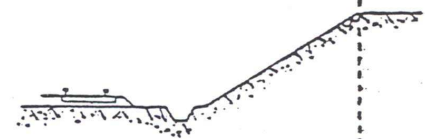
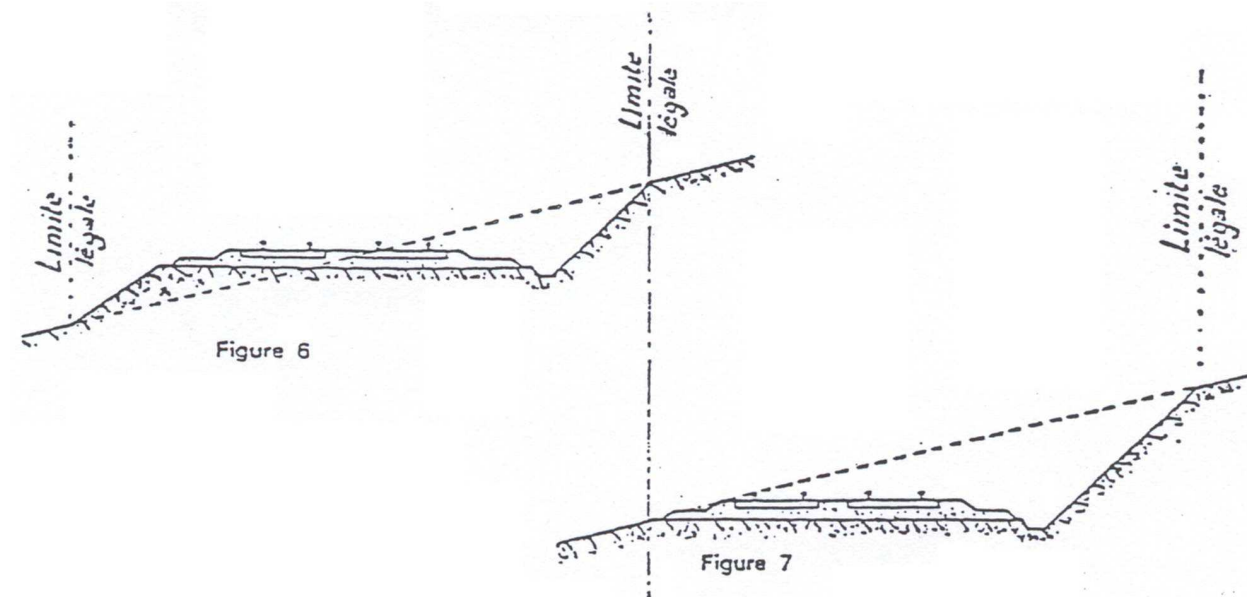
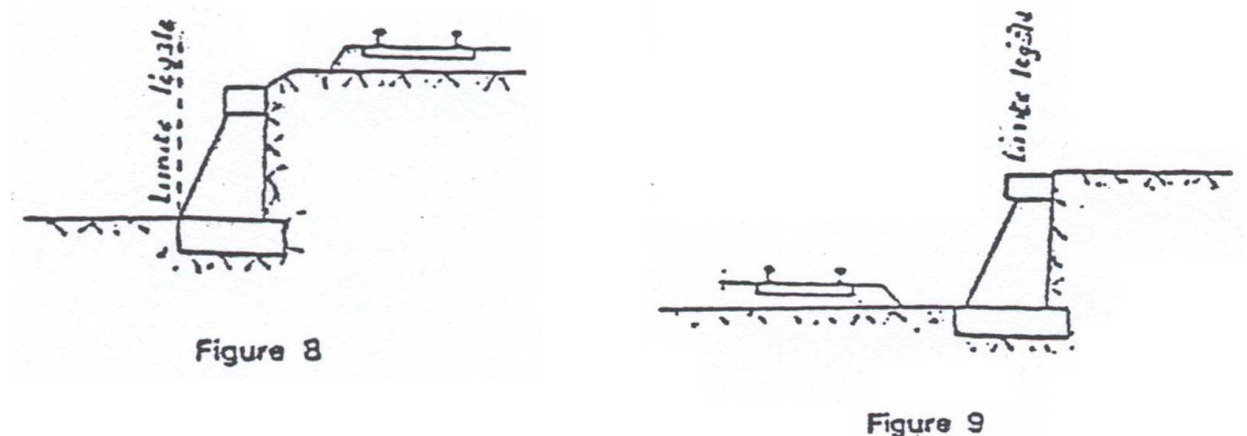


Figure 5

Dans le cas d'une voie posée à flanc de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du talus naturel (figures 6 et 7).



Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai le pied et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9).



Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate-forme a été acquise pour 2 voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer n'ouvrent pas droit à l'indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus - dont les conditions d'application vont être maintenant précisées - les propriétaires riverains du chemin de fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

1 - ALIGNEMENT

L'alignement est la procédure par laquelle l'Administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du chemin de fer qui désire élever une construction ou établir une clôture, doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, etc...

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845 d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas aux riverains du chemin de fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits "aisances de voirie". Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

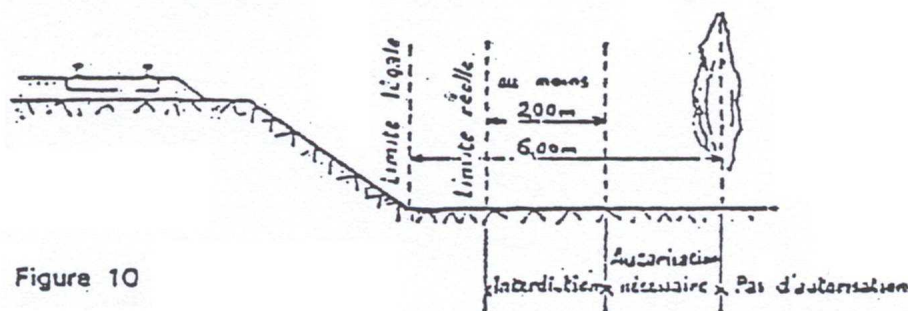
2 - ECOULEMENT DES EAUX.

Les riverains du chemin de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles que eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée : ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

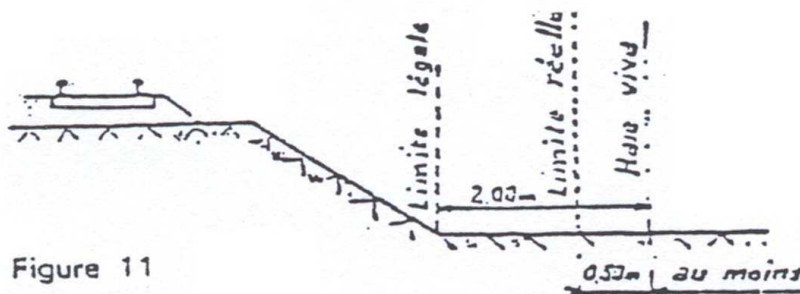
D'autre part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre, il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du chemin de fer.

3 - PLANTATIONS.

a) Arbres à haute tige - Aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de 6 m de la limite légale du chemin de fer. Toutefois, cette distance peut être ramenée à 2 m par autorisation préfectorale.



b) Haies vives - Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de deux mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 m.



Dans tous les cas, l'application des règles ci-dessus ne doit pas conduire à planter un arbre à moins de 2 m de la limite réelle du chemin de fer et une haie vive à moins de 0,50 m de cette limite.

4 - CONSTRUCTIONS.

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les plans d'occupation des sols, aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de 2 m de la limite légale du chemin de fer.

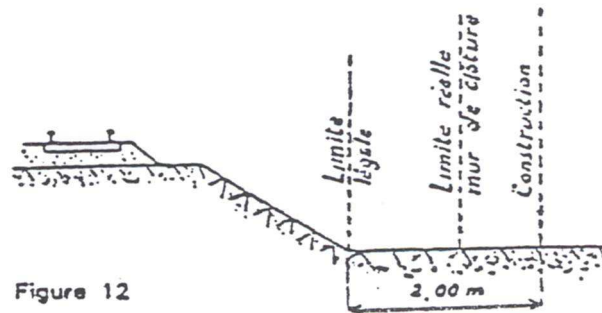


Figure 12

Il résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du chemin de fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite réelle dans le cas où celle-ci est située à moins de 2 m de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Il est, par ailleurs, rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du chemin de fer d'édifier, sans l'autorisation de la S.N.C.F. des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire (cf. II° partie ci-après).

5 - EXCAVATIONS.

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 m au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied du talus.

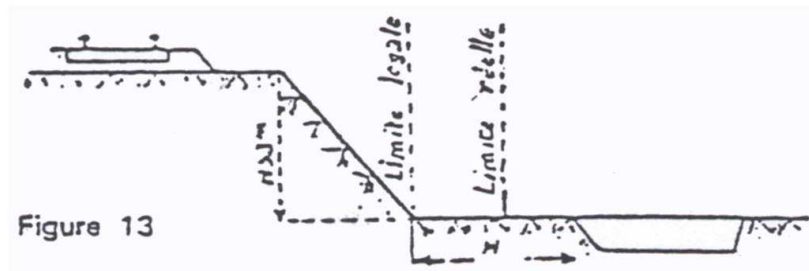


Figure 13

6 - SERVITUDES DE VISIBILITE AUX ABORDS DES PASSAGES A NIVEAU.

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- – l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain de toute superstructure à un niveau déterminé.
- – l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau.
- – la possibilité, pour l'Administration, d'opérer la résection des talus, remblai et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelles, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, la Direction Départementale de l'Equipement soumet à la S.N.C.F., pour avis les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est représentée par des hachures sur le croquis ci-dessous (figure 14).

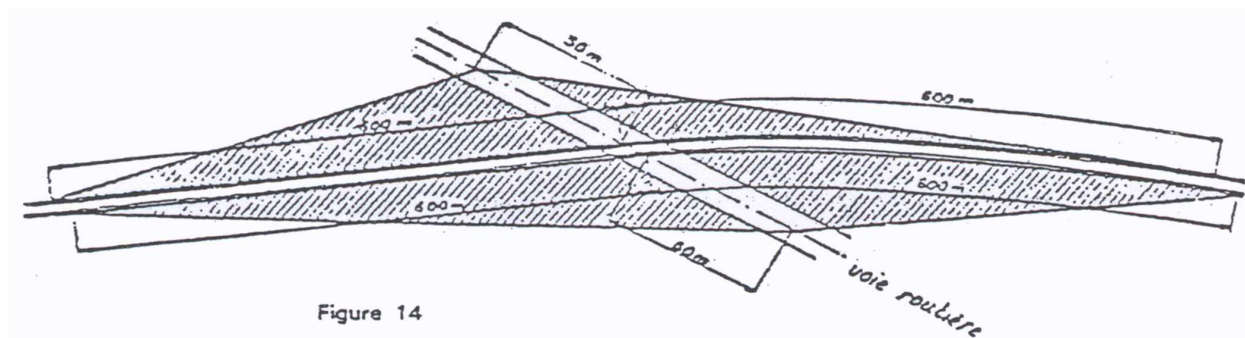


Figure 14